

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE CHINOISE ET SON APPLICATION EN
ARCTIQUE
ÉTUDES DE CAS SINO-RUSSE ET SINO-CANADIEN

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
FLORIAN GAUTHIER

DÉCEMBRE 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

À mon arrivée dans le programme de maîtrise, mes contacts et ma connaissance du département étaient encore relativement limités. J'avais mes différents centres d'intérêts et mon projet à long terme en tête, sans disposer de plus de précisions. Or, une discussion après un cours avec Michèle Rioux, professeure au Département, a fait en sorte de changer tout ça. Pour cela, je tiens à la remercier sincèrement. C'est de cette discussion que j'ai pu trouver mon directeur de recherche, qui a tant fait pour moi. Ting-Sheng Lin, professeur au développement, a pris la charge de mon projet et m'a excellemment dirigé tout au long du processus qui a été ma maîtrise et mon mémoire. Ma gratitude est très forte à son égard, et je le remercie pour tout le temps qu'il a consacré à mon projet et à tout ce qu'il a fait pour moi.

C'est également grâce à ces deux personnes que j'ai eu la chance de pouvoir travailler, et de continuer à le faire, à l'Observatoire de l'Asie de l'Est (OAE-CEIM). C'est une opportunité extraordinaire qui m'a été donnée et je remercie toutes les personnes impliquées dans les actions de l'OAE. Plus généralement, la chance de pouvoir participer aux activités du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) m'a beaucoup apporté, et j'aimerais remercier les personnes du CEIM avec qui j'ai pu travailler et échanger.

Il me faut enfin adresser des remerciements particuliers à Justin Massie, qui m'a conseillé et orienté d'excellente manière dans mon étude.

DÉDICACE

À Cath,

Qui me pousse tous les jours à réaliser mes rêves.

Sans toi, rien de tout cela ne serait possible.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	VII
RÉSUMÉ	VIII
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
CONTEXTUALISATION	11
CHAPITRE II	
LA RELATION CHINE-RUSSIE.....	20
2.1 La Russie et l'Arctique	20
2.1.1 Histoire.....	20
2.1.2 L'importance contemporaine de l'Arctique pour la Russie	20
2.1.3 Capacités navales et militaires	23
2.1.4 L'Arctique dans l'économie russe	25
2.1.4.1 Le secteur énergétique	26
2.1.4.2 Potentiel de développement en Arctique	28
2.1.4.3 La politique d'accueil des investissements étrangers en Russie.....	30
2.1.5 La Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (CNUDM)	32
2.1.6 Diplomatie régionale.....	34
2.1.7 La Russie : Un acteur primordial, voir hégémonique de l'Arctique	34
2.2 La relation sino-russe	35
2.2.1 Histoire des relations sino-russes jusqu'à 1990.....	35
2.2.2 La diplomatie dans la relation Chine-Russie	36
2.2.2.1 La signature d'un Partenariat Stratégique (RCSP).....	37
2.2.2.2 L'Organisation de Coopération de Shanghai.....	38
2.2.2.3 Une ambivalence résiduelle	39
2.2.2.4 Un rapprochement diplomatique récent.....	41

2.2.3	La sécurité dans les relations sino-russes.....	43
2.2.4	La relation commerciale, économique et d'investissement entre la Chine et la Russie	44
2.2.4.1	Accords d'investissements chinois dans le secteur énergétique russe.....	44
2.2.4.1.1	Accord de 2009	45
2.2.4.1.2	Accords de 2013	45
2.2.4.1.3	Accord de 2014	46
2.2.4.2	L'impact économique potentiel de la crise ukrainienne sur la relation sino-russe	48
2.2.5	Quel futur pour la relation bilatérale Chine-Russie ?	50
CHAPITRE III : LA RELATION CHINE-CANADA.....		58
3.1	Le Canada et l'Arctique.....	58
3.1.1	Histoire récente de la politique arctique du Canada	58
3.1.1.1	Avant l'arrivée de Harper au pouvoir.....	58
3.1.1.2	Depuis l'arrivée de Harper au pouvoir : l'Arctique est une priorité	59
3.1.2	Du discours à la réalité : un transfert difficile.....	61
3.1.3	Les capacités navales et militaires	62
3.1.4	L'Arctique canadien : faiblement développé dans le domaine énergétique par rapport au reste du Canada	65
3.1.4.1	Le cadre légal concernant l'investissement étranger au Canada	68
3.1.4.2	Le secteur énergétique dans l'économie canadienne.....	70
3.1.5	Les revendications canadiennes sous le régime de la CNUDM	72
3.1.6	Le Canada dans la diplomatie régionale	73
3.2	La relation sino-canadienne	74
3.2.1	Histoire récente de la relation bilatérale	74
3.2.2	Diplomatie dans la relation bilatérale	77

3.2.2.1	Après 1990	77
3.2.2.2	2006 : l'arrivée de Harper au pouvoir	78
3.2.2.3	Le tournant de 2009	79
3.2.3	La sécurité dans les relations sino-canadiennes	81
3.2.4	Les relations commerciales et d'investissement sino-canadiennes	83
3.2.4.1	L'investissement au niveau bilatéral	83
3.2.4.1.1	L'Accord de protection de l'investissement sino-canadien	85
3.2.5	Quel futur pour la relation bilatérale Chine-Canada ?	90
CONCLUSION.....		96
ANNEXE A		
OPERATIONS IN THE NORTH OF THE CANADIAN ARMY		101
ANNEXE B		
PIPELINES CANADIENS ET AMÉRICAINS DU MARCHÉ DU BRUT ET PROPOSITIONS		102
ANNEXE C		
GRANDS GAZODUCS RÉGLEMENTÉS PAR L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE CANADIEN.....		103
ANNEXE D		
5-YEAR TRADE CANADA-CHINA		104
ANNEXE E		
PART RESPECTIVE DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MONDIALES DU CANADA ET DE LA CHINE (\$M ET %)		105
BIBLIOGRAPHIE.....		106

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
3.1	Canada-China Two-way investment. 1991-2013, (C\$M).....	83
3.2	Total Canadian Trade with Major Trading Partners and Selected Asian Economies, 2000-2010	90

RÉSUMÉ

Le développement économique phénoménal qu'a connu la Chine au cours des deux dernières décennies a eu un impact sur la politique extérieure du pays. En raison de son nouveau statut, la Chine est présente dans de nombreuses régions du monde, dont l'Arctique. Aussi, dans le but de mieux comprendre la politique extérieure chinoise concernant la région arctique, nous étudions la relation bilatérale qu'entretient la Chine avec les deux acteurs les plus impliqués dans la région, la Russie et le Canada. Notre objectif est donc d'étudier la politique extérieure chinoise au travers de ces deux cas particuliers, en portant une attention particulière aux régions arctiques russes et canadiennes ainsi qu'au domaine énergétique.

Mots-clés : Politique extérieure Chinoise, Arctique, Canada, Russie, Énergie

INTRODUCTION

La Chine est aujourd'hui la seconde puissance économique mondiale avec un PIB de 9,29 mille milliards de dollars américains pour 2013. (The Economist, 2013a) C'est également le premier exportateur mondial (Badkar, 2014 ; Humpert, 2013 ; OMC, 2013), ainsi que le deuxième production mondial d'énergie (2010) et le second plus important consommateur d'énergie au monde. (Humpert, 2013 ; OMC, 2013) Voilà le statut économique impressionnant de la Chine au niveau mondial. La croissance chinoise depuis le tournant du siècle l'a conduit à ce statut enviable. En parallèle au développement économique accéléré, la Chine a accru sa présence de par le monde. Elle est aujourd'hui présente dans des régions où elle a été traditionnellement absente. Quelle est donc la politique extérieure chinoise actuelle?

La croissance rapide de l'économie chinoise a engendré un problème de grande ampleur pour les dirigeants chinois. En effet, le développement de l'économie et de la consommation nécessite de l'énergie en quantité conséquente et la Chine doit ainsi réussir à répondre à la demande sans cesse croissante. (IEA, 2009, 2011, 2012, 2013a, 2013c, 2013d, 2013e ; Paltsev, 2011) La Chine a dépassée les États-Unis comme plus gros émetteur de CO₂ en 2006. (IEA, 2013f) Il serait néanmoins faux d'avancer que cette situation est nouvelle et qu'elle est due aux récents développements de l'économie chinoise, puisque la Chine est devenue importatrice d'énergie en 1993. (Dannreuther, 2011 ; Dorian et al., 2006 ; International Energy Agency, 2000, 13 ; Jiang, 2010, 169 ; Rainwater, 2012, 64) La dépendance aux importations n'a fait que croître exponentiellement avec la croissance effrénée que la Chine a connue au cours des quinze dernières années. Comment les dirigeants chinois peuvent-ils fournir de plus en plus d'énergie à leur économie? Et surtout pourront-ils continuer à le faire? Cette question est on ne peut plus importante pour l'avenir du pays :

If every person in China's 1.3 billion population (today with only 2.4 barrels per person annual consumption) were to have the same per capita consumption as in the U.S. (22 barrels per person per year), China would require more than 80 mbd - about the entire world's current daily consumption. (Jiang, 2010, 169)

Cette réflexion faite par Jiang permet clairement de comprendre le problème énergétique face auquel la Chine est et va être confrontée. Aussi, en raison des importations d'énergie en constante croissance, ce sont également les sources et l'acheminement de l'énergie qui posent de sérieux problèmes à la Chine. Pour ce qui est des sources, le nombre de pays exportateur est tel que la Chine peut en trouver facilement et en grande quantité. C'est à l'inverse l'acheminement qui est source d'inquiétude pour les dirigeants chinois. Le détroit de Malacca en est le meilleur exemple. Ce n'est pas moins de 80% du pétrole à destination de la Chine qui transite par le détroit de Malacca. (Morrow, 2014 ; Potter, 2012 ; Storey, 2006) Or, la zone du détroit n'est pas exemptée de toute menace ni de tout problème de sécurité, au contraire : le détroit connaît des problèmes de piraterie et de menace terroriste. (Cao et Bluth, 2013, 383 ; Humpert et Raspotnik, 2012, 296 ; Rainwater, 2012, 64) Le détroit pèse ainsi sur la politique extérieure chinoise, les dirigeants devant répondre aux problématiques d'acheminement d'énergie, entre autres. Que fait donc la Chine pour réduire, au moins partiellement, le poids du transport de ses importations énergétiques sur sa sécurité énergétique?

En raison de la vulnérabilité chinoise qu'engendre le détroit de Malacca et en raison du nouveau statut que possède la Chine au niveau international, il apparaît indubitable qu'elle recherche de nouveaux réseaux d'importation d'énergie qui ne seraient pas affectés par le détroit. Cette diversification nécessite un effort diplomatique important car un climat favorable envers la Chine doit être créé. De même, de lourds investissements doivent être effectués, soit par l'achat d'entreprises étrangères, ou du moins d'une partie, soit par des investissements d'infrastructures afin d'extraire, d'exploiter ou d'importer les ressources en question, ou soit enfin par des investissements afin d'accueillir les plus gros transports d'énergie dans des ports en

eaux profondes dans les principaux points d'entrée en Chine. Il s'agit donc de s'ouvrir à de nouveaux horizons pour les dirigeants chinois, en s'impliquant dans plus de régions du monde afin de répondre aux besoins internes du pays. Or, dans le but de réduire la dépendance aux routes traditionnelles que doivent emprunter les importations énergétiques chinoises, l'Arctique apparaît comme une solution possible.

La région arctique serait en effet fortement dotée en ressources. Ce n'est vraiment qu'au début des années 2000 que l'Arctique va attirer l'attention pour son potentiel énergétique. En 2000, le U.S. Geological Survey (USGS) a publié un document relatif à la localisation des réserves de pétrole existantes et projetées dans le monde (USGS, 2001 ; Moe, 2012, 4 ; Osthagen, 2013a). Les projections ont amené de nombreux médias à relayer que 25% des réserves mondiales se situeraient sous l'Océan arctique. (USGS, 2000 ; Moe, 2012, 4 ; Osthagen, 2013a)

Une autre étude de l'USGS a une fois encore renforcé l'intérêt mondial pour les ressources arctiques. Plus détaillé, portant exclusivement sur la zone située au nord du cercle polaire, il avait également pour but d'apporter des précisions là où le document de 2000 était resté trop évasif (Moe, 2012, 5). Ainsi, le Circum-Arctic Resources Appraisal de 2008 note que 30% des réserves de gaz et 13% des réserves de pétrole au niveau mondial se trouveraient en Arctique, soit 22% des réserves mondiales, ce qui équivaut à 90 milliards de barils de pétrole et 44 de gaz. (USGS, 2008 ; Anderson III, 2012, 59 ; Borgerson, 2008, 6 ; Du Castel, 2010, 74 ; Emmerson, 2010 ; Griffiths et al., 2011, 29 et 146 ; Huebert, 2012a, 18 ; Jegorova, 2013, 127 ; Klare, 2012, 75 et 2013 ; Knecht, 2013, 176 ; La Fayette, 2008 et 2009, 64 ; Lasserre, 2010b, 394 ; Lasserre et Pelletier, 2012, 534 ; Rainwater, 2012, 70 ; Xing et Bertelsen, 2013) Toutes ces études et chiffres ne sont que des prévisions et pourraient être erronées (Lasserre, 2010b, 394), et une écrasante partie des ressources se situeraient dans les ZEE, actuelles ou possiblement élargies sous la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer que nous aborderons plus profondément plus loin. (Chen et Jakobson, 2012, 8 et 2010, 10 ; Johnston, 2010, 15 ; Lasserre et Pelletier, 2012,

555) De plus, les coûts de production doivent être maintenus dans les limites du marché énergétique afin que l'exploitation soit rentable (Du Castel, 2010 ; Lasserre, 2010b, 385 ; Young, 2012, 167), et les techniques d'extraction dans un environnement tel que l'Arctique ne sont possédées que par un nombre d'acteurs très limités. (Jakobson, 2010, 8 ; La Fayette, 2008 et 2009) Toutefois, il est aisé de comprendre qu'ils attirent l'attention de nombreux acteurs, dont possiblement la Chine. Autre facteur de premier intérêt pour la Chine, le potentiel développement d'une ligne de trafic maritime en Arctique. La fonte des glaces permettrait un meilleur accès à l'Océan Arctique, ce qui laisse penser que de nouvelles routes maritimes pourraient être utilisées. (Axworthy et al., 2012, 141 ; Borgerson, 2008 ; Lee, 2012, 1) Une est particulièrement intéressante dans le cas chinois, permettant de relier l'Asie à l'Europe. Les gains en distance grimperaient jusqu'à 40% par rapport aux routes traditionnelles (Lasserre, 2010a, 6), soit jusqu'à 10 jours de moins par trajet. (Verny et Grigentin, 2009, 111) Ce qui représenterait 20% d'économies sur le coût total passant de 17,5 millions de dollars à 14. (Holyroyd, 2012, 3) Ces facteurs expliquent la multiplication du trafic maritime par 135 entre 2009 et 2012. (McGwin, 2013) Même si comme pour les réserves énergétiques le potentiel doit être relativisé, en raison du raccourcissement moins important qu'annoncé et des conditions toujours extrêmes de navigation malgré la fonte des glaces. (Aker Arctic Technology Inc., 2006, 17 ; Holyroyd, 2012, 3 ; Hong, 2012a ; Humpert, 2013 ; Lasserre, 2011, 3 ; Stokke, 2011) Même si ces opportunités économiques sont très loin d'être développées à leur maximum, les possibilités envisageables font de l'Arctique une région de plus en plus attrayante. Serait-il ainsi envisageable pour la Chine de profiter des opportunités économiques qu'offre la région Arctique ? Est-ce que l'Arctique pourrait-être une réponse, au moins partielle, aux problèmes posés par l'acheminement des importations d'énergie par les routes maritimes traditionnelles ?

Or, avant même de pouvoir commencer à profiter des opportunités régionales, la Chine se doit d'être présente en Arctique et d'établir des relations saines avec les États

circumpolaires. Pour ce qui est de la présence en Arctique, la Chine a effectué un travail d'intégration aux activités régionales assez complet. Elle a effectué six expéditions scientifiques en Arctique depuis 1999, à bord du XueLong racheté à l'Ukraine en 1993. (CAA, Stations and Vessels ; Lasserre et Alexeeva, 2012 ; Stokke, 2013) Elle s'est dotée d'une station de recherche en 2003 sur l'île du Spitzberg, dans la région de Ny-Alesund en Norvège. (Humpert et Raspotnik, 2012, 4 ; Huebert et al., 2012, 34 ; Lin et Roussel, 2012, 2 ; Rainwater, 2012, 69) Ses dépenses pour la recherche scientifique en Arctique, de 38,5 millions de livres sterling dépassent celles des États-Unis par exemple. (Humpert et Raspotnik, 2012, 4) La Chine a également été un spectateur attentif au développement de la coopération régionale, et surtout à la mise en place d'organes de coopération, tels que la Stratégie de Protection de l'Environnement Arctique et le Conseil de l'Arctique. Les efforts chinois ont porté leurs fruits, car la Chine a en effet obtenu le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique le 15 mai 2013, tout comme l'Inde, la Corée du Sud, le Japon et Singapour. (Government of Canada, 2013 ; Bennett, 2014c ; Emmerentze, Jervell et Macdonald, 2013 ; Kopra, 2013, 108 ; Milne, 2013 ; Myers, 2013 ; Nielsen, 2013 ; Reardon, 2013 ; Sanchez Ramos, 2013, 270 ; The Associated Press, 2013 ; Zengerle, 2013) L'approbation des huit États circumpolaires étant un critère obligatoire et primordial à l'attribution de ce précieux statut permettant d'observer au plus près la coopération régionale en Arctique¹, nous pouvons avancer que la Chine a réussi à s'établir en Arctique et à mettre en place des relations de travail saines avec les acteurs régionaux. Il semblerait donc que la Chine, grâce à sa longue présence dans la région, ait finalement réussi à obtenir un avis plutôt favorable de la part des États circumpolaires. A-t-elle donc réellement réussi à développer un environnement propice à la réalisation de ses potentiels intérêts en Arctique ? Et dans quelle mesure cela influence sa politique extérieure ?

¹ Pour plus d'informations sur le Conseil de l'Arctique, sa structure et son fonctionnement, consulter Exner-Pirot, 2012

Certaines relations bilatérales avec les pays de la région se distinguent des autres, car ces derniers sont inégaux sur de nombreux plans. Certains n'ont pas encore développé de politique arctique forte, comme les États-Unis, d'autres ne sont simplement pas assez puissants ou ne possèdent pas assez de territoire pour jouer un rôle primordial dans le développement et l'équilibre régional, l'Islande en est un bon exemple. Deux pays sont, au contraire, investis profondément dans le Nord, possèdent de vastes parts du territoire arctique, ont une majorité écrasante des réserves potentielles de ressources se situant dans leur zone économique exclusive et ont chacun une des deux routes maritimes pouvant éventuellement devenir des routes majeures au niveau mondial. Ces deux pays ne sont autres que la Russie et le Canada. La Chine a donc tout intérêt à développer sa politique arctique autour de ses deux acteurs, si elle souhaite réussir à obtenir des flux d'importation d'énergie significatifs. Or, comme nous l'avons déjà évoqué, la réalisation de cet objectif de première importance pour la politique extérieure chinoise passe par de lourds investissements diplomatiques et économiques. Ces investissements sont d'autant plus lourds dans le cas des régions arctiques russe et canadienne, puisqu'il s'agit d'un secteur essentiel pour ces deux États circumpolaires. Si la Chine veut donc poursuivre ses intérêts en Arctique, il lui faut nécessairement modifier sa politique extérieure en s'investissant lourdement dans la région. Pour les raisons que nous venons d'évoquer, nous avons décidé d'étudier chacune des relations bilatérales que la Chine entretient avec ces deux pays. Or, la Chine a-t-elle bénéficié de sa nouvelle puissance pour améliorer ses relations avec le Canada et la Russie ? Entretient-elle donc des relations diplomatiques rapprochées avec ces deux puissances primaires de la région ?

En plongeant plus profondément dans l'étude des relations bilatérales, nous allons dépasser le simple cadre diplomatique pour rentrer dans la dimension économique. Comme évoqué plus haut, la réalisation de l'objectif de réduction de dépendance au détroit de Malacca nécessite de lourds investissements diplomatiques et économiques. Ces derniers sont particulièrement intéressants, en ce qu'ils prennent de nombreuses

formes. La Chine peut ainsi avoir racheté des entreprises canadiennes ou russes, ou du moins des parts de celles-ci. Elle peut également avoir créé des partenariats sur certains projets. Elle peut aussi avoir participé à la construction d'infrastructures lui bénéficiant. Quoi qu'il en soit, la politique extérieure chinoise doit s'être conditionnée à cette réalité. Est-ce donc le cas en pratique ? La Chine est-elle présente dans les domaines énergétiques russe et canadien, spécialement en Arctique ? Au-delà de cette présence chinoise dans les Nord canadien et russe, il faut encore que la Chine réussisse à acheminer l'énergie jusqu'à son marché interne. Cela constitue la dernière étape à la réalisation de ses intérêts. Réussi-elle à injecter de l'énergie provenant de l'Arctique russe ou canadien dans sa consommation interne ? Et réussi-t-elle à diminuer sa dépendance aux canaux traditionnels d'importation d'énergie grâce à l'Arctique ?

Pour ces deux cas d'étude, nous ne définirons pas de cadre analytique commun. La raison principale pour cela étant qu'ils divergent de manière trop importante. En effet, le cadre dans lequel se développent les relations sino-russes se rapproche selon nous des caractéristiques du réalisme. Aussi, parmi ce courant majeur de la Théorie des Relations Internationales, le travail de Gilpin paraît être particulièrement approprié pour comprendre la relation bilatérale que nous étudions ici. Ainsi, les relations économiques sont prépondérantes. Elles occupent un rôle majeur dans l'évolution de la relation entre les deux pays. Ces échanges sont principalement composés de ressources en provenance de la Russie vers la Chine, et de produits manufacturés dans le sens inverse. Les premières ont une incidence directe sur la situation de la relation bilatérale, les autres beaucoup moins. Plus généralement, que l'objet soit diplomatique, sécuritaire, économique, les relations sino-russes s'organisent de façon similaire : s'il existe un intérêt pour les deux pays à passer à l'action, ils vont coopérer. Le refroidissement des années 1970 et 1980, le non-renouvellement du Traité d'amitié n'ont été qu'une parenthèse, et la relation s'est depuis constamment basée sur cette logique réaliste tout en se réchauffant progressivement.

Le cadre entourant la relation sino-canadienne diverge grandement de celle qu'a la Chine avec la Russie. Cela est entre autres dû à plusieurs facteurs : l'éloignement géographique, l'alignement stratégique différent, etc. La relation sino-canadienne a toujours tenu du cadre libéral et non réaliste. Les deux profitent des opportunités d'échanges économiques quand celles-ci se présentent sans développer de coopération plus approfondie. Ces échanges peuvent même se développer alors que les valeurs partagées par les deux pays sont minimales. Cela est particulièrement le cas dans la relation bilatérale étudiée ici, et nous pensons par exemples aux entreprises énergétiques chinoises investissant au Canada par exemple. La relation ne s'étend pas plus loin que la sphère des échanges, avec peu voir aucune coopération dans les domaines sécuritaires et militaires. Il faut également préciser que la relation ne connaît que peu de tensions, ce qui est nécessaire au développement des échanges entre deux acteurs aussi différents que la Chine et le Canada.

Nous observons donc que les relations que la Chine entretient avec la Russie et le Canada sont de natures très différentes. Aussi, un cadre analytique commun ne serait pas efficace. Nous proposons à la place d'utiliser trois niveaux d'analyse. Ces derniers vont nous permettre d'obtenir des données comparables, en ce qu'ils vont structurer chacune des deux études de cas.

Le premier niveau d'étude que nous allons utiliser porte sur les relations diplomatiques au sein des relations bilatérales étudiées. Il s'agira pour nous de porter attention aux relations officielles entre les deux pays. Nous commencerons par rappeler l'histoire récente, afin d'établir la dynamique autour de chacune des relations bilatérales. Nous étudierons plus profondément les questions contemporaines et actuelles par la suite. Le niveau de coopération est la variable principale, et celui-ci se décline de plusieurs façons. Premièrement, le rang hiérarchique des acteurs nationaux impliqués dans la coopération bilatérale. Cela nous donnera une idée de l'importance accordée par chaque partie à la relation. Deuxièmement, la fréquence des rencontres et l'intensité de la coopération bilatérale. Cela nous permettra d'observer l'implication

de chacun des deux pays dans leur relation bilatérale. Troisièmement, l'existence d'un partenariat ou de tout autre document montrant un approfondissement de la coopération bilatérale, ce qui témoigne de l'importance de la relation pour chacune des parties. Enfin, la coopération au niveau international, dans le but de savoir si les deux pays poursuivent des intérêts communs en dehors de leur cadre particulier.

Par la suite, nous porterons notre focus sur le volet sécuritaire au sein des deux relations étudiées. Si notre objet d'étude accorde une place mineure aux enjeux sécuritaires par rapport aux développements diplomatiques et économiques, ils demeurent essentiels à l'appréciation d'une relation entre deux pays. C'est dans cet objectif que nous rappellerons l'existence, ou l'absence, de tensions et de conflits entre la Chine et les deux États circumpolaires depuis la mise en place du régime. Nous nous intéresserons également à la situation actuelle, en utilisant la coopération militaire et le niveau de tension comme variable. Plus généralement, ce volet sécuritaire doit nous permettre d'observer si les échanges économiques et leur croissance est altérée par un climat sécuritaire délétère dans une des deux relations bilatérales ici étudiées.

Nous terminerons avec le plus important de nos trois volets : l'économique. Nous aborderons de nombreuses facettes des relations bilatérales, en leur accordant une importance variable. Nous observerons la structuration des économies respectives et celle des échanges, ce qui nous permettra de mieux apprécier les variables au centre de notre étude. Ces dernières tournent toutes autour du domaine énergétique. Un premier indicateur que nous recherchons est assez simple. Il s'agit du volume des importations et exportations d'énergie au sein de chacune des relations bilatérales. Un deuxième, essentielle, porte sur les investissements chinois dans les secteurs énergétiques de la Russie et du Canada, d'autant plus en Arctique. Ce dernier indicateur est selon nous le plus important, en ce qu'il garantit un accès à l'énergie en Russie et au Canada à moyen ou long terme. Pour terminer, nous discuterons des

menaces potentielles au développement continu et approfondi des relations économiques au sein de nos deux cas d'étude, de même que du futur de celles-ci.

Les trois niveaux d'analyse que nous venons de décrire s'adaptent bien à notre étude. Il nous faut conserver un développement au contenu similaire si nous voulons être en mesure d'établir des comparatifs constructifs. Les variations entre les deux relations bilatérales par rapport aux mêmes faits, variables et développements, vont ainsi ressortir si nous respectons le fil directeur établi par les niveaux d'analyses. Ces derniers vont par conséquent nous permettre de répondre d'une meilleure manière à notre problématique qu'un cadre théorique rigoureux.

CHAPITRE I : CONTEXTUALISATION

La politique extérieure a évolué de multiples façons depuis la fin de la seconde Guerre mondiale. Les événements de 1949 constituent évidemment une première modification. Après que le nouveau régime fut fondé, la Chine s'est tournée vers les pays en voie de développement en raison de l'absence de reconnaissance internationale de la Chine continentale en dehors des pays communistes. (Pina-Guerassimoff, 2011, 15) Ni la France ni les États-Unis ne reconnaissant le nouveau régime, il était impossible pour la Chine de développer une politique extérieure collaborative avec les puissances occidentales dominantes. Aussi, le rapprochement politique avec ce qui sera par la suite qualifié de Tiers-Monde, amène la Chine à occuper une place importante lors de la conférence de Bandung en 1955. (Nazet, 2012 ; Pina-Guerassimoff, 2011 ; Roux, 1998)

Si ce rapprochement avec d'autres pays en voie de développement a joué un rôle dans la politique extérieure chinoise, l'instauration de la doctrine de politique étrangère dite des Cinq principes nous paraît encore plus importante. Les Cinq principes sont les suivants : le caractère sacré de la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale ; la non-ingérence dans les affaires des autres pays ; la non-agression mutuelle ; l'égalité entre les États et le bénéfice mutuel ; la coexistence pacifique. (Nazet, 2012 ; Roy, 1998) Ils ont été la base de la politique extérieure chinoise depuis. Cette dernière ne peut donc se comprendre que par le biais de cette doctrine. De plus, après six décennies écoulées depuis l'instauration des Cinq principes, un changement est difficilement envisageable, tellement l'imprégnation de cette doctrine est forte.

Or, entre la mise en place de la doctrine des Cinq principes et aujourd'hui, la Chine a été marquée par de tumultueux et nombreux événements internes. Le pays a ainsi connu des vagues d'isolement lors du Grand Bond en avant, de la Révolution culturelle et après Tiananmen, et des périodes d'ouvertures dont la plus importante a

commencé au début des années 1990 et est toujours en cours. Passons rapidement en revue les différentes périodes ayant conduit à la vague actuelle. Lors de la seconde session du VIIIème congrès du Parti Communiste Chinois (PCC), se déroulant en mai 1958, les dirigeants prennent une nouvelle direction en lançant le Grand Bond en avant. (Nazet, 2012 ; Pina-Guerassimoff, 2011 ; Roux, 1998 et 2006 ; Roy, 1998, 24) Il s'agissait de délaissier le modèle soviétique afin de permettre un développement économique quantitatif et qualitatif en une courte période de temps. Ce changement de cap a entraîné des tensions avec l'URSS au point que la rupture entre les deux pays croit durant l'ensemble de la période. Le Grand Bond en avant a par conséquent eu pour effet d'éloigner la Chine de la Russie, mais surtout de rapprocher la première des pays du Tiers-monde. La détérioration de la relation entre la Chine et l'URSS avait toutefois débutée largement avant l'instauration du Grand Bond en avant².

La période suivante est caractérisée par le chaos interne et l'isolement externe de la Chine. À l'intérieur du pays, la Révolution Culturelle entraîne l'instabilité. Nazet, reprenant Marie-Claire Bergère décrit cette période de la manière suivante :

Il s'est agi d'une lutte pour le pouvoir dans laquelle Mao voulait faire disparaître toute opposition à sa politique, quitte à faire disparaître le parti. Pour ce faire, il comptait sur son charisme pour mobiliser les masses et les lancer contre ce dernier [le parti] afin de le réduire par la violence et la terreur. (Nazet, 2012, 118)

Mao n'a non seulement pas réussi, mais il a également gommé certains avancements du Grand Bond en avant et a placé le pays dans un certain chaos. La situation extérieure n'est alors pas meilleure, la vision du monde dichotomique véhiculée par la Chine et la volonté d'étendre la révolution communiste au monde entier ne reçoit plus de réponse. La Chine a de mauvaises relations avec les puissances occidentales, a de grandes tensions avec l'URSS et voit son influence diminuer peu à peu dans le Tiers-monde. (Nazet, 2012 ; Pina-Guerassimoff, 2011)

² Pour plus d'informations, consulter Pina-Guerassimoff, 2012, 19 et Joyaux, 1994, 27-42.

La décennie suivante est largement plus favorable pour la Chine. La relation avec les États-Unis s'améliorent considérablement, avec les visites de Kissinger et de Nixon³ en 1972. (Joyaux, 1994, 51 ; Nazet, 2012 ; Pina-Guerassimoff, 2011, 21 ; Roux, 1998, 110 ; Roy, 1998, 29) Les États-Unis retirent leur veto à l'entrée de la Chine à l'ONU, et la Chine continentale remplace Taiwan en octobre 1971. (Joyaux, 1994, 50 ; Nazet, 2012 ; Pina-Guerassimoff, 2011, 21) De plus, par le communiqué de Shanghai, de février 1972, les États-Unis reconnaissent le principe de l'unité chinoise. (Nazet, 2012 ; Pina-Guerassimoff, 2011, 22) Ce tournant de la vision de la Chine dans le monde est largement lié à la modification de la politique extérieure chinoise. Ainsi, « la nouvelle politique extérieure était une politique de puissance guidée par des intérêts nationaux sous un habillage idéologique. » (Nazet, 2012, 125)

La mort de Mao en 1976, et la victoire de Deng Xiaoping sur Hua Guofeng dans les années suivantes vont amener de grands changements dans la politique extérieure de la Chine. (Nazet, 2012 ; Pina-Guerassimoff, 2011, Roux, 1998) La relation avec les États-Unis continue de s'améliorer avec la visite de Deng Xiaoping et l'installation d'ambassades en 1979. (Pina-Guerassimoff, 2011, 27) La Chine s'oriente alors vers des réformes économiques et plus important pour nous ici, l'ouverture internationale. Le premier pas effectué par les autorités chinoises a été la création des quatre premières zones économiques spéciales (ZES) en 1980. (Nazet, 2012 ; Pina-Guerassimoff, 2011, 24) Celles-ci ne cesseront de s'étendre jusqu'à contenir des régions entières. Ces zones permettant des investissements étrangers et des transferts de technologies ont contribué au développement économique Chinois. En addition à la création des ZES, pas moins de 250 entreprises d'État ont reçu l'autorisation de former des sociétés mixtes avec des entités étrangères. (Nazet, 2012, 132)

La Chine s'est donc, en comparaison aux décennies précédentes, largement ouverte durant les années 1980. Or, les événements de Tiananmen d'avril-juin 1989 rompent

³ Pour plus d'informations, consulter MacMillan, 2007.

cette dynamique. Les critiques étrangères ont été très nombreuses et généralement sévères. (Joyaux, 1994, 85-91 ; Nazet, 2012 ; Pina-Guerassimoff, 2011, 29) Nous ne développerons pas plus profondément les événements ici. Leur répercussion a été proportionnellement plus importante sur l'économie interne chinoise que sur les investissements étrangers. Ces derniers, après s'être affaiblis quelque peu allaient décupler la décennie suivante.

Cette accélération s'explique par les changements internes opérés par la Chine. Deng a encore une fois été au centre de l'action et est sorti victorieux. Après qu'il ait prêché l'ouverture et les réformes économiques, le XIVème congrès du PCC en octobre 1992 va dans son sens. (Nazet, 2012) La charte du PCC est modifiée et les réformes économiques vont s'enchaîner pour mener la Chine vers l'économie socialiste de marché. Les résultats sont directs et impressionnants :

La croissance opéra un changement à vue : la croissance de l'économie chinoise atteignit 13,7% en 1993. Les échanges extérieurs doublèrent presque entre 1991 et 1993 [...]. Les IDE passèrent de 4,4 milliards de dollars à 33 milliards sur la même période. La Chine résiste même à la crise asiatique de 1997. (Nazet, 2012,138)

Il faut également percevoir cette ouverture dans le nouveau contexte international. L'ère de la bipolarité était terminée. L'idéologie chinoise avait grandement évoluée. La Chine possédait un nouvel objectif : l'accès aux marchés étrangers. Afin de le réaliser, les autorités chinoises ont adapté leur politique étrangère. Zhu Rongji devient l'artisan principal de la continuation du processus d'ouverture de la Chine. Il est au cœur du lancement de la stratégie 'Go global', qui remonte à 1999. (Ding et al., 2009, 148 ; Asia Pacific Foundation of Canada, 2013a, 8) En 2001, les entreprises nationales ont été encouragées à investir à l'étranger et à occuper une place de premier plan au niveau global. Dans cette logique d'ouverture, la Chine a intégré l'Organisation Mondiale du Commerce le 11 décembre 2001. (Organisation Mondiale du Commerce, La Chine et l'OMC) Cette entrée avait été rendue possible par la levée du veto américain qui était en vigueur depuis la fin des années 1980. (Nazet, 2012 ;

Pina-Guerassimoff, 2011, 38) En 2002, le Président Jiang Zemin a renouvelé son attachement à l'ouverture en invoquant son espoir que la stratégie, lancée trois ans auparavant, ramène de nombreuses entreprises étrangères de renommée internationale. (Center for Strategic & International Studies, 2008) La Chine a aussi obtenu l'organisation de l'exposition universelle à Shanghai et des jeux olympiques à Pékin, respectivement en 2002 et 2001, ce qui témoigne du changement de statut de la Chine au niveau international.

Loin derrière est le temps de l'isolation et du discours dichotomique prônant le communisme contre les exploiters. La Chine s'ancre progressivement dans les échanges mondiaux. Cela ne va plus s'arrêter jusqu'à la période actuelle. L'économie occupe une place centrale dans la politique extérieure chinoise au cours de la décennie 2000. La croissance chinoise atteint des sommets époustouflants : 8,3% en 2001, 10,1% en 2004, 14,2% en 2007, 9,5% en 2011 et 7,4% en 2014. (World Bank, GDP growth (annual %)) Le pays reçoit très rapidement le surnom d'atelier du monde. La Chine a reçu en 2008 plus de 100 milliards de dollars d'investissements directs à l'étranger (Pina-Guerassimoff, 2012, 7), est aujourd'hui la seconde puissance économique mondiale et est surtout le premier exportateur dans le monde, comme évoqué en introduction. Aussi, les dirigeants se sont adaptés à la nouvelle réalité de la Chine en créant deux principales expressions sur lesquelles reposent le développement interne et la politique extérieure : la société harmonieuse et la montée pacifique. (Nazet, 2012, 146) Si le choix de montée pacifique, dont l'utilisation officielle a débuté en 2003 (Cabestan, 2010, 88 ; Nazet, 2012, 147), a été largement discuté à travers le monde, ces deux termes résument parfaitement la politique extérieure de la Chine⁴. Il s'agit de continuer à croître au niveau global, tout en évitant de soulever des tensions qui nuiraient à l'accès à de nouveaux marchés. En raison de sa récente croissance fulgurante et de son nouveau statut au niveau international, l'étude de la politique extérieure chinoise nous paraît primordiale.

⁴ Pour plus d'informations à ce sujet, consulter Cabestan, 2010, 87-99.

Mais la Chine ne se limite pas aux pays occidentaux dans la poursuite de son développement. Son statut économique lui offre un accès plus aisé à de nombreuses régions du monde et la présence chinoise se fait ainsi sentir de par le monde. Cela est aussi vrai pour la région arctique, où la Chine agit depuis plusieurs décennies. Elle a mené plusieurs expéditions dans la région à bord du Xue Long, brise-glace acheté à l'Ukraine en 1993. (CAA, Stations and Vessels ; Jakobson, 2010 ; Jakobson et Peng, 2012 ; Lasserre et Alexeeva, 2012 et 2013 ; Stokke, 2013 ; Tomasik, 2012 ; Yang, 2012) Elle s'est dotée d'un centre de recherche à Ny-Alesund en 2003. (Humpert et Raspotnik, 2012, 4 ; Huebert et al., 2012, 34 ; Lin et Roussel, 2012, 2 ; Rainwater, 2012, 69) Son budget de recherche scientifique pour l'Arctique dépasse celui de la plupart des pays circumpolaires, (Humpert et Raspotnik, 2012, 4) et elle souhaite poursuivre ses efforts de recherche dans la région. (Campbell, 2012, 4 ; Humpert et Raspotnik, 2012, 4 ; Rainwater, 2012, 69) Pour finir, elle construit un second brise-glace en Chine en collaboration avec Aker Technology Inc., qui lui permettra d'être encore plus investie dans les régions polaires. (Ambassade de France en Chine, 2013 ; Chircop, 2011, 5 ; English.news.cn, 2012 ; Humpert et Raspotnik, 2012, 4 ; Kopra, 2013, 114 ; Lasserre et Alexeeva, 2012 ; Rainwater, 2012, 69 ; Wang, 2014 ; Xinhua, 2009)

Au-delà de l'intérêt scientifique, l'Arctique est sûrement attractive en raison de ces opportunités économiques pour les Chinois, même si le discours officiel n'a pas évolué depuis le début de l'implication chinoise en Arctique, et même si aucune stratégie officielle n'a pour l'instant été publiée. (Chircop, 2011 ; Humpert et Raspotnik, 2012 ; Kopra, 2013, 107) La Chine n'aurait aucune visée économique ni en Arctique. (Chen, 2012) Or, comme nous l'avons déjà évoqué, les ressources du fond marin et le développement des routes maritimes dans l'Océan arctique ne peuvent qu'attirer l'attention des dirigeants chinois. Certains, comme Malte Humpert (2013), ont minimisé les avantages que la Chine pourrait tirer à court et moyen terme de la région arctique. Pourtant, la dépendance et les risques associés au détroit de

Malacca engendrent d'importants risques et coûts pour la Chine. Dès lors, il apparaît logique qu'elle considère l'ensemble des options possibles afin de réduire la situation de dépendance actuelle⁵. C'est pour cela que l'étude de la Chine en Arctique est pour nous importante.

Or, même si la Chine est présente depuis plusieurs décennies en Arctique, les pays circumpolaires ne l'ont inclus à la coopération régionale au sein du Conseil de l'Arctique que récemment. C'est le 15 mai 2013 que la Chine a obtenu le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique, avec l'Inde, la Corée du Sud et Singapour. (Government of Canada, 2013 ; Bennett, 2014c ; Emmerentze, Jervell et Macdonald, 2013 ; Kopra, 2013, 108 ; Milne, 2013 ; Myers, 2013 ; Nielsen, 2013 ; Reardon, 2013 ; The Associated Press, 2013 ; Zengerle, 2013) Le Canada et la Russie, deux des plus actifs parmi les huit États arctiques, ont longtemps conservé un statut conservateur par rapport à l'entrée d'un acteur aussi puissant que la Chine dans une région qu'ils considèrent essentielle. (Gorenburg, 2014 ; Roseth, 2014) Plusieurs volets primordiaux étaient possiblement affectés par le développement de la présence chinoise du point de vue des pays circumpolaires. La souveraineté était parmi ceux-ci. Alors que les huit défendent leur souveraineté et la possible extension de celle-ci, la Chine a maintenu une position différente, même si en vertu du principe premier de sa politique extérieure, elle ne s'est jamais impliquée dans le débat. Il fallait donc que la Chine corrige cela selon les États arctiques. Deuxième point d'inquiétude pour le huit pays circumpolaires, découlant directement de la souveraineté, les problématiques économiques, principalement la possession des réserves potentielles d'hydrocarbures du fond marin. Les États arctiques ne peuvent qu'arriver à la simple conclusion qu'un pays ayant besoin d'importer une quantité aussi phénoménale d'énergie ne peut que souhaiter s'approprier des ressources, surtout quand celles-ci ne relèvent d'aucune souveraineté nationale. Sur la base de ces deux principaux sujets, une certaine

⁵ De nombreux observateurs ont relié la présence chinoise en Arctique aux intérêts économiques du pays : Bishop, 2014 ; Chen, 2012 ; Chircop, 2011 ; Humpert et Raspotnik, 2012 ; Jakobson, 2010 ; Kopra, 2013 ; Lasserre, 2010a ; Wright, 2011 ; Solli, Wilson et Lidgren, 2013.

inquiétude quant au développement de la présence chinoise dans la région s'est développée chez les pays arctiques.

La modification des conditions d'obtention, faite en 2011, du statut d'observateur au sein de l'organe de coopération principal de la région, qu'est le Conseil de l'Arctique aujourd'hui, incluant une reconnaissance obligatoire de la déclaration d'Ilulissat de 2008 a permis un relâchement significatif de la part des États arctiques par rapport à la présence chinoise. (Arctic Ocean Conference, 2008 ; Byers, 2012a ; Graczyk, 2012, 279 ; Hertell, 2008-2009, 581 ; Humrich, 2013, 86 ; Ilulissat Declaration, 2008 ; Mampaey, 2013, 6 ; Numminen, 2010 ; Nuuk Declaration, 2011, 2 ; Young, 2009, 429) En 2008, sur invitation du Danemark, les cinq États costaux, soit les États-Unis, la Russie, le Canada, la Norvège et le Danemark, se sont rencontrés à Ilulissat, au Groenland, du 27 au 29 mai 2008. (Arctic Ocean Conference, 2008) Au sein de ce court document de deux pages, il est notamment précisé que les cinq « see no need to develop a new comprehensive international legal regime to govern the Arctic Ocean. » (2008, 2 ; Graczyk, 2012, 279 ; Hertell, 2008-2009, 581). Cela signifie qu'ils considèrent la Convention des Nations Unies pour le Droit de la Mer comme suffisante et effective pour gouverner la région. Nous développerons plus loin le contenu de la Convention et les enjeux de son application dans la région, mais il faut ici comprendre qu'en incluant la reconnaissance de cette déclaration comme étant obligatoire à l'obtention du statut d'observateur au Conseil de l'Arctique, les États arctiques se sont libérés de toutes leurs inquiétudes concernant leur souveraineté.

Pour ces raisons, le nombre d'observateurs au Conseil de l'Arctique a considérablement augmenté au cours de ces dernières années, et les positions russes et canadiennes par rapport à la Chine en Arctique se sont considérablement adoucies. Nous prenons ces deux pays en exemple car il s'agit des deux acteurs les plus investis dans les activités et le développement régional. Aussi, nous pouvons facilement avancer que le développement de la présence chinoise dans la région est et sera conditionnée par la relation entretenue avec la Russie et le Canada. C'est pour cela

que nous avons décidé d'en faire deux études de cas, afin de mieux comprendre la politique extérieure chinoise en Arctique.

CHAPITRE II : LA RELATION CHINE-RUSSIE

2.1 La Russie et l'Arctique

2.1.1 Histoire

Avant de se concentrer sur la relation particulière entre la Chine et la Russie, il nous faut introduire l'acteur qu'est la Russie ainsi que sa situation en Arctique. Elle est, pour de nombreux observateurs, considérée comme l'hégémon de l'Arctique (Charron et al., 2012 ; Käpylä et Mikkola, 2013 ; Roi, 2010), et l'Arctique y est un sujet de première importance. Vérifions cela par les faits. C'est un scientifique russe, Mikhail V. Lomonosov, qui a composé la première carte de l'Océan Arctique et qui a présenté le projet de la Northern Sea Route (NSR) en 1763. (Marchenko, 2012, 14) Il a laissé son nom à la dorsale Arctique la plus disputée de nos jours. Il pensait que la NSR pourrait augmenter la puissance militaire et économique de la Russie. (Ibid) La Russie a toujours été fortement orientée vers le Nord et semble avoir l'avantage sur les autres pays de la région. En revenant à une époque plus proche de nous, en 1959, le premier brise-glace nucléaire au monde, le Lénine, était lancé à Stalingrad. (Marchenko, 2012, 19) Et c'est en 1977 que le brise-glace nucléaire Arktika a atteint pour la première fois le Pôle Nord géographique. (Marchenko, 2012, 20)

2.1.2 L'importance contemporaine de l'Arctique pour la Russie

Plus généralement, la Russie est le plus grand pays du monde et possède 22% de la superficie totale des plateaux continentaux équivalent à 6,2 millions de kilomètres carrés. (Zolotukhin et Gravrilov, 201, 900) Ce large territoire lui donne un accès de premier ordre à l'Arctique au Nord. Cette donnée géographique est d'une importance primordiale, notamment dans le cadre des revendications d'extension de la zone économique exclusive (ZEE) sous l'égide de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer sur lesquelles nous apporterons plus de détails ci-après. Les discours officiels et les stratégies publiées par le gouvernement russe ne laissent que très peu

de doutes sur la place de l'Arctique pour la Russie : il s'agit d'une région primordiale (Roseth, 2014, 841) En se concentrant sur la période suivant l'arrivée de Poutine au pouvoir, soit la fin du siècle dernier, nous pouvons observer plusieurs évolutions de la politique arctique russe. Ainsi, durant la décennie 2000, plusieurs changements se sont opérés, incluant comme Wilson Rowe l'écrit, « pragmatism and assertively pursuing Russia's interests in foreign policy » ; « economic modernization » ; « recentralization of authority from the regions to the federal centre » ; « the effects of Putin's recentralization of power in northern regions ». (2009, 203 et 206) À cela, il faut ajouter l'impact de l'affaire Yukos en 2003-2004, qui a vu le gouvernement russe s'approprier la plus grande entreprise pétrolière du pays appartenant alors à l'opposant Mikhaïl Khodorkovski. (Liu Currier et Dorraj, 2011, 183) Par cette action, « Putin's government demonstrated that the federal state would be a primary competitor for assets, rather than simply a corruptible facilitator of exchange. » (Barnes, 2007, 52-53) Toutes ces actions s'expliquent par le rehaussement de l'importance de l'Arctique pour la Russie, comme le note Gorenburg :

Russian leaders now primarily see the Arctic as a potential source of economic growth for the country, both as a strategic resource base for the future and a potential maritime trade route. (2014)

La Russie a publié un nouveau document stratégique sur l'Arctique le 12 mai 2009, après son adoption en septembre 2008, intitulé *The fundamentals of state policy of the Russian Federation in the Arctic in the period up to 2020 and beyond*⁶. (Bailes et Heininen, 2012, 45 ; Roseth, 2014, 841 ; Zysk, 2010) La stratégie a par la suite été actualisée en 2013 (Roseth, 2014, 841), et est disponible sur le site du Conseil de l'Arctique. (Arctic Strategies) Pour Zysk,

The version of the document [la version de 2008] presented to the public sheds light on how the Russian authorities think about the Arctic and reflects areas of particular interest and aspirations rather than presenting a consistent strategy to pursue objectives consciously and systematically over time. (Zysk, 2010)

⁶Pour plus d'informations sur celle-ci, voir Zysk, 2010 et Bailes et Heininen. 2012

L'actualisation, faite en 2013, correspond à la seconde phase de la stratégie russe jusqu'en 2020 et plus⁷. Elle fixe de multiples objectifs conduisant à un développement complet de l'Arctique russe (Bellona, 2013 ; English.news.cn, 2013 ; Pettersen, 2013 ; University of the Arctic, 2013) :

The priority directions of development of the Russian Arctic are complex socio-economics, development of science and technology, creation of a modern information and telecommunications infrastructure, environmental security, international cooperation in the Arctic, provision of military security, and the protection of the state border.(Arctic-Info, 2013)

Bailes et Heininen écrivant sur l'énergie en Arctique, recensent en plus du document stratégique de 2020 la *Russian Maritime Doctrine of 2001* (45), le *Foreign Policy Concept of the Russian Federation* de 2008 (46), la *Russia's National Security Strategy to 2020* de 2009 (46) et la *Energy Strategy of Russia For the Period up to 2030* de 2010 (47). (2012)

La Russie s'est également dotée d'une administration spécifique à la NSR qui coordonne la navigation dans l'Arctique russe.(Marchenko, 2012, 23) Mais le pays n'a pas attendu l'intérêt récent pour utiliser, au moins minimalement, la côte et le Nord en général. Dans la continuité de sa longue présence en Arctique, la Russie a mené une action symbolique en Arctique en 2007 qui n'a laissé aucun dirigeant de la région indifférent.

It was the privately-sponsored Russian expedition to the North Pole in August 2007 that opened a new competitive era in Arctic geopolitics, and the technologically elegant PR-trick with planting the flag into the crisscross point of meridians on the depth of 4,261 m produced a resonance that distorted strategic thinking about, and political interactions in the Arctic region. (Baev, 2013, 489)

La Russie a donc réussi à planter un drapeau au fond de l'Océan Arctique au Pôle Nord géographique. (Chivers, 2007 ; Eckel, 2007 ; La Fayette, 2009 ; Jakobson et

⁷ Le texte en anglais est disponible sur le site internet du IECCA (The International Expert Council on Cooperation in the Arctic) (The development strategy of the Arctic zone of the Russian Federation)

Peng, 2012, 1 ; La Fayette, 2009 ; McCormick, 2014 ; Parfitt, 2007 ; Struck, 2007 ; Trifunov, 2013) Ce succès technologique a engendré des réactions très prononcées dans les États circumpolaires, et particulièrement au Canada. Peter MacKay, le ministre des Affaires étrangères canadien de l'époque, a réagi très intensément, rejetant toute la symbolique de l'acte (Chivers, 2007 ; Eckel, 2007 ; Parfitt, 2007 ; Struck, 2007) : « You can't go around the world these days dropping a flag somewhere, this isn't the 14th or 15th century. » (CBC News, 2007) En Chine, les scientifiques ont été alarmés par cette déclaration symbolique de souveraineté. (Jakobson et Peng, 2012, 11) La réponse russe aux critiques transparait clairement au travers de celle d'Arthur Chilingarov, organisateur de l'expédition :

I don't give a damn what all these foreign politicians there are saying about this [...] If someone doesn't like this, let them go down themselves ... and then try to put something there. Russia must win. Russia has what it takes to win. The Arctic has always been Russian. (Eckel, 2007)

2.1.3 Capacités navales et militaires

Cela se perçoit tout d'abord par la flotte capable d'opérer dans les eaux polaires remarquable que possède la Russie. Celle-ci est très importante pour la sécurité du pays. Il ne s'agit de rien de moins que la plus grande flotte polaire de la région et, par extension, du monde avec 37 navires. (Lavelle, 2013 ; Weaver, 2013) Elle bénéficie des dernières innovations technologiques. Un des nouveaux navires sera par exemple capable de se déplacer latéralement dans des zones glacées (Carson, 2014), et un autre, prévu pour 2020, sera le plus gros au monde. (Weaver, 2013) Une compagnie russe a enfin acheté une entreprise finlandaise, Arctech Yard, qui est parmi les meilleures pour la construction de brise-glaces. (Staalesen, 2013) En 2011, le Président Medvedev a signé un décret levant l'interdiction de privatisation de la flotte des brise-glaces nucléaires. (RIA Novosti, 2011) Cela est dû au fait que de gros investissements sont obligatoires si la Russie veut se donner les moyens de ses ambitions, comme le note Almeida :

For the continued offshore oil and gas development of the Russian arctic and the expansion of trade through the Northern Sea Route, an estimated 512 ships may be needed at a total cost of 6.5 trillion rubles (USD \$187 billion) through 2030. (2014)

Et le besoin pour des brise-glaces dans l'Arctique russe devrait croître en conséquence, de même que les coûts liés à leur construction et à leur entretien. L'apparition d'acteurs privés pour financer la flotte russe n'est donc que peu surprenante, si nous prenons également en compte la proximité toujours existante entre privé et public en Russie. De plus, le projet de Rosneft à Mourmansk (Almeida, 2014), la transmission de la Crimée de l'Ukraine à la Russie, donnant accès à un nouveau site de construction pour ses navires arctiques en résultant, avec une capacité de construction excédant les cent cinquante mille tonnes (Jarratt, 2014b), font en sorte que la Russie a l'embarras du choix pour construire ses navires.

En extension à la flotte, la présence militaire dans le Nord n'a presque jamais cessé de s'accroître au cours de la dernière décennie. Cela s'explique de la manière suivante :

Russia, with its 20,000-kilometres' borders along the Arctic Ocean. Formerly, the border was protected fully by the ice and severe climate. Now the climate is milder, the ices are melting. Thus emerges the task of adding our military presence there to secure the country from illegal border crossing, illegal emigration, organised crime and terror.(The Voice of Russia, 2014a)

Des bases militaires sont ainsi rouvertes pour la première fois depuis la Guerre Froide, d'autres ont vu leurs activités croître dans plusieurs endroits de l'Arctique russe et les capacités militaires en Arctiques, qu'elles soient au sol, par les airs ou en mer, augmentent. (Environment News Service, 2014 ; Francis, 2014 ; ITAR-TASS, 2014d ; RIA Novosti, 2014c ; Russia Today, 2014 ; The Voice of Russia, 2014b)

The year 2013 became pivotal in the operation of Russia's armed forces in the Arctic thanks to the cruise of Northern Fleet's warships to the New Siberian Islands, the renovation of the Temp airfield and establishment of aviation commandant's offices," Korablyov [Russia's Northern Fleet Captain] said. This work will continue, but it's not just about the building of military infrastructure;

there are plans for research, hydrography and detailing of navigation conditions."(ITAR-TASS, 2014c)

En supplément au militaire, Poutine a permis aux entreprises énergétiques d'utiliser des forces de sécurité privées dans le but de défendre leurs infrastructures. (Environment News Service, 2014) La comparaison par rapport aux autres États circumpolaires est sans appel :

Russia has more combat ships and battalions deployed in the High North than its four Arctic neighbours (who all happen to be NATO members) taken together, and the Kola Peninsula is still the most nuclearised region in the world, so it is tempting to use this superiority in 'hard power' for gaining political advantage.(Baev, 2013, 490)

2.1.4 L'Arctique dans l'économie russe

Cette présence donne une indication forte sur l'importance de la région pour le pays. Mais l'Arctique, c'est également un poids s'agrandissant chaque jour dans l'économie russe. Et ce développement économique nécessite des investissements très onéreux : de nouveaux ports, de nouvelles routes, des chemins de fer, des aéroports, ainsi que des pipelines. (Käpylä et Mikkola, 2013) Un autre exemple est celui des réacteurs nucléaires flottants, que la Russie souhaite utiliser dans les régions éloignées de l'Arctique, où l'énergie manque, freinant le développement. (Daly, 2013)

Et pour utiliser ces infrastructures, la Russie doit investir dans l'administration, dans ses capacités navales en Arctique, ou encore dans sa capacité à secourir en Arctique. (Käpylä et Mikkola, 2013) La Russie a, par exemple, investi sur ce dernier point :

The Emergencies Ministry earlier announced plans to build ten integrated rescue centers by 2015 on Russia's Arctic coast, allocating 910 million rubles (\$26.3 million) for their construction.(RIA Novosti, 2014d)

Le poids de ces investissements exige une bonne santé de l'économie russe, sinon les projets devront être abandonnés et le développement économique en Arctique stoppé. Or, l'économie russe connaît de grandes difficultés, ne faisant que s'accroître. Comme Nilsen l'écrit : « The ruble is under increasing pressure, triggered by the ongoing

deterioration of the current account and by higher volatility in capital outflows. » (2014) Les troisième et quatrième trimestres de l'année 2014 ont été difficiles pour l'économie russe. Son surplus commercial a largement diminué par rapport à 2013, le rouble a perdu une partie assez importante de sa valeur, et les pires projections sont faites. (Buttonwood, 2014 ; Casey, 2014 ; El-Erian, 2014 ; Korsunskaya et al., 2014 ; Silva, 2014 ; Spence, 2014 ; The Economist, 2014b et 2014c ; Thompson, 2014 ; Trading Economics, Russia Balance of Trade et Russia Exports ; Wearden, 2014) Les entreprises énergétiques, largement endettées en raison d'investissements colossaux (The Moscow Times, 2014c ; Roseth, 2014 ; Wilson Rowe, 2009, 117), souffrent de cette nouvelle crise. L'exemple de Rosneft est saisissant. Après avoir investi dans des projets énergétiques, l'entreprise russe est passée d'une dette nette de 440 milliards de roubles en 2011, à 591 en 2012, puis 1860 en 2013. (Rosneft, Annual Report 2013) L'entreprise possède une dette d'environ soixante milliards de dollars (Galouchko et Bierman, 2014). Aussi, Rosneft, entreprise produisant plus de pétrole que l'Iraq ou l'Iran, a déclaré en août dernier avoir besoin d'aide de la part du gouvernement à hauteur de quarante-deux milliards de dollars. (Alaska Natural Gas Transportation Projects, Office of the Federal Coordinator ; BBC, 2014 ; City A.M., 2014 ; Golubkova et Zhdannikov, 2014 ; Kolyandr, 2014 ; Reuters, 2014 ; Staalesen, 2014g) Elle a effectué une nouvelle demande deux mois plus tard, en octobre, pour 49 milliards de dollars. (Kolyandr, 2014 ; Rapoza, 2014 ; World Bulletin, 2014) C'est dire la posture difficile de Rosneft.

2.1.4.1 Le secteur énergétique

Cette orientation progressive russe sur l'Arctique est d'autant plus intéressante pour nous puisqu'il porte principalement sur le secteur primaire de l'économie russe, l'énergie. Les seuls pétrole et gaz comptent pour environ vingt à vingt-cinq pour cent du PIB russe. (Käpylä et Mikkola, 2013) Bennett, reprenant les chiffres de L'Agence américaine de l'Énergie (US EIA), rapporte que « oil and gas revenues accounted for 52% of Russia's federal budget revenues and over 70% of total exports in 2012. »

(2014a ; Ratner et Rosenberg, 2014) Ces revenus occupent par conséquent une part écrasante du budget du gouvernement russe. (Klare, 2013) Poutine a renforcé la prédominance du secteur en se dirigeant vers une centralisation forte dans l'énergie, et en augmentant par la suite le contrôle du gouvernement sur les ressources et les profits générés par leur exploitation. (Wilson Rowe, 2009, 71) L'énergie est tellement centrale à la politique et à l'économie russe que nous ne pouvons pas la traiter comme simple donnée économique, comme beaucoup d'autres observateurs l'ont fait (Baev, 2008 ; Barnes, 2007, 54 ; Dellecker et Gomart, 2011; Freire et Kanet ; Monaghan, 2007 ; Perovic et al., 2009) :

Implying that energy is not a normal commodity, but a strategic resource, which is used to increase power, influence and geopolitical advantages, it is common to speak of Russia's energy foreign policy, energy or resource diplomacy and even energy "imperialism". (Kropatcheva, 2014, 2)

Byers écrit pour sa part que :

Oil and gas rescued Russia from economic collapse in the 1990s. Today, these account for roughly 30 percent of the country's GDP. As more than two-thirds of that 30 percent comes from Russia's Arctic, continued development of the region is an objective of central national importance.(2013)

Le Nord représente ainsi dix à quinze pour cent du PIB russe et pas moins de vingt-cinq pour cent de ces exportations.-(Käpylä et Mikkola, 2013) Ce qui est important réside dans le prisme de cette croissance de l'Arctique, les projets énergétiques. Car ce sont un tiers des réserves de gaz russes et douze pour cent de son pétrole qui seraient situés dans son plateau continental. (Varlamov, 2009 ; Wilson Rowe, 2009) Ces quantités équivalent à 13,5 milliards de tonnes de pétrole et soixante-treize milliards de mètres cubes de gaz naturel pour Wilson Rowe. (2009, 111) Zolotukhin et Gavrilov parlent quant à eux de 25% des ressources en hydrocarbures au niveau global se trouvant en Arctique, soit cent milliards de tonnes d'équivalent pétrole (BTOE). (2011, 900) Pavlova et Chauvet évoquent 1,6 billions de tonnes d'équivalent pétrole situé dans le plateau continental. (2014) Byers note que deux réserves de gaz

naturel, celui de Bovanenkovo dans la péninsule de Yamal et celui de Shtokman dans la Mer de Barents, comptent plus de gaz que l'ensemble des réserves prouvées des États-Unis. (2013) Enfin, Gorenburg rappelle que le Ministère russe de l'Énergie a avancé que les territoires arctiques revendiqués par la Russie comporteraient plus de pétrole que l'Arabie Saoudite en a actuellement. (2014) Ces quantités ne constituent pas moins que le fondement du développement russe en Arctique, puisque ce sont à partir des projets d'extraction de ressources que se bâtissent les investissements et par conséquent les infrastructures, les villes et le développement de la région. L'Arctique est donc une région au potentiel économique incroyable pour la Russie.

2.1.4.2 Potentiel de développement en Arctique

Il ne faut toutefois pas oublier que des problèmes entravent le développement du Nord russe, dont Wilson Rowe donne de bons exemples : le fait que l'assistance aux populations du Nord ne soit pas une priorité pour le gouvernement (2009, 158) ; La migration des habitants du Nord vers le Sud : « Between 1989 and 2006 there has been an out-migration of seventeen percent of the population from the Russian Far North, or one out of every six people. » (2009, 129) Il faut également ajouter à cela les conditions de vie extrêmes, le climat rendant plus difficile tout projet, construction et déplacement, et également l'isolation.

Plusieurs exemples plus positifs peuvent cependant être mis en avant. Mourmansk connaît depuis quelques années un essor nouveau, en raison des divers projets énergétiques. Rosneft a par exemple obtenu l'approbation du gouvernement russe « to develop a "center of Arctic shipbuilding" at Roslyakovo in Murmansk. » (Almeida, 2014) La compagnie souhaite également tester pas moins de quarante réserves potentielles en Arctique avant 2018. Ces zones pourraient contenir jusqu'à neuf milliards de baril au total. (Bierman et Gismatullin, 2014) Une zone économique spéciale avait même été mise en place pour Mourmansk en 2010, mais a depuis été fermée. (Pettersen, 2014b) Cette dynamique de développement prend place dans

plusieurs autres villes et régions du Nord de la Russie, car tout est mis en œuvre afin de faire perdurer le développement économique et l'expansion de la région dans l'économie russe. (Käpylä et Mikkola, 2013) Les villes accueillant des projets d'envergure connaissent ainsi un nouveau développement, tandis que le reste des localités demeurent dans des situations de développement précaires. Nadym est une des villes qui pourraient bénéficier le plus du développement de la NSR. (Vidal, 2014) Salekhard est un autre exemple de développement du Nord. Si Baklitskaya titre son article Salekhard - Arctic Capital of Russia becoming the bridge between Europe and Asia (2014), ce qui nous semble exagéré, la progression du trafic maritime dans la ville du Nord comptant 46 000 habitants est conséquente : « Cargo transit on the route is currently running at 1.176 million tonnes and includes iron ore concentrate and gas condensate, and the variety of cargo last year reached record levels with naphtha and gas oil carried for the first time. » (Ibid.) Dans la même logique, Gazprom « loaded the first cargo of oil produced from the Prirazlomnoye field. » (Environment News Service, 2014) Pour ce qui est des différentes régions concernées par les projets énergétiques, elles se trouvent aussi bien à terre qu'en mer. Sur le continent, la péninsule de Yamal est une des régions primaires pour l'exploitation des ressources. Des projets offshore naissent et s'installent peu à peu dans les mers de Kara, de Barents ou encore de Pechora. (Käpylä et Mikkola, 2013 ; Zolotukhin et Gavrilov, 2011, 904) Klare écrit à ce sujet :

The Russians have explored drilling options in several offshore areas of the Arctic. In the Pechora Sea, above northwestern Siberia, the Russian energy giant Gazprom has installed its Prirazlomnaya platform [...]. Further east, in the Kara Sea, the state-owned Rosneft is collaborating with ExxonMobil to develop promising deposits ; Rosneft has also teamed up with Statoil of Norway and Eni of Italy to investigate prospects in the Barents Sea.(2013)

Aussi, Gazprom et Rosneft ont toutes les deux envoyées dès 2007 des demandes au Ministère russe des ressources naturelles afin de pouvoir obtenir des licences, dans les

mers de Kara et d'Okhotsk pour la première et dans celles d'Okhotsk, de Barents et de Laptev pour l'autre. (Wilson Rowe, 2009, 117)

Comme nous avons pu le voir au travers de ces exemples de projets énergétiques dans le Nord de la Russie, ceux-ci sont l'œuvre d'un investissement ne se limitant pas aux frontières de la Russie, les moyens nécessaires pour bâtir des capacités extractives dans la région étant trop élevés pour les compagnies pétrolières russes. (Galouchko et Bierman, 2014 ; Wilson Rowe, 2009, 117 ; Roseth, 2014) Ces dernières ayant des dettes élevées, Gazprom avec 40 milliards dès 2009 et Rosneft 25 (Wilson Rowe, 2009 117), il a été assez commun d'observer la mise en place de partenariats d'investissements impliquant des acteurs externes et contenant diverses clauses de distribution. (Käpylä et Mikkola, 2013) Les résultats ont cependant été très variés et une certaine forme de cas par cas doit s'installer dans l'analyse des fruits de ces partenariats d'investissements en Arctique.

2.1.4.3 La politique d'accueil des investissements étrangers en Russie

La politique russe d'accueil des investissements étrangers encourage l'approche au cas par cas. Elle a largement évolué depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, et il nous faut apporter ici quelques précisions. Les deux documents principaux sur lesquels repose la politique russe d'investissement sont le Code de l'Investissement de 1991 et la Loi Fédérale sur les Investissements Étrangers dans la Fédération de Russie de 1999. La Loi Fédérale pose les conditions générales de la relation entre les investisseurs étrangers et la Russie. L'article 4.1 concerne la protection des investissements étrangers :

The legal regime for activities of foreign investors and use of profits obtained from the investments shall not be less favourable than the legal regime for activities of Russian investors and use of the profits obtained from the investments with the exceptions established by the federal laws.

En plus du cadre légal général, le gouvernement a introduit la notion d' « Importance stratégique » par la loi N57-FZ, publiée en 2008. Cette loi est intitulée « Procedures for Foreign Investments in the Business Entities of Strategic Importance for Russian National Defence and State Security », et détermine le processus d'investissement dans les quarante-deux domaines définis comme étant d'importance stratégique pour la défense nationale et la sécurité nationale de la Russie.

Ayant un intérêt particulier pour l'Arctique, il nous faut se concentrer de plus près au domaine minier et à celui des ressources, qui sont le moteur du développement de l'Arctique russe. Ces secteurs rentrent sous le régime des compagnies stratégiques de la loi N57-FZ, comme l'indique l'article 6 de celle-ci : « Geological survey and (or) exploration and production of natural resources in the subsurface areas with federal status ». Détaillons la procédure nécessaire afin de pouvoir investir en Russie dans les entreprises de ces secteurs sensibles de l'économie. Premièrement, les limitations aux investissements étrangers dans les compagnies minières stratégiques sont vraiment plus sévères que dans d'autres secteurs. Ainsi, pour un investisseur étranger privé et pour les entités étrangères publiques, le maximum est de 25% et 5% respectivement, contre 50% et 25% dans d'autres secteurs. Cela montre une volonté certaine et démontrée de la part des autorités russes de conservation du contrôle sur ces compagnies et son domaine stratégiques.

Aussi, pour ce type d'investissements, la procédure est d'obtenir une autorisation, délivrée par la Commission Gouvernementale pour la Surveillance des Investissements Étrangers, après application au Service Fédéral Anti-monopolistique. L'administration a trois mois pour communiquer sa décision, et une extension pour trois mois additionnels peut être requises dans certains cas. Plus important que le délai, et le fait qu'aucun critère clairement défini n'est fourni par la loi. Cela donne

par conséquent à la Commission, présidée par le Premier Ministre, un certain espace d'interprétation.⁸

2.1.5 La Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (CNUDM)

Les réponses brutales au développement et actions de la Russie en Arctique s'expliquent par la situation conflictuelle se développant à ce moment-ci en raison des revendications de souveraineté de chaque pays Arctique sous la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (CNUDM). L'Arctique est, rappelons-le, dans la majorité divisé entre les huit États arctiques que sont les États-Unis, la Russie, le Canada, la Norvège, le Danemark, la Suède, la Finlande et l'Islande. Chacun de ces États possédant une part très variable de la surface maritime. Une partie du territoire, situé dans la région la plus septentrionale de l'Arctique, demeure encore aujourd'hui un territoire non attribué. Le régime de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer régit les réglementations internationales relatives au découpage territorial des océans mais également au degré de souveraineté divers à accorder. Ce régime date du 10 décembre 1982 et tous les États arctiques en sont partis sauf les États-Unis. (Organisation Maritime Internationale, 1982 ; United Nations, Oceans & Law of the Sea, 2014). Ce régime permet aux États circumpolaires d'effectuer des actions de réglementation unilatérales sous l'article 76. (United Nations, 1982 ; Brubaker, 2010, 9-10 ; Haftendorn, 2010, 813 ; La Fayette, 2008, 538 ; La Fayette, 2009, 59-60 ; Macnab, 2010, 250 ; Young, 2010) Cet article rend possible pour les États arctiques d'élargir leur zone économique exclusive jusqu'à 350 miles nautiques s'ils peuvent prouver que leur plateau continental s'étend aussi loin. (Berkman et Young, 2009 ; Haftendorn, 2010, 813) Cela est la cause de nombreuses revendications de la part des États arctiques. (Haftendorn, 2010, 813) La zone économique exclusive et les conditions qui s'y appliquent sont définies dans la partie V de la Convention, à l'article 56 :

⁸Nous ne détaillerons pas plus la procédure et ses étapes, mais, vous pouvez consulter Syrbe, Pavlovich et Nogovitsyna et Hogan Lovells pour plus d'informations. (2014 et 2011)

La zone économique exclusive est une zone située au-delà de la mer territoriale et adjacente à celle-ci, soumise au régime juridique particulier établi par la présente partie, en vertu duquel les droits et la juridiction de l'État côtier et les droits et libertés des autres États sont gouvernés par les dispositions pertinentes de la Convention. (Nations Unies, 1982)

Si la zone économique exclusive d'un État est étendue, c'est alors l'article 234 de la CNUDM pourrait alors jouer un rôle conséquent en Arctique. Cet article porte sur les zones couvertes de glace sans en donner une définition précise. (Berkman et Young, 2009 ; Brubaker, 2010, 15 ; Flake, 2013 ; Hertell, 2008-2009 ; Stokke, 2013, 477) Aussi, « This unilateral right encompasses not only stricter standards for vessels discharges and safety but also stricter design, construction, equipment and manning standards. » (Brubaker, 2010, 16 ; Hertell, 2008-2009 ; Macnab, 2010) Dès lors, il semble difficile d'imaginer que les États arctiques renoncent à cette possibilité. (Brubaker, 2010, 44 ; Chircop, 2009, 367-368 ; Deggim, 2010, 4 ; Hertell, 2008-2009, 573 ; Joyner, 2008-2009, 229-230 ; La Fayette, 2008, 544 et 546 ; La Fayette, 2009, 54 ; Macnab, 2010, 307-308) Aussi, il est aisé de déduire que le développement de l'exploitation des ressources du fond marin et de la navigation sera forcément modelé et, pour les États non-arctiques, limité par la possibilité de réglementation étatique dans les zones économiques exclusives.

Enfin, sous la CNUDM, la Commission sur les Limites du Plateau Continental (Commission on the Limits of the Continental Shelf) (CLCS), est l'organe en charge d'examiner les revendications des États circumpolaires afin de déterminer un découpage territorial. (United Nations, Oceans & Law of the Sea, 2013) La Russie a déjà amené, le 20 décembre 2001, un dossier auprès de la Commission. (RIA Novosti, 2014e ; The Moscow Times, 2014a ; UN, 2009) Celui-ci a été rejeté, étant largement incomplet et insuffisant au regard des requêtes russes. Le pays devrait, comme le Ministre des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Sergei Donskoy, l'a indiqué en 2014, déposer un nouveau dossier en 2015, après avoir pensé le faire en 2014. (Bellona, 2013 ; ITAR-TASS, 2014a ; The Voice of Russia, 2014c) Celui-ci

comportera des revendications pour 1,2 millions de kilomètres carrés. (ITAR-TASS, 2014a) Les revendications de la Russie sont extravagantes à l'échelle de la région, et auraient de grandes conséquences sur l'équilibre géopolitique si la Commission les acceptait. Les tensions supposées autour de cet enjeu ne sont par conséquent pas surprenantes.

2.1.6 Diplomatie régionale

Cette tension, notamment entre le Canada et la Russie, s'est rapidement dissipée avec la Déclaration d'Ilulissat. Comme évoqué plus haut, cette déclaration met la CNUDM au centre des enjeux de souveraineté dans la région. Néanmoins, il est également écrit en conclusion de la déclaration que «The five coastal states of the Arctic Ocean will continue to contribute actively to the work of the Arctic Council and the other relevant international fora.»(2008, 2) Malgré cette ouverture à une coopération élargie, il était évident que la Russie considérait les seuls cinq États costaux comme devant être en charge de la région. (Roseth, 2014, 844) La Russie était alors opposée à l'entrée de l'Union Européenne et de la Chine au Conseil de l'Arctique. (Flake, 2013 ; Roseth, 2014, 844) Depuis, la position russe s'est un peu assouplie. Depuis 2007, de nombreux acteurs ont obtenu le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique, processus nécessitant l'accord russe (Arctic Council, Ottawa Declaration, 1996 ; Arctic Council, Observer Manual For Subsidiary Bodies, 2013) Pour Gorenburg, « Russia seeks cooperative international relationships in the Arctic. Although Russian leaders' rhetoric is at times confrontational, it is primarily targeted at maintaining their popularity with their domestic base. » (2014) Et si la politique extérieure sur l'Arctique change, il semble ainsi à l'inverse que la politique intérieure sur le Nord conserve le même statut, celui de priorité.

2.1.7 La Russie : Un acteur primordial, voir hégémonique de l'Arctique

Quoi qu'il en soit, en raison du poids du secteur énergétique dans l'économie et la géopolitique russe, et en raison de l'affaiblissement des stocks dans les réserves traditionnelles d'hydrocarbures, l'Arctique va jouer un rôle de plus en plus grand dans

la politique interne et externe de la Russie. (Wilson Rowe, 2009) La Russie apparaît donc être, au regard de ses capacités politiques, militaires et économiques dans la région, si ce n'est un hégémon clair, au moins une puissance dominante. Une puissance dont on ne saurait faire sans dans le jeu régional, comme Charron, Plouffe et Roussel le résume excellemment en une phrase :

Russia not only has the longest Arctic coastline and the most populated Arctic region, it has the largest ice-breaking fleet in the world (nuclear or diesel propelled), the biggest year-round ice-free port/city in the entire Arctic zone (Murmansk), and it has conducted the most Arctic sorties and has made command of its Arctic a top domestic and foreign policy goal. (2012, 38)

2.2 La relation sino-russe

2.2.1 Histoire des relations sino-russes jusqu'à 1990

Si le statut d'hégémon apparaît être véridique pour la Russie en Arctique, elle est devenue vraie pour la Chine en Asie. La Chine, semblant donc dominer de plus en plus au niveau régional, a eu des relations plutôt complexes avec son voisin russe si nous remontons au XX^{ème} siècle. Après que Mao ait mis la Chine sur les rails du communisme, il s'est tourné vers le modèle idéologique, politique et économique russe pour bâtir la nouvelle République Populaire. (Brenton, 2013, 234) Ainsi, dans les années 1950, les deux pays se sont discursivement rapprochés, comme Wishnick et d'autres le rappellent : « "Russia and China are brothers forever", or so proclaimed the 1950 ode to Sino-Soviet. » (2001, 797 ; Brenton, 2013) Cependant, même à cette période, une distinction importante est à effectuer entre les échanges officiels et la réalité pratique de la relation bilatérale. L'amitié ne signifiait en aucun cas l'égalité et il est certain que Moscou percevait Pékin comme un « vassal in the communist movement. » (Wishnick, 2001, 799) Ce qualificatif s'explique par le programme d'aide russe à la Chine, incluant de l'aide au programme nucléaire chinois. (Brenton, 2013, 234)

Par la suite, la relation s'est considérablement refroidie. Après le 'Grand Bond en Avant', de 1958 à 1961, le chaos interne rend la Chine imprévisible, ce qui fait que la Russie retire ses conseillers et arrête son assistance technique en 1960. (Brenton, 2013, 235) Puis, la 'Révolution Culturelle', 1966-1976, éloigne encore plus les deux pays frontaliers, comme l'écrit d'excellente façon Brenton :

China launched into another round of chaos with the Cultural Revolution (1966-1976) which included a Red Guard assault on the Soviet Embassy in Beijing and Chinese calls for the USSR to acknowledge the unequal treaties as a 'historic justice'. By now both countries had built up their border armies to the point where major military clashes in 1969 raised the spectre of all-out war (and the Russians briefly considered the use of nuclear weapons to take out the Chinese nuclear programme). (2013, 235)

Quand, dans les années 1970, les Russes proposaient de nouveaux documents mettant en avant les principes sur lesquels reposaient la relation bilatérale, les Chinois refusaient percevant cela comme une couverture pour les problèmes pratiques plus profonds. (Wishnick, 2001, 803) Aussi, quand le Traité Sino-Russe d'Amitié et de Coopération, signé en 1950, a expiré en 1980, la Chine a refusé de le renouveler. (Wishnick, 2001, 803) C'est dire la tension régnant sur la relation bilatérale à cette époque. Pour résumer, après le Traité de 1950, les relations sont restées gelées ou pour le moins froides au cours des trois décennies suivantes.

2.2.2 La diplomatie dans la relation Chine-Russie

C'est à partir des années 1990 que la relation politique va s'améliorer. (Brenton, 2013, 241) Or, le rapport de puissance avait alors déjà largement été modifié depuis 1950. Ainsi, « In 1990 the USSR had one quarter of China's population and one and a half times her GDP. In 1992 Russia had one-eighth of China's population and half her GDP. Big brother had [...] become little brother. » (Brenton, 2013, 236) Cela a influencé la relation dans une certaine proportion au cours des années 1990.

2.2.2.1 La signature d'un Partenariat Stratégique (RCSP)

Dans le cadre d'un réchauffement de la relation, les présidents Yeltsin et Zemin vont se rencontrer de nombreuses fois. Ils mettent en place un Partenariat constructif en 1994 et un Partenariat Stratégique (RCSP) en 1996. (Dresen ; Li, [Jingjie] 2013 ; Korybko, 2014a ; Rangsimaporn, 2006, 477 ; Wishnick, 2001, 799 ; Yuan, 2011) Ce rapprochement s'explique au moins en partie par la volonté de la Chine et de la Russie de s'opposer à la domination des États-Unis et de construire un système multipolaire. (Pirchner, 2008, 309 ; Wishnick, 2001, 799) Si les années 1990 ont été une période de réchauffement, la décennie suivante sera celle d'un rapprochement élargi, non pas seulement politique, mais également économique.

En effet, entre 2000 et 2010, les exportations annuelles Russes en Chine ont quadruplé, tandis que les exportations chinoises en Russie ont été multipliées par vingt. (Brenton, 2013, 241) Cela est certainement dû à la croissance économique exponentielle de la Chine sur cette période, et à sa politique d'ouverture lancée au tournant du siècle, son produit intérieur brut passant de 559 milliards de dollars américain actuels en 1994, à 1198 en 2000 et s'envolant jusqu'à 5930 en 2010 puis 9240 en 2013. (World Bank, GDP (Current US\$)) De même, la Russie, se remettant du choc économique, politique et stratégique du début des années 1990, a vu son économie reprendre de la vigueur : son PIB était de 395 milliards de dollars américains actuels en 1994, reculant à 259 en 2000, remontant une décennie plus tard à 1524 et se tenant à 2096 milliards en 2013. (Ibid) Si les chiffres ne sont pas comparables en termes de volume, principalement en raison de la différence démographique plus que marquée entre les deux pays, ces données permettent d'observer clairement la tendance lourde pour ces deux économies à travers deux décennies. Et, au regard de celles-ci, nous pouvons conclure que le renforcement de la relation économique bilatérale s'explique, au moins en partie, par une croissance partagée de part et d'autre de la frontière, améliorant le climat d'échange et rendant possible de nouvelles opportunités.

2.2.2.2 L'Organisation de Coopération de Shanghai

Sur le plan politique, la relation a connu une évolution positive dans l'ensemble, même si quelques problèmes sont survenus. Après l'arrivée du nouveau Président Poutine à la tête de la Russie en 2000, sa visite à Pékin a indiqué que la relation sino-russe restait de premier ordre dans la politique étrangère russe. (Wishnick, 2001, 801) Un changement important est néanmoins intervenu dans la relation bilatérale : Poutine a délaissé l'idéalisme de la relation bilatérale de Yeltsin pour une approche que Wishnick qualifie de « hard-nosed » (2001, 801), dans le but de construire un réel partenariat égalitaire. (Wishnick, 2011, 801) Au moins dans le cadre du discours officiel. Cette visite de juillet 2000 à Pékin a également été marquée par une proposition chinoise qui n'avait plus été faite depuis longtemps. En effet, Jiang lui-même a proposé à Poutine la signature d'un nouveau traité, chose que les Chinois refusaient jusqu'alors et que la Chine n'avait avec aucun autre pays. (Wishnick, 2001, 803) Ce traité d'amitié sera signé le 16 juillet de l'année suivante⁹. (Cohen, 2001 ; Pirchner, 2008, 310 ; Turner, 2011, 51 ; Tyler, 2001) Malgré cette volonté de rapprochement retrouvée, peu semble avoir changé depuis les années 1950, comme l'écrit Wishnick :

Officially published Chinese materials are relentlessly upbeat about the Sino-Russian partnership, yet interviews with officials in Beijing and in the Chinese northeast reveal considerable frustration. (Wishnick, 2001, 814)

Cette frustration n'a pas empêché le lancement le 15 juillet 2001 de l'Organisation de Coopération de Shanghai (SCO). (The Shanghai Cooperation Organisation, Organisation ; Cheng, 2014 ; Korybko, 2014a ; Li, [Jingjie] 2013 ; Yun et Park, 2012, 64) Cet organe, destiné à la coopération en Asie Centrale pour la Russie et la Chine, comprend les deux nommés plus le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. (Ibid) L'organisation a également servi de berceau au développement du Russia-China Strategic Partnership. (Korybko, 2014a) À ses débuts, le SCO avait

⁹ L'article de Cohen (2001) décrit les termes et implications de ce traité.

pour focus la sécurité régionale et les problématiques politiques lors de ses conférences annuelles. Depuis, il s'est transformé en un Conseil qui tient des sommets et réunions comprenant les Premiers Ministres de chaque pays annuellement¹⁰. (Yun et Park, 2012, 81) Nous noterons ici que l'Organisation étend désormais la coopération en instaurant une institutionnalisation des échanges commerciaux, économiques, culturels, énergétiques et même de coopération militaire pour des exercices, entre autres. (Sakhuja, 2014 ; Yun et Park, 2012, 83) La SCO permet donc de renforcer les relations au sein de la région. (Yun et Park, 2012, 81) Elle permet également, et c'est le point qui nous concerne particulièrement, à la Chine d'avoir un accès privilégié aux ressources énergétiques des quatre autres membres permanents de l'Organisation. Les deux plus importantes puissances de la région sont ainsi en concurrence dans le domaine, et cela constitue un des motifs de tension, ou du moins de friction, entre les deux pays. Pour Yun et Park, en Asie centrale, la Russie va chercher à étendre son influence dans une région qui faisait partie de l'URSS, tandis que la Chine, vise la suprématie régionale et de l'influence en Asie centrale en conséquence. (2012, 83) Il n'en reste qu'au final, l'évolution du SCO, son possible rôle futur élargi au niveau global, et l'addition possible de l'énergie en son sein constituent un avantage certain en faveur de Pékin plutôt que de Moscou. (Kaczmarski, 2012, 6)

2.2.2.3 Une ambivalence résiduelle

Reprenons le cours de la relation bilatérale en 2008. Après quasiment deux décennies d'échanges et de rencontres, contenant plusieurs projets en négociation de grande ampleur dans le secteur énergétique, et n'étant resté que des projets en raison du frein posé par la Russie à la volonté chinoise dans le secteur énergétique (Kaczmarski,

¹⁰Pour plus d'informations sur les développements ayant conduit à la création du SCO, sur son développement à partir de 2001, sur son fonctionnement et autres, nous vous invitons à consulter l'article de Yun et Park. (2012) Et pour plus de renseignements sur la place de l'Asie centrale dans la politique chinoise, voir Fazilov et Chen. (2013)

2012, 4), la relation bilatérale paraît toujours contenir un doute partagé des deux côtés de la frontière. Wishnick écrit :

Despite their 12 year-old strategic partnership with China, Russian officials also continue to display ambivalence about Sino-Russian energy relations. In part this reflects the differences of views among Russians and Chinese over pricing and routing, but also deeper concerns, especially in the vast but under-populated Russian Far East, regarding the long term political consequences of excessive reliance on the Chinese market. (Wishnick, 2008, 2)

La relation économique a drastiquement évolué à la fin des années 2000, quand la Russie a finalement cessé de refuser l'accès aux secteurs sensibles de son économie, ce qui a amené par la suite plusieurs grandes avancées dans la coopération bilatérale. (Kaczmarek, 2012, 7) Cette restriction apparaissait pour certains comme la marque suprême de l'ambivalence russe dans la relation bilatérale avec la Chine. (Kaczmarek, 2012, 4 ; Kuchins, 2010, 48 ; Lotspeich, 2012, 89-90) Le programme de coopération, signé en 2009, entre les régions de l'Est de la Russie et de la Sibérie Orientale et les provinces du Nord-Est de la Chine est par ailleurs en place jusqu'à la date minimale de 2018 est un bon exemple d'avancée dans la coopération bilatérale. (Mikheev, 2011, 81 ; Verlin et Inozemtsev, 2011, 62-63)

En regardant les facteurs extérieurs influençant la relation sino-russe, un nous apparaît primordial à aborder : les États-Unis. S'il ne s'agit plus aujourd'hui d'un combat idéologique entre capitalisme et communisme, la domination économique et stratégique est toujours l'objectif de chacune des puissances. La différence avec la situation du début des années 1990 étant que c'est non plus la Russie qui constitue le principal concurrent à la domination américaine, mais bel et bien la Chine, grâce à sa puissance économique et son poids démographique. Aussi, le Russia-China Strategic Partnership, que les deux pays cherchent à développer, a le potentiel de jouer un rôle élargi non seulement à l'Asie Centrale, mais également dans le reste du monde, avec une coopération sino-russe très approfondie et portant un modèle différent de celui de Washington. (Korybko, 2014b ; Rinna, 2014 ; The BRICS Post, 2014)

Aussi, un lourd bémol à ce projet réside dans le poids des exportations à destination des États-Unis pour la Chine. Les États-Unis représentent en effet plus de 27% des exportations chinoises, pour une valeur de 397 milliards de dollars selon l'OEC. (Chine) Le United States Census Bureau parle de 426 milliards de dollars de biens importés en nominal pour 2014, avec une balance commerciale déficitaire de 314 milliards. (Trade in Goods with China) Les chiffres montrent l'importance des États-Unis pour la Chine en tant que partenaire commercial. Par conséquent, il apparaît improbable que la Chine prenne le risque de créer de lourdes tensions avec les États-Unis.

2.2.2.4 Un rapprochement diplomatique récent

Le desserrement de l'étau autour de l'énergie s'est remarqué par la signature, après des négociations étendues sur le prix, de l'accord énergétique de 2009 (Brenton, 2010 ; Verlin et Inozemtsev, 2011 ; Jarratt, 2014c ; Weitz, 2014) Weitz donne des raisons à l'absence d'accords énergétiques sino-russes phares avec cette entente :

Until recently, inadequate transportation infrastructure, along with rancorous arguments about price and a general atmosphere of mutual suspicion have kept Chinese purchases of Russia energy at relatively low levels. (2014, 80)

Cette entente modifie, au moins partiellement, le cadre décrit par Weitz. La Chine et la Russie se sont entendues sur un prêt de la Banque de Développement chinoise de 25 milliards de dollars aux compagnies nationales russes Rosneft et Transneft, respectivement de 15 et 10 milliards, afin qu'elles construisent et opèrent une rallonge de soixante-sept kilomètres de la ligne Skovorodino-Moho, partant de la raffinerie de Skovorodino, afin qu'elle desserve la ville chinoise frontalière de Xing'an. En échange de quoi, Rosneft s'est engagé à délivrer trois cent mille barils de pétrole par jour à la Chine pour vingt ans. (Verlin et Inozemtsev, 2011, 62 ; Weitz, 2014, 82-83) En 2010, le pipeline a finalement été étendu à la Chine. (Brenton, 2013, 237) Cet accord marque pour nous si ce n'est un tournant, au moins un moment marquant de la

relation bilatérale sino-russe. Il est en effet le précurseur d'une dynamique positive, malgré les problèmes toujours existants, qui va s'installer peu à peu.

De 2009 à 2013, un rapprochement politique va s'opérer. En 2010 la Chine et la Russie se sont entendues pour utiliser leur monnaie, soit le yuan et le rouble, dans le cadre de la relation bilatérale, délaissant le dollar. (Li, 2010 ; Oliver, 2010 ; Qiang et Xiaokun, 2010) Ce geste, décrit comme ayant pour seul objectif « to promote the bilateral trade between China and Russia, facilitate the cross-border trade settlement of [the yuan], and meet the needs of economic entities to reduce the conversion cost » (Li, 2014), est rempli d'une symbolique assez forte. Il en va de même pour le choix de la Russie comme première visite du nouveau Président Xi. (Roseth, 2014, 848 ; Tiezzi, 2014) Poutine considère comme prioritaire de rester en contact avec la Chine, en raison des bénéfices de leur amitié pour les Russes. (Brenton, 2013, 329) Le rapprochement politique s'est aussi déroulé sur des questions hors de la relation bilatérale directe, avec par exemple des votes similaires au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les deux pays ont posé leur veto en 2011 à une résolution sur la Syrie (Chang, 2014 ; Charbonneau, 2011 ; MacFarquhar, 2011 ; Tiezzi, 2014), comme le rapporte Colum Lynch :

Russia and China cast a rare double veto at the U.N. Security Council on Tuesday [4 octobre 2011] to block a U.S. - and European-backed draft resolution condemning Syria for its brutal crackdown on protesters. (2011)

Et, quand d'autres votes sur la Syrie se sont présentés au Conseil de Sécurité en 2012 et après, la Chine et la Russie ont posé leur veto une nouvelle fois, entraînant des réactions vigoureuses notamment des États-Unis. (Chang, 2014 ; Chen, 2014 ; Gabbatt, 2012 ; Gladstone, 2012 ; Harris et al., 2012 ; Nichols, 2012)

En réfléchissant seulement dans le cadre de la relation bilatérale, au cours des prochains mois ou années, le choix de s'engager sur une coopération plus étroite va sûrement réapparaître. La décision prise à ce moment-là sera cruciale et pourrait

changer la dynamique lourde soit en créant un partenariat entre deux puissances de premier ordre, ou en remettant en doute toute la coopération durement et peu à peu établie ces dernières années. Il serait beaucoup plus bénéfique pour les deux pays de s'entendre sur une forme de partenariat stratégique renforcé, au moins minimal, afin d'augmenter leurs capacités de négociations avec le reste du monde. À l'inverse, si rien n'est avancé, et si le doute sur les fondements de la relation s'installe, les leviers dont la Chine et la Russie disposeront seront largement moins importants. Cela ne comprend que la relation bilatérale.

2.2.3 La sécurité dans les relations sino-russes

Pour continuer sur la relation sino-russe, abordons le domaine sécuritaire. Historiquement, des tensions fortes ont marqué à de nombreuses reprises la relation entre les deux pays depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale. Ces tensions se percevaient notamment par le déploiement de troupes en grand nombre de chaque côté de la frontière commune. Or, depuis le début des années 1990, les échanges diplomatiques et économiques s'améliorant progressivement jusqu'au rapprochement que nous connaissons aujourd'hui, ont eu comme effet de dissiper ses tensions. Toutefois, quelques auteurs avancent que les actions chinoises, principalement en Mer de Chine, seraient partiellement responsables du développement militaire naval russe en Arctique. (Blank, 2013 ; Gorenburg, 2011)

Sur un plan stratégique élargi, l'objectif partagé de contrer la domination américaine, présente au début des années 1990, a continué d'être partie prenante de la relation bilatérale, la Chine et la Russie cherchant à modifier le système international. (Kaczmarek, 2012, 4 ; Yun et Park, 2012, 83) Pour Rangsimaporn, et d'autres (Kropatcheva, 2014, 7 ; Mares et Larys, 2012), les élites russes ont commencé à songer à une possible alliance militaire entre les deux pays dans les années 1990, puis particulièrement quand les tensions entre la Chine et les États-Unis montaient en 1999. (2006, 493)

Dans le même sens, des exercices militaires conjoints se sont tenus en 2014, dont un en Mer de Chine proche d'une île contrôlée par le Japon. (ITAR-TASS, 2014b ; Luhn et Macalister, 2014) Et ce ne sont pas les premiers du genre :

The Naval Interaction exercises with the participation of the navies of Russia and China are held for a third time already. The latest such exercises were held in July 2013 in the Sea of Japan (East Sea), with about 20 ships from both sides participating. The exercises are aimed at strengthening practical cooperation between the navies of the two countries and counteracting various threats at sea. (ITAR-TASS, 2014b)

Toutefois, si ces améliorations dans la relation amènent certains à argumenter qu'une alliance militaire serait probable entre les deux pays, « Neither Moscow or Beijing seeks such a binding arrangement, as both want flexibility in their foreign and security policies. » (Roseth, 2014, 842) Si un alignement stratégique et militaire officiel serait trop restrictif pour chacun des deux pays, la modification du paysage sécuritaire entre les deux pays apparaît complète et positive.

2.2.4 La relation commerciale, économique et d'investissement entre la Chine et la Russie

La relation bilatérale paraît donc solide, ou du moins se consolidant. Il en va de même pour la relation bilatérale économique et commerciale, qui s'est amplement renforcée depuis le début des années 1990. La Chine est devenue le principal partenaire commercial de la Russie, avec une multiplication du volume d'échange par sept au cours de la dernière décennie, avec un volume de quatre-vingt-quatorze milliards de dollars pour 2013. (Mazneva et Kravchenko, 2014) Les deux gouvernements ont par ailleurs fixé un objectif d'échange annuel à la hauteur de 100 milliards de dollars en 2015 et de 200 milliards de dollars en 2020. (Jarratt, 2014c ; Weitz, 2012, 75)

2.2.4.1 Accords d'investissements chinois dans le secteur énergétique russe

L'énergie a pris une place nouvelle au sein de la coopération bilatérale. Ratner et Rosenberg rappelle la place limitée de l'énergie, la Russie ne représentant que 9 pour

cent des importations de pétrole chinoise et qu'un seul pour cent des importations de gaz chinoises. (2014) La relation bilatérale a pour été orienté vers l'énergie au cours des dernières années.

2.2.4.1.1 Accord de 2009

Un premier accord énergétique que nous pouvons citer ici porte sur le pétrole. Signé en 2009, entre Rosneft et la CNPC va permettre à la Russie d'au moins doubler ses exportations de pétrole en Chine, volume étant de 15 millions de tonnes par an. (Rosneft, Annual Report 2013, 57) Cette entente, valant plus de 270 milliards de dollars laisse plus de possibilités à Rosneft de gérer ses dettes et d'investir dans de nouveaux projets à visée d'exportations vers la Chine. (Roseth, 2014, 848)

2.2.4.1.2 Accords de 2013

Un nouvel accord, signé en 2013, entre les deux partenaires, fournira à la Chine 325 millions de tonnes de pétrole pour les 25 prochaines années. (Annual Report 2013, 57 ; Chang, 2014 ; The Russian Government, 2013a) En plus des importations de pétrole, la Chine a également obtenu par ce contrat une invitation de Rosneft à la CNPC pour explorer trois blocs offshore dans les mers de Barents et de Pechora en Arctique, de même qu'une collaboration sur le continent à Nenetsk, Krasnoyarsk et Irkutsk. (Filimonova et Krivokhizh, 2014 ; Flake, 2013 ; Roseth, 2014, 849) Rosneft est devenu, grâce à cet accord, le prisme principal de la relation énergétique sino-russe. Ce contrat a par conséquent accentué la pression sur les autres compagnies russes.

Un troisième accord énergétique méritant mention ici est la participation de 20% de CNPC dans la centrale de production de gaz de Novatek, deuxième compagnie gazière de Russie, située au Yamal. (Arctic-Info, 2014 ; Arkhipov et Rudnitsky, 2013 ; Bennett, 2014a et 2014b ; Bierman et Arkhipov, 2013 ; Filimonova et Krivokhizh, 2014 ; Flake, 2013 ; Novatek, 2014 ; RIA Novosti, 2014a ; Roseth, 2014, 850 ; The

Russian Government, 2013b ; World Oil Online, 2014) Comme le rapport World Oil Online : « Following the completion of the deal, the shareholder structure of Yamal LNG is as follows: OAO NOVATEK-60%, Total S.A.-20%, CNPC-20%. » (2014) Malgré le fait que le gaz soit un type d'énergie moins répandu que le charbon par exemple en Chine, cet investissement montre l'implication chinoise dans les projets arctiques russes et la volonté de diversification des autorités chinoises.

2.2.4.1.3 Accord de 2014

Le dernier, et le plus stratégiquement important, en raison de sa taille et du moment de sa finalisation, a été signé quant à lui le 30 mai 2014. Et c'est Gazprom qui a réussi à obtenir ce contrat. (Bennett, 2014a et 2014b ; Luhn et Macalister, 2014 ; Weitz, 2014, 80) Le Président russe l'a qualifié d' « epochal event ». (Mazneva et Kravchenko, 2014 ; Paton et Guo, 2014 ; Perlez, 2014) Portant sur le gaz, celui-ci prévoit la distribution de 38 milliards de mètres cubes de gaz à la Chine pour les trente prochaines années, ce qui représente un contrat de 400 milliards de dollars. (Bennett, 2014a et 2014b ; Chen, 2014 ; Jarratt, 2014c ; Keck, 2014 ; Krauss et Bradsher, 2014 ; Luhn et Macalister, 2014 ; Martin, 2014 ; Mazneva et Kravchenko, 2014 ; Perlez, 2014 ; Roseth, 2014, 848 ; UBC News, 2014 ; Weitz, 2014, 80) Si un désaccord a subsisté pendant plus d'une décennie (IEA, 2013e ; Perlez, 2014), notamment sur le prix, les Chinois cherchant à payer moins que les européens. Ce facteur a déjà causé des retards importants lors de négociations et même lors de la création de possibles pipelines, comme l'écrit par exemple Weitz : « Gazprom postponed building an expensive state-of-the-art pipeline because Chinese and Russian negotiators were unable to agree on a price formula for the deliveries. » (2014, 82) Dans le cas de ce contrat, le prix final a été gardé discret, le prix a varié d'une communication à l'autre : 350\$ (Keck, 2014 ; Luhn et Macalister, 2014 ; Martin, 2014 ; Weitz, 2014), 387\$ (Roseth, 2014), etc.

Cet accord a d'autant plus d'importance qu'il assure un flux continu pour la Chine, alors que sa dépendance aux importations de gaz devrait atteindre 50% en 2020. (International Energy Agency, 2009, 33) Il s'agit également d'un projet d'infrastructure afin d'assurer la livraison de gaz à partir de 2018 et jusqu'en 2047. (Bennett, 2014b ; Jarratt, 2014c ; Weitz, 2014, 80) Le coût de construction du pipeline estimé à environ quatre-vingts milliards de dollars, cinquante-cinq provenant de Russie et le reste de la Chine (Jarratt, 2014c ; Luhn et Macalister, 2014 ; Perlez, 2014), et s'étalera sur quatre mille kilomètres à travers des zones marécageuses, montagneuses ou encore sismiquement actives. (Luhn et Macalister, 2014 ; Perlez, 2014) Cet accord a tout d'un accord énergétique historique :

The deliveries, which may take a few years to reach full capacity, will provide China with more than one-fifth of its present-day annual consumption of some one hundred and seventy bcm, although Chinese demand for natural gas is expected to rise above two hundred bcm by then. (Weitz, 2014, 80)

Certains, surtout au Canada, relativisent l'importance de ce contrat et ses implications, comme Keith Head :

The cost of \$400 billion seems high but it needs to be kept in perspective. This amount is for 30 years and the contracts are back-loaded. Starting in 2018, China will import 38 billion cubic metres of gas as a result of the new deal. This is less than half of the natural gas Canada exported to the U.S. in 2011. (UBC News, 2014)

Malgré cela, le contrat, entraînant la création d'un très coûteux pipeline, fait en sorte de créer un lien important à long terme entre la Chine et la Russie. (Weitz, 2014, 82) Difficile d'imaginer qu'après avoir dévoué autant d'effort à la conclusion d'un accord et à la création d'infrastructures aussi importantes, l'accord ne sera pas mis en œuvre à long terme. (Jarratt, 2014c) D'autant plus que des mesures politiques ont entouré la signature du contrat : « Putin offered [...] to exempt gas destined for China from taxes on resource extraction. In return, China reportedly offered to cancel import duties on

the gas. » (Luhn et Macalister, 2014) Tout a donc été mis en œuvre pour que le contrat soit couronné de réussite.

2.2.4.2 L'impact économique potentiel de la crise ukrainienne sur la relation sino-russe

Par ailleurs, le fait que la signature soit survenue, après de longues négociations, juste quelques semaines après la crise ukrainienne et la détérioration des relations russes avec l'Ouest, n'est sûrement pas un hasard et cela a probablement encouragé les Russes à trouver un compromis dans ce dossier. (Luhn et Macalister, 2014 ; Mazneva et Kravchenko, 2014 ; Perlez, 2014 ; Roseth, 2014, 848) La Chine, à l'inverse, dans la logique de sa politique étrangère, ne s'est pas positionnée sur le sujet. (Luhn et Macalister, 2014 ; The Moscow Times, 2014d)

Nous ne reviendrons pas ici sur les événements s'étant produits en Ukraine au début de 2014, mais il nous faut évoquer leur implication pour la Russie. Premièrement, comme de très nombreux autres observateurs, Bennett considère une réorientation vers l'Est de la politique énergétique russe. (2014a) Celle-ci serait non seulement économique, et donc énergétique, mais également stratégique. Deuxièmement, les sanctions, économiques et à l'encontre de certaines personnalités russes, ont une importance stratégique certes moindre, mais sont d'une symbolique prononcée. Jarratt rappelle par exemple que Oleg Genrokhovich Savelyev, faisant parti des personnes visées, est nommé pour joindre le conseil d'administration de Gazprom. (2014a)

Certains observateurs nuançaient encore l'impact des sanctions en 2014. (RIA Novosti, 2014f) Il faut dire que quelques projets incluant des compagnies énergétiques occidentales ont continué ou ont même débuté malgré les sanctions, comme BP ou ExxonMobil, qui a débuté l'exploitation d'un puits dans l'Océan Arctique le 8 août 2014. (Anishchuk, 2014 ; Bierman et Gismatullin, 2014 ; Rowell, 2014) Leur survie reste en danger. Un arrêt de la coopération s'est produit pour

certaines entreprises et/ou projets (The Moscow Times, 2014b), dont celle entre Rosneft et ExxonMobil en donne un bon exemple (Kelly et Hogue, 2014) :

In August 2013, Russian oil giant Rosneft and ExxonMobil's joint venture company Karmorneftegaz began drilling at Universitetskaya-1, Russia's northernmost well, using the West Alpha rig. The drilling was scheduled to finish in 70 days, but US sanctions gave American companies until September 26 to cease all operations with blacklisted Russian companies, including Rosneft.(RIA Novosti, 2014g et 2014h)

Malgré la permission qu'ExxonMobil a reçue du gouvernement américain de continuer ses opérations « "to enable the safe and responsible winding down of operations related to this exploration well" » (RIA Novosti, 2014g), les sanctions ont clairement affecté la coopération énergétique. De plus, les sanctions stoppent, ou du moins limitent, les transferts technologies occidentales aux entreprises russes. (Pettersen, 2014a)

Il semblerait malgré tout que, comme le Vice-ministre de l'Énergie Kirill Molodstov l'a indiqué, la Russie soit capable de continuer l'exploitation dans la Mer de Kara. (RIA Novosti, 2014g) En résumé, la crise ukrainienne n'a pas entraîné qu'un refroidissement des relations diplomatiques entre la Russie et l'Occident, elle a créé un fossé politique et surtout économique. Dès lors, il n'est que logique que la Russie cherche de nouvelles possibilités d'échanges et d'investissements dans son domaine énergétique entre autres.

En termes économiques, la situation des échanges est la suivante. La Russie est la neuvième destination des exportations chinoises, représentant 2.3% de l'ensemble, loin derrière les États-Unis (19%). (Observatory of Economic Complexity (OEC), China) Or, la Chine est la première provenance des importations russes, avec 15% des importations totales. (OEC, Russie) À l'inverse, les exportations russes en Chine comptent pour 38,1 milliards de dollars et 8,1% de l'ensemble (OEC, Russia), la Chine étant le deuxième pays de destination(Ibid). Pour la Chine, les importations

russes correspondent à 2,7% du total, équivalant à la dixième place. (OEC, Chine) Ces chiffres bruts sont à relativiser parce que l'Europe, prise en entier, s'élève à 58% des importations et 63% des exportations russes (Ibid). Elle vaut aussi pour 22,65% des exportations et 17% des importations chinoises (OEC, China). Nous commençons à percevoir la disparité commerciale entre les deux pays. La Russie a en effet un volume d'exportation de 470 milliards de dollars et des importations pour 324 (OEC, Russie), tandis que la Chine exporte pour 2,12 billions de dollars et importe pour 1,41¹¹ (OEC, Chine). Dès lors, l'écart entre les statistiques respectives en volume n'est pas étonnant. Il permet néanmoins de montrer l'importance respective de chacun pour l'autre. La Russie serait donc beaucoup moins importante pour la Chine que la Chine ne l'est pour la Russie.

2.2.5 Quel futur pour la relation bilatérale Chine-Russie ?

En observant la relation bilatérale et son évolution dans un cadre plus élargi, repartant des années 1990 ou même des années 1950, le rapport de force semble s'être inversé. Ainsi, nombreux sont les observateurs à considérer la Chine comme le partenaire dominant et la Russie comme le plus petit des deux. (Bellacqua, 2010 ; Jakobson et al., 2011 ; Kaczmariski, 2012 ; Kerr, 2010 ; Lo, 2008 ; Shlapentokh, 2007 ; Wilson, 2010) Cette inversion, doublée d'une montée en flèche de la puissance chinoise, ferait en sorte que la Russie ait de plus en plus de mal à résister à l'influence politique et économique chinoise. (Blank, 2013 ; Buszynski, 2010 ; Kaczmariski, 2012 ; Tsygankov, 2009) La signification de cela pour le futur de la relation, de même que celle des récentes évolutions et rapprochements sera l'objet de notre prochaine section.

Cette nouvelle situation a engendré une problématique stratégique pour la Russie. Elle, qui perçoit l'énergie non pas comme une simple marchandise, mais comme un instrument politique et stratégique, ne veut pas devenir un simple fournisseur de ressources pour la Chine, ce que Lo décrit comme étant une situation de « "resource

¹¹Pour plus d'informations, consulter RT et Trading Economics (2014 ; Russia Exports).

cow" » (2008, 14) Elle cherche par conséquent à diversifier, et ce depuis assez longtemps maintenant, ses exportations vers la Chine. Les résultats sont loin d'être concluants, l'énergie écrasant par beaucoup les autres domaines, car la Chine pour reprendre Verlin et Inozemtsev, « needs nothing from Russia except raw materials and energy. » [En italique dans le texte] (2011, 63) Cela se confirme en observant les domaines d'exportations russes pour 2013. Le pétrole brut et le pétrole raffiné occupent 54%, avec 39 et 15% respectivement. (OEC, Russie) Viennent ensuite d'autres produits du sous-sol, hydrocarbures et minerais, ainsi que le blé (1.3%) et divers engrais (Ibid). Regardons un instant la structure de la demande chinoise. Les Chinois sont à la recherche d'importations dans d'autres domaines, malgré la prédominance de l'énergie et des minerais : pétrole brut (14%), minerai de fer (5,3%), or (3.6%) mais également voitures (2.9%), LCD (1.9%) et informatique (1.3%). (OEC, Chine) Or, la Russie n'est pas structurée pour fournir autre chose que de l'énergie et des minerais. Cela explique que les principales importations russes consistent en des produits finis (Voitures (7,3%), Pièces de véhicules (3.2%), Grands engins de chantier (1.1%), Machinerie et équipement (18,8 milliards de dollars)), et des produits à fort contenu d'innovation (Médicaments emballés (3.4%), Informatique (2.2%)). (OEC, Russie ; RT, 2014) Les Russes pourront toujours se fixer un objectif de diversification des exportations, la structure de l'économie intérieure fait en sorte de concentrer celles-ci sur un domaine, les ressources.

Pour ce qui est de la relation sino-russe, il est quasiment impossible de ne pas remarquer que la force de l'un est le besoin primordial de l'autre, créant une complémentarité rarement établie aussi clairement. (Roseth, 2014, 848 ; Weitz, 2012, 72) La Russie est un des principaux producteurs et exportateurs d'énergie au monde, avec des réserves déjà exploitées proches de la Chine. Cette dernière, en constant besoin d'énergie supplémentaire afin d'alimenter sa croissance économique, est à la recherche d'importations d'énergie ne dépendant pas du détroit de Malacca et pouvant être assez facilement acheminées à l'intérieur du pays. Comme nous l'avons vu avec

les nombreux contrats énergétiques, la complémentarité théorique prend forme en pratique. Weitz décrit même les récents développements comme :

A unique "win-win" model for developing energy partnership: China loans Russian firms the money, often in the form of large advance payments, they need to develop new energy supplies and transport them to China. Russian energy firms in turn pledge to deliver guaranteed volumes of energy to China. (Weitz, 2013, 83)

Il faut dire que les compagnies chinoises apportent effectivement du capital, aidant le développement russe. La Chine rend possible une diversification pour les compagnies russes (Pinchuk, 2014 ; Roseth, 2014, 850) qui voient leurs parts européennes stagner et leurs capacités d'investissement diminuer. De plus, l'Europe, recevant vingt-quatre pour cent de son gaz de la Russie, cherchait avant même la crise ukrainienne à réduire sa dépendance russe. (Luhn et Macalister, 2014 ; Perlez, 2014 ; Pinchuk, 2014 ; The Economist, 2014a et 2014d) L'environnement de la relation bilatérale paraît quasiment trop beau pour être vrai. Poutine, avant même la signature du dernier accord énergétique que nous avons décrit, peignait la relation bilatérale comme suit :

Now Russia-China cooperation is advancing to a new stage of comprehensive partnership and strategic interaction. It would not be wrong to say that it has reached the highest level in all its centuries-long history. (RT, 2014)

Une puissance déclinante, poussée par une contrainte économique importante à modifier son champ d'exportations primaire en énergie, se rapproche d'une puissance dont la montée rapide crée des besoins importants en énergie. Après quasiment deux décennies de réchauffement politique, les deux pays se rapprochent lentement mais sûrement, signant des accords énergétiques contenant des bénéfices réciproques. De plus, en raison de nouvelles possibilités énergétiques onéreuses envisageables dans le Nord, les compagnies russes sont à la recherche de partenaires d'investissements. Les entreprises chinoises peuvent justement apporter le capital nécessaire. Le contexte actuel favorise donc un rapprochement entre la Chine et la Russie.

En Arctique, en raison des nombreux projets comprenant une composante chinoise, il est là aussi possible de considérer la Chine comme un acteur, si ce n'est préférentiel par la Russie, au moins bénéficiaire d'un léger avantage par rapport à d'autres pays. Néanmoins, afin que cette situation positive puisse perdurer, il est nécessaire que la relation bilatérale soit bonne. Si celle-ci se porte bien, allant même jusqu'à ce que les Russes considèrent le partenariat chinois comme étant stratégique, alors le développement de la relation bilatérale en Arctique pourrait amener d'importants résultats pour les Chinois. À l'inverse, si l'approche russe reste plus pragmatique et plus prudente, il se pourrait que la Chine ne bénéficie que d'un avantage mineur. (Roseth, 2014, 841) Cela dépend du niveau de confiance entre les deux pays, et tout particulièrement de la perception russe du comportement non menaçant de la Chine en Arctique. Car il est certain que le moindre soupçon de menace sur les intérêts russes en Arctique ou sur sa souveraineté entacherait considérablement le développement de la relation bilatérale. (Blank, 2013 ; Roseth, 2014, 847) Une bonne illustration de la situation est donnée par Brenton : « Russia is certainly hugging China close, but is keeping her guard up as she does so. » (2013, 239)

Pour la Russie, les sanctions américaines, et plus largement occidentales, envers le pays, décrétées en raison de la crise ukrainienne vont surement renforcer le sentiment anti-occidental et la rapprocher de l'Asie, et tout particulièrement de la Chine. La stratégie russe s'oriente vers cela, comme le rapporte Bennett : « By 2030, the strategy envisions that eastern-bound exports of oil will constitute 22-25% (as opposed to the current 6%), and gas 19-20% as opposed to the current 0%. » (Bennett, 2014b) La mise à jour de la stratégie du Ministère russe de l'Énergie en janvier 2014 vient renforcer la perception d'un pivotement vers l'Est :

In January 2014 the Russian Energy Ministry updated its energy strategy in which overcoming the difficulties with gas on the European market and a diversification of energy eastward were among the main points. (Roseth, 2014, 848)

Le fait qu'un accord énergétique majeur ait été signé quelques semaines après la mise en place des sanctions apparaît comme un signe avant-coureur d'un réchauffement des relations sino-russes. L'évolution positive des dernières décennies fait en sorte que de plus en plus d'observateurs utilisent les qualificatifs stratégique et harmonieux pour parler de la relation sino-russe, étant donné leurs intérêts communs et leurs engagements (Roseth, 2014, 842 ; Weitz, 2012, 75).

Le quatrième consiste en la perte de puissance relative que connaît la Russie. Elle conserve une influence résiduelle de son ancien statut de superpuissance, mais doit faire face à une diminution progressive de celle-ci. Cela fait en sorte que la Russie ne puisse assumer une position stratégique ferme et se retrouve à coopérer avec différents acteurs occidentaux et non-occidentaux. (Kropatcheva, 2014, 8) Ces deux derniers facteurs, liés à la situation intérieure russe, ne laisse rien présager de bon sur l'avenir proche de certains projets. Ainsi, certains projets vont possiblement être coupés, constituant un échec cuisant pour les compagnies pétrolières russes et des pertes pour leurs partenaires. Si tous les projets réussissent à être maintenus, ce qui serait surprenant, une grande tension au sein même des compagnies russes sera tout de même présente. Quoi qu'il en soit, le climat économique et d'investissement sera durablement marqué par les difficultés de l'économie russe, s'étant depuis transformées en crise majeure. Les objectifs fixés par les deux gouvernements d'échanges annuels pour 100 milliards de dollars en 2015 et de 200 milliards de dollars en 2020. (Jarratt, 2014c ; RT, 2014 ; Weitz, 2012, 75) sont rendus très difficiles à atteindre pour les raisons que nous venons d'évoquer. Enfin, les raisons qui démontrent la complémentarité économique par le prisme de l'énergie, montrent également une divergence de premier ordre. En effet, la Russie cherche à maintenir un prix de l'énergie élevé en tant qu'exportateur, tandis que la Chine a pour objectif de réduire ses coûts d'importations énergétiques. (Mikheev, 2011, 86) Cette dynamique diamétralement opposée est un problème de plus pour l'avenir de la relation bilatérale.

Plus généralement, en conséquence à toutes ces limites, un accord renforcé entre la Chine et la Russie nous paraît improbable.

La défaillance de l'économie russe et les difficultés des entreprises énergétiques russes mettent à risque l'ensemble de ces projets énergétiques en Arctique et ailleurs, nécessitant de lourds investissements. Il s'agit d'une menace très sérieuse pour l'avenir du pays, qui a orienté son économie vers le Nord. En effet, la Russie repose tellement sur sa rente énergétique, que la moindre atteinte constitue une importante menace. Or, la situation se développant depuis la crise ukrainienne et les sanctions occidentales qui l'ont suivi est largement plus qu'une légère atteinte au secteur énergétique. Les entreprises demandent des plans d'aide, les projets sont stoppés et la monnaie domestique s'est écroulée. Par conséquent, la rente énergétique, dont le pays a besoin pour assurer sa sécurité et ses revendications stratégiques, pourrait possiblement être impactée. Reste à voir dans les prochains mois, voire même dans les prochaines années, à quel point l'économie russe sera affectée. L'absence de nouveaux investissements en Arctique, région ayant été considérée par les autorités russes comme l'avenir du pays et le remplacement des champs de ressources traditionnellement exploités dont les réserves s'épuisent peu à peu, pourrait durablement ternir la santé de l'économie russe.

Il nous faut pour finir sur les limitations rappeler l'importance de l'Europe pour la Russie. L'Europe conserve encore une majorité écrasante des exportations d'énergie russe. Or, les sanctions ayant suivi la crise ukrainienne ont considérablement éloigné les deux côtés, de plus l'Europe était déjà à la recherche de nouvelles sources d'importation avant le printemps 2014. L'évolution de la relation énergétique entre la Russie et l'Europe sera déterminante dans la structuration de l'économie russe. Si, l'Europe venait à réduire de manière conséquente ses importations, la Russie se trouverait dans l'obligation de chercher de nouvelles destinations pour exporter ses ressources, et il s'agirait d'une question de survie, ou du moins de sauvegarde de la puissance russe. Dans l'optique de cette seconde option, les possibilités pour les

Chinois seraient extraordinaires. Ils pourraient, en effet, bénéficier de ressources géographiquement proches et à bas prix.

Considérons maintenant l'impact de cette crise russe sur la relation que le pays entretient avec la Chine. Les relations entre les deux pays se sont basées sur les accords énergétiques au cours des dernières années. Ces accords ont été engendrés par une volonté politique, mais ils sont surtout responsables du récent rapprochement entre les deux pays. Aussi, s'ils bénéficient aux deux parties, il est certain qu'ils ont une importance beaucoup plus prononcée pour la Russie. Le secteur énergétique constitue le premier domaine d'exportation pour cette dernière, qui n'exporte que peu d'autres produits et services en Chine. À l'inverse, la Chine, ayant un volume d'exportations et d'importations incomparablement supérieur, importe son énergie de nombreux endroits sur la planète. Il est certain que la proximité géographique est appréciée par les Chinois, et que ces ressources n'ont pas à transiter par le détroit de Malacca. Il est également certain que la Chine a besoin de toutes les ressources qu'elle peut négocier pour subvenir à sa croissance économique. Malgré tout, en raison de la croissance projetée de la consommation d'énergie en Chine, et de la répartition énergétique étant encore fondamentalement basée sur le charbon, le poids de la Russie n'est qu'économiquement secondaire. De plus, la Russie n'est pas une des destinations principales des exportations chinoises, et il ne faut pas non plus oublier de rappeler la différence de statut économique de chacun des pays au niveau global : la Chine est ainsi la seconde puissance économique et est perçue comme la future première, tandis que la Russie est un exportateur d'énergie vue comme étant sur le déclin. Cette asymétrie dans la relation économique ne va pas se résorber avec la crise actuelle du côté russe. Dès lors, c'est l'ensemble des avancées politiques et économiques qui sont remises en question, parce qu'encore une fois, les accords énergétiques ont été au cœur de la coopération bilatérale. Il est assez aisé de comprendre que si les récents projets venaient à être arrêtés ou reportés, la relation bilatérale sera affectée. Plus généralement, si la Russie continue d'avoir des

problèmes et reste un partenaire sur lequel la Chine ne peut se fier à cent pour cent, la part russe dans les importations énergétiques chinoises diminuera. Inversement, dans le scénario plus positif où la Russie retrouverait une vitalité économique, aussi minime soit-elle, la relation bilatérale pourrait être en mesure de continuer son développement sur la dynamique positive des dernières années. Tout dépend donc de la situation économique de la Russie, et de sa capacité à maintenir ses projets, son niveau d'investissement et la croissance de ses exportations d'énergie. C'est ainsi la santé russe qui conditionne l'avancée de la coopération bilatérale à un niveau de rapprochement encore plus étroit. Terminons sur une note positive, avec un nouveau projet énergétique commun (Cobb, 2014 ; Mazneva, 2014 ; Paton et Guo, 2014) :

The preliminary agreement to build the second Russia-China link was announced by Putin and President Xi Jinping at an economic summit in Beijing two days ago. The pipeline would deliver as much as 30 billion cubic meters of gas a year for 30 years, adding to the 38 billion agreed in the first supply contract. That would see China overtake Germany as Russia's largest gas customer. (Mazneva, 2014)

CHAPITRE III : LA RELATION CHINE-CANADA

3.1 Le Canada et l'Arctique

3.1.1 Histoire récente de la politique arctique du Canada

3.1.1.1 Avant l'arrivée de Harper au pouvoir

Après s'être concentré sur la Russie et sa relation avec la Chine, nous allons maintenant étudier la situation canadienne. Historiquement, le Canada est devenu un pays circumpolaire en 1880, quand il a hérité de l'archipel des britanniques. (Griffiths et al., 2011, 161) Le Canada a depuis été une nation arctique. (Griffiths et al., 2011, 161) Avec 40% de son territoire se situant dans la région (Government of Canada, 2010 ; Husain, 2014), et une longue côte s'étendant de la frontière avec l'Alaska à l'Atlantique, le Canada est sans aucun doute un État arctique primaire.

Pour le Canada, la Guerre Froide a été un moment de développement, principalement militaire, pour le Nord. La sécurité canadienne était alors assurée par des accords avec l'OTAN et les États-Unis, ces derniers la garantissant à un coût minime pour le Canada. (Griffiths et al., 2011, 76) En 1985, le *Polar Sea* (CBC Digital Archives, *Polar Sea controversy*) et le brise-glace *SS Manhattan* en 1969, ont traversé le Passage du Nord-Ouest sans demander la permission au gouvernement canadien, ce qui a engendré une dispute de souveraineté. (Griffiths et al., 2011, 35) Or, il ne s'agissait pas d'une remise en cause de la souveraineté canadienne :

Neither the *Manhattan* nor the *Polar Sea* voyages challenged Canadian ownership of the waters. They related to Canada's right to restrict transit passage by foreign commercial or naval vessels. (Griffiths et al., 2011, 78)

Par la suite, Mulroney, dans un discours prononcé à Leningrad en 1989, a suggéré la création d'un organe multilatéral en Arctique. (Griffiths et al., 2011, 36) Le Canada a suivi cette idée en se joignant à la Finlande dans le processus de création de l'AEPS. (Griffiths et al., 2011, 36) La volonté canadienne a perduré, et c'est ainsi le Canada

qui est à l'origine de la création du Conseil de l'Arctique. (Griffiths, et al., 2011, 36 et 63)

Après la mise en place du Conseil et la première présidence canadienne de celui-ci, le Canada a été stratégiquement actif. En 2000, le Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International a publié *The Northern Dimension of Canada's Foreign Policy* (Government of Canada, 2000 ; Griffiths et al., 2011, 81) et a commencé son évaluation quelques années plus tard. (Government of Canada, 2005a) En 2004, les libéraux ont annoncé une Stratégie pour le Nord. (Griffiths et al., 2011, 85) L'année suivante, en 2005, « the Liberals' *International Policy Statement* (IPS) identified that the Arctic was now a priority area. » (Government of Canada, 2005b ; Griffiths et al., 2011, 83)

3.1.1.2 Depuis l'arrivée de Harper au pouvoir : l'Arctique est une priorité

L'Arctique faisait jusqu'alors partie des sujets principaux de la politique canadienne, sans vraiment être un sujet primordial. L'arrivée d'un nouveau Premier Ministre conservateur en 2006 allait changer cette situation. Car, en effet, l'arrivée de Stephen Harper au pouvoir en fait en sorte de propulser l'Arctique au rang de priorité numéro un de la politique canadienne. Le Premier Ministre n'a pas attendu d'être élu pour formuler des promesses et des propositions de développement sur l'Arctique. Il a notamment bâti la rhétorique suivante sur l'Arctique « use it or lose it ». (Griffiths et al., 2011, 85 ; Spohr et al., 2013) Dans l'objectif d'utiliser la souveraineté polaire du Canada, Stephen Harper a évoqué des améliorations dans de nombreux domaines. (Chase, 2014a ; Griffiths et al., 2011, 101) Byers rapporte ainsi que :

In December 2005, then opposition leader Stephen Harper promised three new heavy icebreakers to defend Canada's sovereignty in the Arctic. One month later, he reaffirmed the promise during his first press conference as prime minister. (2014)

Griffiths, Huebert et Lackenbauer évoquent les promesses suivantes :

The Harper government has made a series of promises to considerably expand Canada's northern capability, including these: six to eight Arctic offshore patrol vessels that will be able to sail in first-year ice that is up to 1 meter thick; a replacement for the Coast Guard's largest and oldest icebreaker, the *Louis St. Laurent*; the construction of a deep-water replenishment site at Nanisivik; new replenishment vessels that will have the capability to operate in first-year ice for the naval forces; new long-range patrol aircraft to replace the Aurora (CF-140); and a training base in Resolute.(2011, 38)

En 2007, le gouvernement Harper a publié la stratégie de défense *Canada First*, prônant un renforcement des capacités militaires du pays, en Arctique et ailleurs : « The Canadian Forces must have the capacity to exercise control over and defend Canada's sovereignty in the Arctic. » (2007, 8)

Deux ans plus tard, en 2009, Chuck Strahl, Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, rappelait, dans un message compris dans la *Stratégie pour le Nord du Canada : Notre Nord, notre patrimoine, notre avenir*, publiée par le gouvernement canadien en juillet de la même année (Government of Canada, 2009 ; Bailes et Heininen, 2012, 57 ; Griffiths et al., 2011, 227), les axes de la stratégie arctique canadienne :

La Stratégie pour le Nord du Canada est axée sur quatre domaines prioritaires : exercer notre souveraineté dans l'Arctique, promouvoir le développement social et économique, protéger le patrimoine naturel du Nord et améliorer la gouvernance dans le Nord et y transférer des responsabilités, et ce, afin que les résidents du Nord aient un plus grand contrôle sur leur avenir. (Gouvernement du Canada, 2009, d)

Le document stratégique fait état du changement en Arctique, de l'intérêt nouveau de l'Arctique pour les entreprises énergétiques, et considère que

L'exploitation minière et les grands projets comme le Projet gazier Mackenzie sont les pierres angulaires d'une activité économique durable dans le Nord et constituent la clé de la prospérité pour les collectivités autochtones et nordiques. (2009, 15-16)

Le gouvernement a, pour terminer, publié le *Statement on Canada's Arctic Foreign Policy* en août 2010. Ce document met l'accent sur l'importance de l'Arctique dans l'identité nationale canadienne ainsi que sur son rôle en tant que puissance arctique. (Bailes et Heininen, 2012, 57 ; Council on Foreign Relations, 2013 ; Government of Canada, 2010 ; Griffiths et al., 2011, 245)¹²

3.1.2 Du discours à la réalité : un transfert difficile

La transposition du discours officiel des autorités canadiennes sur l'Arctique en réalisations pratiques a été largement critiquée par de nombreux observateurs. Pour ces derniers, le transfert du discours à la réalité est resté minime, et ils considèrent que le Canada doit se donner les moyens de ses ambitions. Pour McCarten et Brewster,

Despite frequent Harper government talk of resource development and Arctic sovereignty, the area has been "inadequately surveyed and charted," with some Arctic maps dating back to the early 1970s, the report found.(2014a)

Le rapport en question est le résultat de l'audit de Julie Gelfand, commissaire à l'environnement et au développement durable, publié à l'automne 2014. Le rapport met en avant plusieurs limites à la navigation maritime dans l'Arctique canadien, dans son chapitre 3 (Bureau du vérificateur général du Canada) : « Nous avons constaté que les levés et les cartes [...] sont inadéquats. » (3.16) ; « Le SHC [Service Hydrographique du Canada] estime qu'environ 1% des eaux arctiques canadiennes a fait l'objet de levés en fonction de normes modernes. » (3.17) ; « Alors que les besoins en matière de cartographie dans l'Arctique augmentent, les ressources dont dispose le SHC [...] ont récemment diminué. » (3.22) De nombreux observateurs ont tiré une expression de ce rapport : « A lack of vision ». (McCarten et Brewster,

¹²Pour plus d'informations sur les stratégies nationales des États circumpolaires pour l'Arctique, consulter Bailes et Heininen. (2012)

2014b ; The Canadian Press, 2014d) Andreas Osthagen, dans la même lignée, a publié un article s'intitulant *Why We Aren't Ready for an Active Arctic*. (2013b)

Pour Griffiths, Huebert et Lackenbauer, « To build strong national will for a Northern Vision, the federal government needs to be more systematic and proactive in its Arctic strategy. » (2011, 162) Chase, parlant des promesses faites par le gouvernement, écrit que « So far, the reality has proved much more modest. » (2014a) Murray est lui aussi critique :

Harper's vision for Canada's place in the world and Arctic sovereignty were popular in 2008, but there is nothing new here and one wonders why. The world has changed since 2008, and other states have made great strides in living up to their Arctic claims, while Canada has been left behind. (2013)

Finalement, pour Holyroyd, « Canada's approach to Arctic development is passive, relying largely on East Asian businesses to initiate activities. »(2012, 7)

3.1.3 Les capacités navales et militaires

Les capacités navales sont un domaine dans lequel il serait quasiment impensable que le Canada soit passif, si nous repensons aux promesses de campagnes de Harper. Rien de moins que trois brise-glaces et des infrastructures importantes avaient été alors avancés. Pourtant, le constat quelques années plus tard est négativement sans appel. Premièrement, les infrastructures, nécessaires à tout développement, sont rares dans l'Arctique canadien. Ainsi, pour Griffiths, Huebert et Lackenbauer, les efforts canadiens en Arctique sont rendus coûteux « given the lack of existing infrastructure. » (2011, 51) Byers ajoute à ce constat, « as for Canada, consider this: Despite having the longest coastline of any of the Arctic countries, our most northern port is at Churchill - in Manitoba. » (Arctic Circle Panel, 2014) De l'ensemble des promesses faites par Stephen Harper pour le développement de la région, que liste Ruffilli (2011, 2), peu a été mis en place (Griffiths et al., 2011, 51 ; Windeyer, 2010) :

Providing \$720 million to procure a new Polar Class icebreaker; procuring new Arctic/offshore patrol ships; providing strategic meteorological and navigational

data in key zones to facilitate the safe management of Arctic marine traffic; implementing mandatory reporting for all vessels under the Northern Canada Vessel Traffic Services Zone (NORDREG); providing \$17 million to establish a commercial fisheries harbour in Pangnirtung, Nunavut; and contributing up to \$100 million to establish a deepwater port at Nanisivik, Nunavut, to support the activities of the Canadian Forces and the Canadian Coast Guard in the region.(Ruffilli, 2011, 2)

Ce dernier projet n'a toujours pas débuté, et voit aujourd'hui certaines de ses caractéristiques disparaître (Bell, 2012 ; Canada's Economic Action Plan ; CBC News, 2012b ; Chase, 2014c) :

Gone, too, are plan for the "jet-capable" airstrip mentioned seven years ago in a news release. Instead, the military will *have* to either come in by sea or fly to nearby Arctic Bays, land on a gravel runway and then drive 33 kilometres to Nanisivik. (Pugliese, 2014c)

Cet exemple montre clairement le manque de mise en œuvre de la part du gouvernement canadien pour ce qui est des infrastructures. En plus d'infrastructures, le Canada a besoin de présence militaire en Arctique afin de défendre, selon la rhétorique nationale, sa souveraineté. Cela passe principalement par des bases dans la région, comme celles que nous venons de décrire, et une flotte polaire de brise-glaces capable d'intervenir dans la région. Les troupes seraient belles et bien présentes dans chaque communauté, comme le rapporte Griffiths, Huebert et Lackenbauer : « Every community along the Arctic coast that can sustain a Ranger patrol already has one. » (Griffiths et al., 2011, 99) Lucy Ellis, des Affaires publiques du Commandement des opérations interarmées du Canada, écrit que « les Forces armées canadiennes sont toujours actives dans le Nord, où elles font valoir notre souveraineté et mettent en pratique leurs capacités de relever tout défi qui pourrait survenir, et les exercices et les opérations militaires y sont monnaie courante. » (2014) Le principal exercice en Arctique est l'opération Nanook. (Government of Canada, Opération Nanook, Sovereignty Patrolling Op NANOOK, Operation NANOOK 14, Operation NANOOK 2014 successfully achieved objectives ; Yukon Government, Operation

NANOOK 2013) Nunaliut est un autre exercice de grande échelle, se déroulant chaque année depuis 2007 (Government of Canada, Operation Nunaliut ; Government of Canada, Operation NUNALIVUT 2014 Successfully Achieves Objectives ; Government of Canada, 2014b ; Godbout, 2014 ; Laffont, 2014 ; Pugliese, 2014a ; Wilken, 2014) :

Approximately 2 350 Canadian soldiers from across the country are taking part in several Arctic training exercises over the next two months [mars-avril 2014].

These exercises aim to maintain and refine both the Canadian Army's operational capabilities and soldiers' ability to operate in the Arctic's austere conditions. (Government of Canada, 2014a)

Nous voyons donc que le gouvernement se donne les moyens de son ambition dans le domaine militaire, avec une présence renforcée¹³. Toutefois, la situation de la flotte polaire est préoccupante.

Repartons de la promesse faite par Stephen Harper en 2006, de fournir trois nouveaux brise-glaces. (Byers, 2012b et 2014) Dès 2007, il a été communiqué qu'un seul brise-glace serait finalement construit, coutant 720 millions de dollars et devant être terminé en 2017. (Byers, 2014) Le contrat de design, valant 9,5 millions de dollars, du navire n'a été signé avec STX Canada Marine Inc. qu'en février 2012. (Byers, 2014) Le brise-glace est désormais prévu pour la période 2021-2025. (Byers, 2014 ; Ling, 2014 ; The Canadian Press, 2013) Or, le budget est passé de 720 millions à 1,3-1,5 milliards, en raison de l'inflation et d'autres coûts engendrés par les délais administratifs. (Byers, 2014 ; Ling, 2014) Ling décrit le futur navire comme

Designed to hold up to 85 personnel, the ship can also play host to the CH-148 Cyclone helicopters that Canada is finally getting, maybe, after a slew of production overruns. (2014)

Byers apporte une conclusion assez simple sur les conséquences du délai :

¹³ Pour plus de détails sur les opérations militaires canadiennes dans le Nord canadien, consulter l'Annexe A

This means that the Canadian Prime Minister lacks the equipment necessary to substantiate his North Pole claim - despite eight long years of promises about new icebreakers. (2014)

Car la flotte polaire du Canada reste limitée par rapport aux défis auxquels elle fait face. La plupart des navires commencent à sérieusement vieillir. (Byers, 2014 ; Kingston, 2014 ; The Canadian Press, 2013) Le plus jeune brise-glace canadien, le Henry Larsen, a 25 ans, le Terry Fox 29, et les autres sont tous âgés de plus de trente ans. (Byers, 2012b) Michael Byers donne un exemple éloquent : «The fleet's flagship, the Louis S. St-Laurent, is 43. Last summer, she had to be escorted out of the Arctic Ocean by a U.S. icebreaker after her main propeller broke. » (2012b) Ce vieillissement de la flotte s'accompagne d'une limitation des capacités de construction, comme Saideman le rappelle : « Clearly, we do not have the shipyard space to be building many different ships at once. » (2014) Les moyens donnés à la Garde côtière canadienne sont donc largement insuffisant par rapport à la mission qui lui est assignée. Il est ainsi préoccupant que le navire constituant l'image de marque de la flotte ait dû être escorté. Il est également préoccupant que l'ensemble des navires de la flotte puisse avoir du mal à naviguer et intervenir dans les parties les plus nordiques du territoire canadien.

3.1.4 L'Arctique canadien : faiblement développé dans le domaine énergétique par rapport au reste du Canada

Le manque de transposition des politiques gouvernementales est d'autant plus visible qu'au niveau civil, la Fednav, par exemple, compagnie canadienne, a débuté des opérations de transport dans le Nord (Fednav, Opérations Arctiques et Projets ; Fednav, Flotte ; Lasserre, 2011, 3), comme le rapporte l'Association of Canadian Port Authorities :

Fednav announced the arrival in Canada of its latest, highly specialized icebreaker [rated Polar Class 4], the MV Nunavik. Built at JMU's Tsu Shipyard in Japan, the ship will be used to export concentrates produced at the Canadian Royalties owned Nunavik Nickel mine at Deception Bay in northern Quebec.

The vessel will also supply the mine with equipment and fuel, year round.
(2014)

Comme le suppose la citation ci-dessus, l'exploitation des ressources arctiques a commencé au Canada. Plusieurs projets d'exploration et/ou d'exploitation peuvent être mentionnés ici. Dès 2009, le gouvernement canadien estimait l'industrie de l'extraction de diamant à deux milliards de dollars annuels, soit la moitié de l'économie des Territoires du Nord-Ouest. (Gouvernement du Canada, 2009, 15-16) Sopinski publie des graphiques très intéressants sur le projet.(2012) ConocoPhillips Inc. explore et exploite par exemple plusieurs puits dans la région de Sahtu dans les Territoires du Nord-Ouest. (CBC News, 2013a, 2013b et 2014c ; Wohlberg, 2014a et 2014b) Husky Energy a également déposé un dossier auprès du Sahtu Land and Water Board pour exploiter quatre puits dans la région. (CBC News, 2014c) Le plus gros projet énergétique proposé dans l'Arctique canadien est le Mackenzie Gas Project (MGP). TransCanada écrit à ce sujet qu'il s'agit d'un

Proposed 1,196-kilometre natural gas pipeline and gas gathering system, liquids extraction, liquids pipeline and related field developments along the Mackenzie River valley of Canada's Northwest Territories, to connect northern onshore gas fields with North American markets.(2012 ; Government of Yukon, MGP ; Lewis, 2013)

Proposé dans les années 1970, il a été récemment discuté, et a obtenu l'approbation du gouvernement en 2011. Depuis, les fonds ont été coupés par certains des partenaires, (Government of Yukon, MGP ; Berkow, 2012) et Imperial, compagnie canadienne, cherche à pousser le projet. (Government of Yukon, MGP ; Jones, 2013) Quoi qu'il en soit, l'exploitation de ces ressources ne pourra pas débuter au mieux avant plusieurs années. De plus, certains des projets, même parmi ceux qui ont été approuvés, ne sont jamais mis en place, pour des raisons économiques ou politiques. Bennett cite un exemple de ce manque de transposition :

Canada has conditionally approved the Northern Gateway pipeline [souligné dans le texte], which would send oil and gas from Alberta across British

Colombia to Asia - but it will likely never actually get built in part due to indigenous and environmental protest. (2014b)

De plus, avec la récente chute du prix du pétrole, certains projets sont annulés en raison de problème de rentabilité. Chevron, disposant d'une licence d'exploitation en mer de Beaufort, a décidé de mettre un arrêt momentané aux forages. (Agence France-Presse, 2014)

En plus des problématiques de rentabilité, d'exploitation, etc., les réserves d'énergie découvertes situées dans le Nord du Canada sont faibles par rapport à celles situées plus au sud. Plusieurs documents publiés par le gouvernement canadien attestent. (Office National de l'Énergie, 2011a, 2011b) Au 31 décembre 2011, les réserves des régions nordiques représentaient 29% des réserves établies restantes en pétrole dit classique. En incluant les sables bitumeux, la part chute à seulement 0,5%. À la même date, les réserves établies restantes dans les régions pionnières comptaient pour 1,3% de celles du pays. (2013a et 2013c) Le Nord aurait également 66% de son gaz concentré autour du fleuve Mackenzie et de la mer de Beaufort. (Office National de l'Énergie, 2013c, 53) Pour plus d'informations, consulter l'Office National de l'Énergie. (Statistiques et analyse) Par ailleurs, les cartes aux annexes B et C, produites par le gouvernement canadien, montrent les pipelines et gazoducs en place ou en projet au Canada. On y voit la place réduite, voir infime, de l'Arctique dans la production et l'acheminement de pétrole et de gaz.

Le Nord canadien est, d'après ses réserves et ses projets potentiels ou existants, très en retard sur le développement économique de l'arctique russe. Que ce soit le niveau d'investissement des entreprises énergétiques, les capacités d'extraction et de production ou encore la création de partenariats avec de multiples acteurs nationaux et étrangers, la Russie domine, voir écrase, le débat. Ce dernier point est particulièrement éloquent. Alors que la Russie a signé trois contrats avec la seule Chine au cours des deux dernières années, et a par ailleurs débuté les travaux d'infrastructure liés à ceux-ci, le Canada ne possède aucun partenariat d'envergure

dans le Nord. De plus, en élargissant à l'ensemble du pays, les difficultés rencontrés par les promoteurs des projets de pipelines Keystone et Canada Est nous permettent d'imaginer celles qu'un pipeline pourrait avoir dans le Nord. Pour résumer, le Canada est donc en retard sur la Russie.

3.1.4.1 Le cadre légal concernant l'investissement étranger au Canada

Au-delà des problèmes de développement dans le domaine énergétique en Arctique, il nous faut montrer la dominance de l'énergie dans l'économie intérieure en général. Le cadre légal entourant la politique d'accueil des investissements étrangers au Canada dans le domaine énergétique donne une bonne idée de la prépondérance de ce secteur. Pour ce qui est de l'investissement, le cadre légal canadien a évolué d'une façon similaire à celui de la Russie. Le document principal est l'Investment Canada Act (ICA) (1985), qui a remplacé le Foreign Investment Review Act (FIRA) en 1985. L'ICA définit le Ministère Canadien de l'Industrie comme organe en charge, par ses articles 4 et 5. Il définit également le processus d'analyse général et les exigences qu'il comprend. Il décrit également, par son article 20, les six facteurs sur lesquels l'administration se base pour arriver à une décision. Enfin, comme l'article 21 l'indique, pour qu'un investissement soit accepté, il doit représenter un « bénéfice net » pour le Canada. Les six critères, base des exigences canadiennes, ont toutefois été critiqués, par certains observateurs, tels que Frigon :

Because these factors consist of broad evaluation criteria, the minister of Industry has considerable leeway in interpreting them, and hence considerable leeway in making a determination.(2011, 10-11)

En 2007, le gouvernement canadien a publié les State-Owned Enterprises (SOE) Guidelines, mises à jour en 2012. Des amendements pour les mécanismes de sécurité nationale ont été inclus dès 2009. Cela donne au Ministère la possibilité de revoir un cas même cas les exigences économiques déterminées par l'ICA sont remplies. Il s'agit donc d'un pouvoir supplémentaire de contrôle que le gouvernement canadien s'est octroyé. Plus généralement, l'administration dispose d'une période initiale de 45

jours pour analyser un dossier. Ce délai peut être porté à 75 jours, avec l'accord de l'investisseur. Dans le processus de décision, un nombre d'acteurs plutôt élargi peut intervenir. En effet, le gouvernement définit pas moins de 20 « investigative bodies or classes of investigative bodies. » (Government of Canada, 2009, Art. 7) Le rapport annuel du gouvernement canadien pour 2013-2014, nous permet, pour terminer sur le cadre légal canadien, d'apporter plus de détail sur le seuil pour les investissements étrangers :

For investors from World Trade Organization (WTO) member countries was \$344 million in asset value, and in 2014 it was \$354 million. For investments where the value of the assets of the Canadian business falls below the established threshold, investors must file a notification. (Government of Canada, 2014, 3)

Enfin, une proposition de porter le seuil à un milliard de dollars a été discutée. Elle été incluse dans l'ICA en tant qu'un « amendment not in force ». (Art. 137)

Toutes ces dispositions permettent d'encadrer la présence d'entreprises étrangères sur le territoire canadien. Parmi celles-ci, une des principales attractions médiatiques de la dernière décennie ont été les entreprises chinoises, et tout particulièrement les entreprises nationales. Par leurs investissements principalement dirigés vers l'industrie énergétique du Canada, elles dominent la présence chinoise au Canada (Asia Pacific Foundation of Canada, 2013a, 9) Non seulement en termes économiques par le volume d'investissement, mais également par le volume de couverture médiatique qu'elles reçoivent. La présence d'entreprises nationales chinoises est ainsi une problématique largement relevée. Certains considèrent cette présence comme une possibilité dorée pour le Canada et son économie interne. Pour d'autres, il faut que le gouvernement agisse pour limiter leurs actions.

En pratique, l'Investment Canada Act laisse une certaine part de discrétion au gouvernement pour répondre aux propositions chinoises, et Ottawa restait encore en 2011 sceptique par rapport aux ambitions chinoises de diversification de ces réseaux

d'importation d'énergie. (Canadian International Council, 2011, 37) Stephens a notamment publié d'excellents articles sur ce phénomène au sein desquels il écrit que si les entreprises chinoises doivent se conformer aux normes et pratiques canadiennes, elles ne doivent pas être discriminées juste parce qu'elles sont chinoises. (2013a et b) Surtout quand le Service du Canadien du Renseignement de Sécurité arrive à la conclusion que « la très grande majorité des propositions d'achat par des étrangers » *ne présentent absolument aucune menace plausible.* » (2013, 101)

3.1.4.2 Le secteur énergétique dans l'économie canadienne

Pour revenir sur le domaine de l'énergie dans l'économie canadienne, il est, comme en Russie, important. Le cadre légal entourant les opérations énergétiques est défini par la Loi sur les opérations pétrolières au Canada (LOPC) et la Loi fédérale sur les hydrocarbures (LFH), toutes les deux de 1985. (Gouvernement du Canada, 1985a et 1985b, Liste des lois et règlements, Dépôt en vertu de la LOPC/de la LFH ; Office National de l'Énergie, 2014a et 2014b) En 2011, le secteur des ressources naturelles a représenté 11,6% du PIB ¹⁴. (Government of Canada, Canada-China Economic Complementarities Study) Les secteurs minier, forestier et de l'énergie ont été les plus importants contributeurs à la balance commerciale du pays, avec 35,5% du commerce en 2011. (Ibid) En 2012, le Canada a produit une moyenne journalière de 3,38 millions de barils de pétrole et 13,9 milliards de pieds cubes de gaz. (Park, 2013) La contribution directe du secteur au PIB a été de 9,5% en 2012 et 9,6% en 2013, rapportant des recettes de 105,1 et 111,0 milliards de dollars, respectivement. L'IEA avançait des chiffres de l'ordre de 20% du PIB et de 50% des exportations en 2013. (2013f, 12)

L'importance de l'énergie s'explique par les réserves immenses dont dispose le pays, que ce soit en pétrole, en gaz ou encore en minerais. Pour ce qui est du pétrole, le Canada contrôlerait 12% des réserves établies, avec 175 milliards de barils.

¹⁴ Pour plus d'informations sur les pipelines et gazoducs du Canada, consulter les annexes B et C.

(Government of Canada, Canada-China Economic Complementarities Study) La production est passée de 3003 milliers de barils en 2003 à 3948 en 2013, avec une évolution de 6,0% de 2012 à 2013. (BP, 2014, 8) De cette production, 1,6 millions de tonnes ont été exportées en Chine, contre 154,5 aux États-Unis. (BP, 2014, 18)

Le gouvernement canadien rapporte qu'

En 2013, environ 71% de la production de pétrole brut au Canada a été exportée aux États-Unis et 2% a été exportée ailleurs à l'étranger à partir des terminaux sur la côte Est et la côte Ouest. (2014f)

Le pays exporte 70% de sa production de sa production quotidienne de 2,9 millions de barils. (Government of Canada, Canada-China Economic Complementarities Study) Pour ce qui est du gaz naturel, les réserves varient assez largement d'une estimation à l'autre. (Chong et Simikian, 2014, 2) Chong et Simikian, reprenant les mots de la Commission géologique du Canada, estiment les réserves à 4995 billions de pieds cubes. (2014, 3) Pour BP, les réserves canadiennes s'élevaient à 2,2 billions de mètres cubes en 1993, à 1,6 en 2003 et 2,0 à la fin de 2012. (2014, 20) Le Canada était en 2011, le quatrième plus gros exportateur de gaz au niveau mondial. (Government of Canada, Canada-China Economic Complementarities Study) Sa place restait inchangée en 2013. (BP, 2014, 22) La production canadienne a évolué de 184,7 milliards de mètres cubes en 2003, à 188,4 en 2006, à 154,8 en 2013. (BP, 2014, 22) Le déclin croissant de la production est encore visible pour la période 2012-2013, avec un recul de 0,5%. (BP, 2014, 22)

Le Canada possède également des réserves importantes de minerais :

Canada ranks among the world's leading producers of key metals and minerals, including nickel, aluminum, diamonds, zinc, cobalt, gold, copper and silver, and is the world's single largest potash producer. In addition, proven coal reserves are equal to over 100 years of current production. (Gouvernement du Canada, Canada-China Economic Complementarities Study)

Le Canada dispose donc d'une quantité de ressources considérables, et nous voyons l'importance et le poids de l'énergie pour le Canada et son économie. Pourtant le Nord canadien demeure faiblement énergétiquement développé. Les projets énergétiques dans l'Arctique canadien reste encore en faible nombre, et demeurent onéreux en raison du lent développement de la région. Le Canada reste donc pour le moment une puissance discursive de l'Arctique. Ainsi, les actions canadiennes tiennent plus du symbole, avec des exercices militaires et la présence de troupes, que de réalisations pratiques, comme un brise-glace nucléaires de dernière technologie ou une meilleure cartographie de la région. Cela n'empêche pas le gouvernement canadien d'avoir de l'ambition dans la région.

3.1.5 Les revendications canadiennes sous le régime de la CNUDM

L'ambition canadienne en Arctique s'exprime avant toute chose par sa souveraineté et l'expansion de celle-ci sous le régime de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer. Le Nord canadien contient assez de personnes pour assurer sans problème le maintien de la souveraineté. (Griffiths et al., 2011, 15) Ce n'est d'ailleurs pas cette partie de la souveraineté qui est remise en question, ce sont les frontières. (Griffiths et al., 2011, 16) :

With the exception of Denmark's assertion of ownership of Hans Island, no other actors in the international system challenge Canada's right to control its Arctic land mass. However, international challenges do emerge over Canada's claim to its Arctic maritime space. (Griffiths et al., 2011, 20)

Car le Canada cherche, tout comme la Russie, à accroître sa ZEE sur la base de la CNUDM. Le gouvernement a en 2014, par exemple, envoyé deux brise-glaces, le Terry Fox et le Louis S. St. Laurent, jusqu'au pôle nord pour cartographier la zone, et une autre mission du genre est prévue pour 2015 (Government of Canada, 2014e ; Makuch, 2014a ; Park, 2014 ; Pugliese, 2014b ; Williams, 2014) Quelques mois auparavant, le 6 décembre 2013, le Canada avait effectué un dépôt préliminaire partiel de son dossier auprès de la CLCS. (Government of Canada, 2014e et 2013c ; Pugliese,

2014b ; Trifunov, 2013 ; Williams, 2014) Le dépôt canadien était dû, comme le gouvernement canadien, et d'autres (Williams, 2014), l'indique :

Canada became party to UNCLOS on December 7, 2003. Under the terms of the convention, states parties have 10 years from the date they became party to the convention to file a submission with the Commission on the Limits of the Continental Shelf. States parties can satisfy the 10-year time frame in the convention by submitting preliminary information indicating an intention to file a submission.(2013c)

Le Canada a pour objectif de déposer des revendications ambitieuses auprès de la CLCS, et le manque de transposition du discours officiel à la réalité décrit par les observateurs pourrait nuire au projet canadien.

3.1.6 Le Canada dans la diplomatie régionale

Le Canada doit aussi, en tant que puissance arctique, prendre en compte les changements dans la région. L'arrivée de nouveaux acteurs dans la région, cherchant à profiter des opportunités se développant peu à peu en Arctique en est un excellent exemple. (Griffiths et al., 2011, 26) Le pays a ainsi salué l'entrée de la Chine au Conseil de l'Arctique, en mai 2013, comme Guy Saint-Jacques, Ambassadeur du Canada en Chine, l'a déclaré :

Alors que le Conseil de l'Arctique reste le principal organisme coopération internationale dans la région arctique, nous espérons que l'entrée de la Chine comme pays observateur au Conseil de l'Arctique accroîtra les possibilités d'engagement entre le Canada et la Chine sur les questions liées à l'Arctique.
(Gouvernement du Canada, 2013a)

Plus généralement, le Canada a toujours soutenu la coopération multilatérale en Arctique, que ce soit par l'instigation de l'AEPS, du Conseil de l'Arctique ou encore de la Déclaration d'Ilulissat. Le Canada, à l'instar de la Russie, est en faveur d'une prédominance des États circumpolaires, et surtout côtiers dans la gouvernance de la région. (Chase, 2014b) Cela s'est notamment remarqué lors de la rencontre organisée par le Canada entre les cinq, à Chelsea, en 2010. Néanmoins, depuis, la croissance du

nombre d'observateurs au Conseil de l'Arctique indique que le Canada a conscience du changement de statut de la région.

En observant le discours officiel canadien, les promesses et la diplomatie mis en œuvre en Arctique, nous pouvons avancer que l'Arctique est la priorité numéro un du pays. Il nous faut confirmer cela avec la réalité pratique du Canada dans le Nord, en conservant en fond les critiques liées au manque d'implémentation du discours canadien.

3.2 La relation sino-canadienne

3.2.1 Histoire récente de la relation bilatérale

Parlant de symbolique, nous allons maintenant se concentrer sur l'histoire de la relation bilatérale avec la Chine, qui en est fortement dotée. Les relations entre la Chine et la Canada remontent aussi loin que 1788, avec le commerce de la fourrure de loutre de mer. (Cao et Poy, 2011, 15) Ces racines lointaines n'ont que peu d'influence sur la relation d'aujourd'hui, contrairement à la figure symbolique qu'est Norman Béthune. Médecin canadien, il est considéré comme un héros en Chine en raison de l'aide qu'il a fourni au mouvement communiste à la fin des années 1930. (Government of Canada, Dr Norman Bethune ; The Canadian Encyclopedia, Henry Norman Bethune) À sa mort en 1939, « Mao Zedong rédige un hommage intitulé « En mémoire de Norman Béthune » dans lequel il lui rend hommage pour son don de soi et son dévouement au peuple chinois. » (Government of Canada, Dr Norman Bethune)

En se rapprochant un plus de nos jours, nous pouvons retracer l'histoire de la relation bilatérale à partir de 1958. Cette année-là, une famine terrible ravageait la Chine. À l'inverse, le Canada disposait de surplus important de blé, qu'il a vendu à la Chine. (Cao et Poy, 2011, 34 ; Gouvernement du Canada, Canada-China Economic Complementarities) Par la suite, Pierre-Elliott Trudeau a voulu que l'on repense la politique étrangère canadienne, après son arrivée au pouvoir en 1968. (Cao et Poy,

2011, 15) Cette volonté a conduit le gouvernement canadien à renouer des relations avec Beijing. (Gouvernement du Canada ; Les relations diplomatiques Canada-Chine) Ces reconsidérations ont entraîné une action qui était pour le moins controversée au Canada (Cao et Poy, 2011, 33) : le Canada a instauré des relations diplomatiques avec la République Populaire le 13 octobre 1970. (Gouvernement du Canada, Les relations diplomatiques Canada-Chine et Canada-China Economic Complementarities ; Canadian International Council, 2011, 69, 282 ; Cao et Poy, 2011, 1, 34) Le Canada ne s'est pas limité à la mise en place de relations diplomatiques. Il a assisté la Chine à son entrée à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International. (Cao et Poy, 2011, 48) Puis, après que la République Populaire soit devenue le représentant officiel à l'ONU en 1971 (Cao et Poy, 2011, 1), les échanges diplomatiques se sont accélérés. En 1972,

Le ministre des Affaires étrangères du Canada Mitchell Sharp a dirigé une délégation commerciale canadienne en Chine, et il y a rencontré le Premier Ministre Zhou Enlai. M. Sharp s'est également rendu à Shijazhuang où il a reconnu la contribution significative de Norman Bethune relations Canada-Chine. (Gouvernement du Canada, Les relations diplomatiques Canada-Chine)

Trudeau effectue une visite en Chine en 1973. Celle-ci est d'une symbolique forte (Cao et Poy, 2011, 36) :

En 1973, Pierre Elliott Trudeau a été, en tant que Premier Ministre du Canada, le premier à effectuer une visite officielle en République populaire de Chine, ce qui a posé les assises de l'énorme croissance qui en a découlé pour les relations Canada-Chine. Cette croissance se poursuit encore aujourd'hui. (Gouvernement du Canada ; Les relations diplomatiques Canada-Chine)

La même année, un Accord Commercial est signé entre les deux pays (Gouvernement du Canada, Canada-China Economic Complementarities), comprenant la clause de la nation la plus favorisée. (Government of Canada, Canada-China Economic Complementarities) Six années plus tard, en 1979, une ligne de crédit de deux milliards de dollars est accordée à la Chine par le Canada. (Cao et Poy, 2011, 37) La même année,

Canada added China to the list of countries eligible for its General Preferential Tariff, a unilateral tariff treatment that specifies lower than most-favoured-nation rates on a range of products in order to help promote developing country economic growth and export diversification. (Government of Canada, Canada-China Economic Complementarities)

Nous voyons donc qu'entre l'arrivée de Trudeau au pouvoir en 1968 et 1979, les relations entre le Canada et la République Populaire se sont vraiment développées. Et ce malgré les difficultés internes chinoises. De plus, les entreprises canadiennes, même si elles n'ont pas laissé d'empreintes significatives, sont présentes depuis la décennie 1970. (Cao et Poy, 2011, 270) Or, durant la décennie 1970, il semblerait que les efforts consentis par le Canada ne lui aient pas permis d'avancer ses intérêts comme ses dirigeants l'auraient souhaité. (Cao et Poy, 2011, 37)

Malgré cela, un programme d'aide est lancé à l'Ambassade du Canada en Chine en 1981 (Cao et Poy, 2011, 37), et en 1983 un accord de coopération pour le développement est signé, ce que Mao avait toujours refusé. (Ibid) De plus, c'est à cette période que la relation bilatérale d'investissement a débuté. (Gouvernement du Canada, Canada-China Economic Complementarities) Elle n'a cessé de se renforcer depuis. Cet ensemble de facteurs positifs a fait que la Chine était le cinquième partenaire commercial du Canada en 1985. (Cao et Poy, 2011, 47) Un certain ralentissement va s'opérer à partir de ce moment-là. Tout d'abord, pour Mulroney, au pouvoir de 1984 à 1993, la Chine n'était pas un dossier prioritaire. (Cao et Poy, 2011, 49) Deuxièmement, les événements de la Place Tiananmen refroidissent les relations politiques et économiques de manière conséquente. (Cao et Poy, 2011, 20-21 et 38 ; Manicom et O'neil, 2011, 204 ; Webster, 2010, 45 et 48) Cet épisode tragique entraîne également un renfermement de la Chine sur elle-même pendant quelques années, ce qui a évidemment eu une incidence négative sur la relation bilatérale.

3.2.2 Diplomatie dans la relation bilatérale

3.2.2.1 Après 1990

La relation a toutefois continué son développement dès 1991, année pendant laquelle l'investissement canadien en Chine a doublé. (Cao et Poy, 2011, 26) Le niveau d'échange bilatéral était ainsi de 4,6 milliards de dollars en 1992. (Ibid) Le Canada, acteur respecté en Asie durant les années 1990 (Asia Pacific Foundation of Canada, 2012, 11), ne s'est pas arrêté là. Chrétien a mené des 'Équipe Canada' en Chine en 1996, 1998 et 2001. (Cao et Poy, 2011, 37) Chrétien s'est également entendu avec Zemin en 1997 sur le 'Trans-Century Partnership'. (Canadian International Council, 2011, 121 ; Cao et Poy, 2011, 28 et 67-68) En termes économiques, pour la même année, 0,93% des exportations canadiennes sont allées à la Chine, représentant 1,41% des importations chinoises. (Cao et Poy, 2011, 41) Autant dire que l'influence économique canadienne en Chine n'était que très faible. La symbolique semble avoir largement dépassé les avancements concrets tout au long de l'évolution de la relation bilatérale. Ainsi, le Canada dans son entièreté a été reconnu en Chine à travers un homme, les discours respectifs ont caché les problèmes internes et la relation économique a été mise au second plan derrière une volonté projetée.

Une anecdote comportant également une symbolique forte pour l'Arctique canadien s'est déroulé en 1999, quand

Le *Xue Long* (Dragon des neiges), un navire chinois de recherche arctique, est arrivé à Tuktoyaktuk (T.-N.-O.) à l'embouchure du Mackenzie. C'était, dans l'Arctique, le premier voyage de ce navire, qui avait été largement utilisé dans les eaux de l'Antarctique. (Huebert, 2012b, 1)

Après l'entrée dans le nouveau millénaire, Chrétien et Wen Jiabao mettent en place en 2003 des 'strategic working groups'. (Canadian International Council, 2011, 121 ; Cao et Poy, 2011, 28 et 67-68) L'année suivante, la visite de Hu Jintao à Paul Martin a pour résultat le 'Strategic Partnership'. (Canadian International Council, 2011, 20, 121 et 389 ; Cao et Poy, 2011, 28 et 67-68) Or, après tout le travail diplomatique effectué

des deux côtés, le ministère canadien des affaires étrangères et du commerce international (DFAIT) a engagé la discussion sur les droits de la personne en 2005, après l'avoir déjà fait en 1996 (Manicom et O'neil, 2011, 206 et 208), ce qui a affaibli la position canadienne sans résultat probant. (Webster, 2010, 44)

3.2.2.2 2006 : l'arrivée de Harper au pouvoir

Or, en 2006, une nouvelle approche a été adoptée envers la Chine avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement conservateur au Canada. M. Harper, fraîchement arrivé au pouvoir, va refroidir considérablement les relations politiques. (Toronto Star, 2011) Le Canadian International Council qualifie ainsi cette période de « "cool politics, warm economics". » (2011, 20) Il était alors évident que le gouvernement Harper ne montrait que peu de respect à l'égard des traditions libérales de politique étrangère. (Canadian International Council, 2011, 34 ; Cao et Poy, 2011, 63 ; Webster, 2010, 50) Le comportement des conservateurs étant doublé par une vision négative de la Chine. (Canadian International Council, 2011, 34 et 155) La réelle rupture dans la politique canadienne sur la Chine se situait non pas dans le domaine économique, mais bel et bien dans le domaine politique. Ainsi, « cool politics was the innovation. » (Canadian International Council, 2011, 21) Malgré tout, le Canada n'a pas poussé sa nouvelle position jusqu'à une remise en cause de sa position par rapport à Taïwan. (Canadian International Council, 2011, 391) Ce rafraîchissement politique des relations en 2006 s'est produit alors que le Canada a lancé la même année son « Asia-Pacific Gateway and Corridor Initiative [APGCI] » (Canadian International Council, 2011, 391) :

En octobre 2006, le Canada a lancé l'Initiative de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique, une harmonisation sans précédent des investissements des secteurs public et privé visant à renforcer la position du Canada en tant que point d'accès rapide, efficace et sûr entre l'Amérique du Nord et l'Asie.
(Gouvernement du Canada, 2014d, 52)¹⁵

¹⁵Pour plus d'informations sur le sujet, consulter les pages du gouvernement du Canada. (APGCI ; Audit of the Asia APGCI ; Canada's Asia-Pacific Gateway)

Quoi qu'il en soit, la Chine a été largement ignorée lors des premières années de Harper au pouvoir (Robertson, 2011, 67) et cela a engendré une détérioration de la relation entre les deux pays. (Canadian International Council, 2011, 157)

3.2.2.3 Le tournant de 2009

Trois ans plus tard, en juin 2009, le Ministre chinois Yang Jiechi a, invité M. Harper à faire une visite en Chine. (Cao et Poy, 2011, 32) L'invitation a reçu une réponse positive, et le Premier Ministre canadien s'est rendu en Chine du 2 au 6 décembre de la même année :

Premier Wen and I have had a positive meeting - just as President Hu and I did earlier today - and I want to thank both of them for their warm hospitality. This is a significant new era in our bilateral relations. (Prime Minister of Canada, 2009)

Cette visite est considérée par de nombreux observateurs comme un véritable revirement. (Canadian International Council, 2011, 23 et 157 ; Cao et Poy, 2011, 67 ; The Canadian Press, Canada-China Relationship improving, Baird says ; Toronto Star, 2011) Si aucune explication officielle n'a été révélée sur ce revirement politique, la politique interne ainsi que la politique extérieure permettent de trouver de bons indices. À l'intérieur du pays, la position canadienne sur la Chine avait certainement un impact sur le vote chinois au Canada. (Canadian International Council, 2011, 24) Les autorités canadiennes ont également dû reconsidérer leur opinion en raison de la montée de la Chine, devenant un acteur prépondérant sur la scène internationale. (Canadian International Council, 2011, 24) Cette visite a entraîné des déclarations, de nombreuses ententes et des mécanismes bilatéraux (Canadian International Council, 2011, 23 ; Robertson, 2011, 67), dont le Canada-China Joint Statement. (Prime Minister of Canada, Canada-China Joint Statement et 2010 ; Gouvernement du Canada ; Canadian International Council, 2011, 23) Le document aborde les trente-neuf années de relations diplomatiques, l'importance de chacun dans la région Asie-

Pacifique. Il porte également sur le futur de la relation et son renforcement politique, diplomatique et économique :

The two sides were in agreement that strong economic and trade complementarity exists between Canada and China. Practical cooperation should be enhanced to promote increased trade and investment between the countries. The two sides reiterated their commitment to maintaining an open investment and trade policy, opposing protectionism in all its manifestations, reducing barriers to investment, and encouraging cooperation between enterprises of the two countries. Canada welcomes investment from China.
(Art. 7)

La visite de 2009 a donné une impulsion impressionnante à la relation bilatérale. Ainsi, en plus des ententes, les deux pays ont fait des efforts diplomatiques conséquents. Pour la seule année 2010, pas moins de treize ministres canadiens ont voyagé en Chine. (Canadian International Council, 2011, 157) Du côté chinois, Hu Jintao a visité le Canada en 2010, et cela a conduit à un rehaussement de la projection du volume d'échange bilatéral à 60 milliards US\$ pour 2015. (Gouvernement du Canada ; Canadian International Council, 2011, 282 ; Cao et Poy, 2011, 70 ; Robertson, 2011, 67) Cette dynamique s'est poursuivie les années suivantes. Le 29 juin 2011, M. Baird déclarait que la Chine est « a clear priority for our government and our economy. » (Canadian International Council, 2011, 26) Toutefois, il ne considérait pas encore la Chine comme une « "alliée" ». (Robertson, 2011, 67 ; Government of Canada, Minister Baird Completes Successful China Visit) Or, le Canadian International Council avançait en 2011 que la Chine cherchait un « ami » dans le monde occidental et les auteurs percevaient le Canada comme possible acteur assumant ce rôle. (160) Le renforcement politique a continué en 2012 avec une deuxième visite de M. Harper, qui a fait avancer la coopération dans le domaine énergétique. (Gouvernement du Canada) Cette visite a aussi eu pour résultat la publication d'une « Joint List of Outcomes of Canadian Prime Minister Stephen Harper's Visit to China » (Embassy of the People's Republic of China in Canada, 2012) Une nouvelle version, intitulée « Canada-China Joint List of Outcomes 2014 » sur

le site internet du Premier Ministre canadien, a été publiée après la récente visite de Stephen Harper en Chine du 6 au 10 novembre 2014. (2014)

Enfin, si nous devons réduire la relation bilatérale depuis le revirement de 2009 et ce nouveau momentum (Canadian International Council, 2011, 26), nous emprunterions sûrement les mots de Paltiel : « The change has been gratifying and impressive. » (2012, 267)

3.2.3 La sécurité dans les relations sino-canadiennes

Il nous faut maintenant aborder le facteur sécuritaire dans la relation bilatérale entre la Chine et le Canada. Les deux pays, séparés par un océan, n'ont ni développé de relations approfondies ni connu de grandes tensions qui mériteraient mention ici depuis 1945. Les légers soubresauts au sein de la relation bilatérale s'expliquent par conséquent soit par des actions symboliques menées par l'un des deux pays et déplaisant à l'autre, comme les actions du Canada en faveur des droits de l'Homme en Chine, soit par des événements extérieurs à la relation bilatérale, tels que le vote de non-intervention en Syrie en 2012 ou la crise ukrainienne.

Au-delà de cette dichotomie, la relation sino-canadienne est influencée par un facteur extérieur prépondérant : la dépendance américaine du Canada. Jack Granatstein aborde par exemple la question de l'entrée en guerre du Canada. Il remarque que « A nation such as Canada has never gone to war in its own national interests [...], but only to advance or protect the interests of its colonial masters (Britain) or its allies (the United States). » (2011, 2) Cela se situe dans la lignée de ce qu'a pu avancer McDonough sur la seconde moitié du XXème siècle. (2012) « In other words, Canada [...] has always served the Grand Strategy of others. » (Granatstein, 2011, 3) Cela constitue une première marque d'influence des États-Unis sur le Canada.

Le Canada est enfin, avec la Grande-Bretagne, l'allié militaire le plus proche des États-Unis. Rappelons l'importance des américains dans le développement du Nord canadien pendant la Guerre Froide. De nos jours, les États-Unis ne sont plus autant

présent en Arctique, mais les menaces à la sécurité nationale canadienne en Arctique, surtout quand elles proviennent de Russie, affectent également les États-Unis. Au niveau global, les deux pays ont coopéré en Irak de 2004 à 2013, en Afghanistan et dans de nombreuses autres régions. Par conséquent, et sans grande surprise, nous pouvons facilement conclure que la Canada demeure une puissance dépendante des États-Unis.

La crise ukrainienne de 2014 est un autre facteur extérieur à la relation sino-canadienne, qui montre la différence de positionnement entre les deux pays. Si, comme nous l'avons vu dans le chapitre sur la relation sino-russe, la Chine est restée relativement neutre, conformément aux principes de sa politique extérieure, le Canada a été très actif. Le Canada a, en effet, adopté une position très dure à l'encontre de la Russie, dont l'évolution est disponible sur le site du gouvernement. (Canada's Ongoing Support for Ukraine) Ce dernier qualifie la situation de « Russian military aggression and illegal occupation ». (Government of Canada, Canada's Response to the Situation in Ukraine) Aussi,

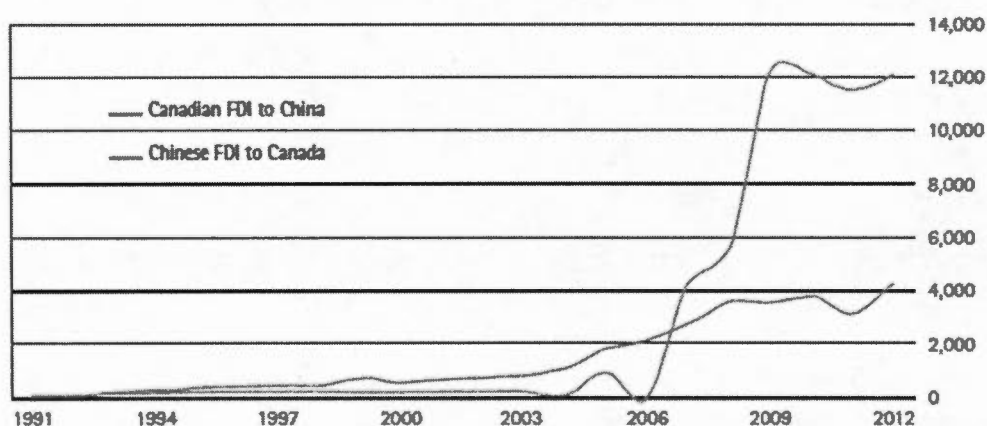
The Government of Canada is committed to supporting Ukraine during this important period of transition. Until Russia clearly demonstrates its respect for Ukraine's sovereignty and territorial integrity, Canada will continue to work with its allies and like-minded countries to apply pressure that will further isolate Russia economically and politically.(Ibid)

Cette position canadienne ne va probablement pas encourager le développement de relations approfondies avec la Chine pour qui le respect de la souveraineté est primordial, même si cette dernière fait preuve d'un pragmatisme certain dans la poursuite de son intérêt économique. C'est justement le volet économique que nous allons étudier dans la prochaine section.

3.2.4 Les relations commerciales et d'investissement sino-canadiennes

3.2.4.1 L'investissement au niveau bilatéral

Sur le plan économique, la relation n'a pas connu de remous particulier sur la période 2006 et 2009, et a donc continué son développement, à la fois en termes d'investissements et de commerce bilatéral. En pratique, pour ce qui est de la relation sino-canadienne en matière d'investissement, l'Asia Pacific Foundation of Canada a publié un excellent graphique de Statistiques Canada (2013a, 9) :



Source: Statistics Canada, Table 376-0051. Accessed September 30, 2013

3. 1 Canada-China Two-way investment. 1991-2013, (C\$M)

Nous voyons clairement apparaître deux dynamiques assez différentes. Le Canada a continué sa croissance régulière de l'investissement en Chine après 2006, malgré une légère stagnation à partir de 2009. À l'inverse, après 2006, l'investissement chinois au Canada, quasiment nul avant 2006, s'est envolé entre 2006 et 2009 avant de se stabiliser. Il nous faut évoquer ici quelques chiffres plus précis. En 2010, l'investissement chinois au Canada était de 14 milliards de dollars. (Poon, 2012, 325) En 2011, il était de 10,7 et constituait la huitième source extérieure au Canada.

(Sanders, 2013, 230) À l'inverse, l'investissement canadien en Chine s'élevait à 5 milliards de dollars en 2010(Poon, 2012, 325), et 8,3 en 2011 (Sanders, 2013, 230) Aussi, en 2010, l'investissement canadien à l'étranger se découpait entre 250 milliards de dollars aux États-Unis, 157 en Europe et seulement 55,2 en Asie. (Asia Pacific Foundation of Canada, 2012, 15)

Il ne faut pas oublier la place de l'énergie. Car, comme le rappelle Walker : « Chinese companies have invested more than \$30 billion in Canada's energy industry alone, while Canadian investment in all Chinese sectors totaled \$4.2 billion in 2012. » (2014)Tom Levitt, repris par Kopra, écrit que « China has also invested heavily in Canada's tar sands. » (2013 ; Kopra, 2013, 115) Virtanen évoque pour sa part que

Chinese investments in Canada have grown significantly, with Chinese state-owned companies purchasing minority and controlling stakes in multiple Canadian oil and gas projects worth U.S. \$16 billion in 2010 and 2011 combined. (2013, 55)

Depuis 2009, quatre cas d'investissements chinois dans l'énergie canadienne ont particulièrement marqué les esprits : Sinopec avec 8,3 milliards de dollars en juin 2009 pour acquérir l'Addax Petroleum Corp. ; La China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) avec 2,1 milliards de dollars en juillet 2011 pour racheter Opti Canada ; PetroChina en janvier 2012 avec 680 millions de dollars à l'Athabasca Oil Sands Corp. pour un contrôle total de certains secteurs ; et en février 2013, la CNOOC rachetant Nexen pour 15,1 milliards de dollars.(Asia Pacific Foundation of Canada, 2013a et 2013c, 29 ; Jiang, 2010 ; Zhang, 2012) Ce dernier développement a particulièrement animé la discussion au Canada, et ailleurs, sur la présence chinoise.(Alini, 2012 ; Asia Pacific Foundation of Canada, 2013a, 29 et 2013c ; CBC News, 2012a et 2013d ; Cotler, 2013 ; Guo et Van Loon, 2012 ; Hall et al., 2012 ;Jiang, 2010 ; Krugel, 2013 ; Lewis, 2014 ; Rocha, 2013 ; The Huffington Post ; Vanderklippe, 2013) Krugel résume d'excellente manière la polémique : « The CNOOC-Nexen deal touched off a great deal of controversy about what degree

foreign state-owned control of Canadian resources is acceptable. » (2013) Le grand intérêt entourant cet investissement s'explique par le fait qu'il s'agissait de la plus grosse acquisition chinoise à l'étranger, comme Hall, Welsch et Dezember le décrivent :

Cnooc Ltd. swept into Canada with China's biggest overseas acquisition yet, a \$15.1 billion deal to buy one of that country's largest energy producers that reignites a debate over the role of Chinese state players in North America's energy industry. (2012)

Il faut rappeler que les États-Unis avaient rejeté une proposition de la CNOOC en 2005 de rachat d'Unocal pour 18 milliards de dollars. (Guo et Van Loon, 2012 ; Hall et al., 2012 ; Rocha, 2013)¹⁶

3.2.4.1.1 L'Accord de protection de l'investissement sino-canadien

Pour terminer sur l'investissement bilatéral, abordons l'accord de protection de l'investissement (Foreign Investment Promotion and Protection Agreement) (FIPA) bilatéral qui a commencé à être négocié en 1994. (Fekete et Kennedy, 2012 ; Lui Currier et Doraaj, 2011, 183) Après dix-huit années de discussions, le traité a finalement été signé à Vladivostok en 2012. (Araujo et Cardenal, 2013 ; Asia Pacific Foundation of Canada, 2013c ; Government of Canada, 2012a ; Lunn, 2014 ; Prime Minister of Canada, 2012 ; Tencer, 2014 ; Walker, 2014) Si les Chinois l'ont rapidement ratifié, le Canada a mis un certain temps à agir. (Tencer, 2014) L'opposition politique et civile à l'entrée en vigueur du document explique en partie ce délai. Le NPD était féroce opposé au projet des conservateurs. (CBC, 2013 ; Lunn, 2014) De même, le groupe Hupacasath des Premières Nations, en Colombie-Britannique, s'est rendu à la Cour Suprême de la Colombie-Britannique (CBC, 2013 ; Le Conseil des Canadiens ; Lunn, 2014 ; Tencer, 2014), et leur requête a été rejetée.

¹⁶Pour plus d'informations sur l'historique récent des investissements chinois au Canada dans le secteur énergétique, consulter l'Asia Pacific Foundation of Canada (2013c), Jiang (2010) et Zhang (2012)

Ils ont fait appel et le dossier est maintenant à la Cour d'Appel Fédérale. (Tencer, 2014) Il semblerait que la transparence n'ait pas été au cœur du processus de signature et de ratification. (Mas, 2013) Brown rapporte par exemple que « The government [...] gave a briefing to the parliamentary trade committee for one single hour in October 2012. » (2014 ; Tencer, 2014) Mas rappelle le point de vue des conservateurs sur le sujet :

Conservatives have pointed out that the FIPA with China didn't have to be debated in Parliament because treaty making is a royal prerogative and as such can become law through a cabinet order-in-council after sitting in Parliament for no less than 21 days after being tabled on Sept. 26, 2012. (2013)

Il aura fallu deux autres années avant sa ratification le 12 septembre 2014, et son entrée en vigueur, le 1^{er} octobre. (Le Conseil des Canadiens ; Lunn, 2014 ; Walker, 2014) Le document est doté d'une force légale pour une durée de 31 ans, soit jusqu'en 2045. (Brown, 2014 ; Le Conseil des Canadiens ; Lunn, 2014 ; Walker, 2014) Il ne peut être annulé qu'après un minimum de quinze ans, et si cela advenait, les compagnies chinoises opérant au Canada à ce moment-là verraient leurs droits prolongés pour quinze autres années. (Tencer, 2014) Enfin, un nombre important d'observateurs considèrent l'accord comme favorisant plus la Chine que le Canada. (Brown, 2014 ; Tencer, 2014 ; Walker, 2014) Araujo et Cardenal parlent d'une « remarkably generous investment protection to the Chinese. » (2013)

L'accord a été critiqué par de très nombreux observateurs et politiques canadiens. Le NPD a publié un communiqué disant que « The agreement will give China's state-controlled companies the same protection under the law as private Canadian companies. » (Lunn, 2014) La dirigeante du Parti Vert, Elizabeth May, a qualifié le FIPA de « sell out ». (Green Party of Canada, 2014 ; Lunn, 2014) Gus Van Harten considère que le Canada sortira du deal « on the losing side ». (Mas, 2013) À l'inverse, d'autres défendent le texte et les opportunités qu'il rend possible pour le Canada. Ed Fast, Ministre du Commerce International, en est le meilleur exemple :

Investment agreements provide the protection and confidence Canadian investors need to expand, grow and succeed abroad. We remain committed to opening new markets around the world for Canadian companies, including in the fast-growing Asia-Pacific region. This FIPA will create jobs and economic opportunities for Canadians in every region of [China]. (Walker, 2014)

Stephen Gordon, dans un article intitulé *Don't fear the FIPA*, examine l'accord et ses implications. Il répond aux diverses critiques faites aux FIPAs d'excellente manière. (2014) Il est certain qu'il est encore bien trop tôt pour conclure sur l'impact de cet accord de promotion des investissements au niveau bilatéral. Nous pouvons toutefois avancer qu'il peut et pourra servir de base à un rapprochement économique encore plus étroit.

Les deux pays ont entretenu une croissance des échanges bilatéraux depuis 2006, et même longtemps avant cela. L'année de l'arrivée de Stephen Harper au pouvoir, les importations canadiennes en provenance de Chine s'élevaient à 34 milliards de dollars, et les exportations canadiennes à destination de la Chine étaient de 7 milliards de dollars. (The Asia Factor) Le Japon était alors encore la destination primaire des exportations canadiennes en Asie. (The Asia Factor) Cela a beaucoup changé, comme le tableau que vous trouverez à l'annexe D portant sur les exportations et importations canadiennes pour les années 2009 à 2013 le montre (Factsheet, China)

Ainsi, en 2011, la croissance des exportations canadiennes en Chine, de 15.1%, a été plus rapide que celle des importations canadiennes chinoises, à 5,3%. (Gouvernement du Canada, 2013b, 15) Or, en valeur, l'augmentation a presque été équivalente de part et d'autre. (Gouvernement du Canada, 2013b, 15) Les échanges énergétiques étaient également en hausse, comme le note le gouvernement du Canada :

Over the past decade, Canada-China natural resources trade has grown at an annual average of 29.1%, a rate that surpassed each country's resources trade growth with the rest of the world. In 2011, bilateral natural resources trade reached an all-time high of US\$15.9 billion and represented 22.7% of total Canada-China merchandise trade. Nonetheless, Canada-China trade in natural

resources still makes up only 4.3% of Canada's and 1.9% of China's global natural resources trade. (Government du Canada, c)

En 2012, le commerce bilatéral entre la Chine et le Canada a continué de croître, avec une croissance de 7,8% à 70,1 milliards de dollars. (Gouvernement du Canada, 2013b, 15) La même année, la Chine est devenue le deuxième marché d'exportation du Canada, avec des exportations pour 19,4 milliards de dollars. (Gouvernement du Canada, 2013b) Les principaux secteurs d'exportations ont été entre autres les minerais, scories et cendres (1^{er}), les combustibles et huiles minéraux (4^{ème}). (Gouvernement du Canada, 2013b, 16) Or, les importations en provenance de Chine, de 50,7 milliards de dollars, ont engendré un déficit commercial de 31,4 milliards de dollars. (Gouvernement du Canada, 2013b, 15) En 2013, les exportations canadiennes en Chine se sont élevées à un peu plus de 20 milliards de dollars, et les importations en provenance de Chine ont compté pour 52 milliards. Cela correspond à un déficit commercial de 32 milliards pour le Canada. (Asia Pacific Foundation of Canada, Canada's Bilateral Trade with Asia Pacific)

Si le déficit commercial avec la Chine est quasiment impossible à résorber, en raison du poids économique chinois dans l'économie mondiale, les exportations canadiennes en Chine ont augmenté en moyenne de 16% entre 2006 et 2012, quand elles ne progressaient que de 0,5% dans le monde. (Gouvernement du Canada, 2013b, 15-16) L'évolution de la relation commerciale bilatérale a été considérable. Les exportations canadiennes en Chine ont quasiment triplées, tandis que les importations en provenance de Chine ont augmenté de plus de 50%.

Or, même si les chiffres n'ont cessé d'augmenter entre les deux pays, la part relative de chacun dans le commerce mondial a connu une évolution largement différenciée au cours de vingt dernières années. En se basant sur les chiffres de l'OMC (2013, 22 et 23), nous avons construit le tableau suivant que vous trouverez à l'annexe E. Ainsi, la part canadienne au sein du commerce mondial a décru alors que celle de la Chine a quadruplé au cours des deux dernières décennies. Cela nous amène à considérer la

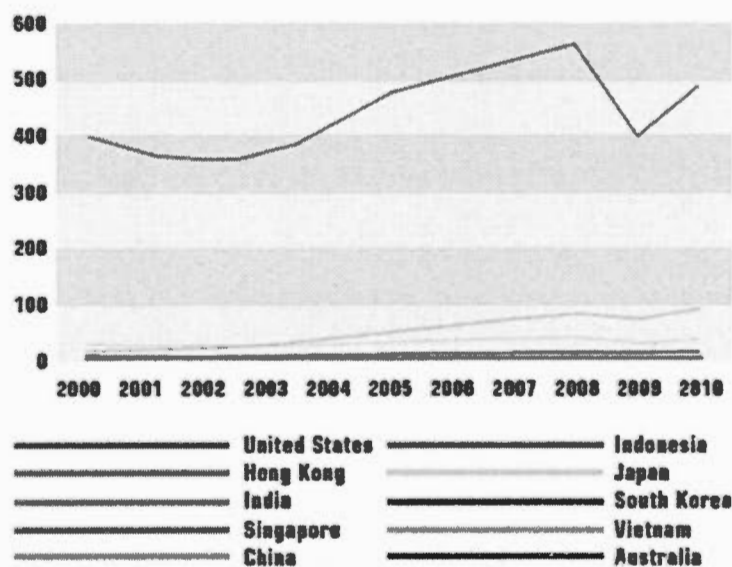
relation bilatérale comme étant inégale sur de nombreux points. Démographiquement, l'ensemble du Canada représente la population de certaines villes Chinoises. Économiquement, la puissance canadienne ne peut rivaliser avec celle de la Chine. Malgré tout, le Canada est un pays occidental conservant un attrait certain et possédant des ressources naturelles attrayantes pour la Chine.

Car l'énergie est bien le principal atout de la relation bilatérale économique. Le Canada est riche en ressources, pas la Chine. (Canadian International Council, 2011, 284 ; Lin et Roussel, 2012, 1 Wright, 2011, 1) Chen écrit que « in the trade area, Canada's strengths match up extremely well with China's needs. » (2010, 15) Et en effet, le besoin croissant d'énergie chinois constitue une opportunité unique dont le Canada peut prendre avantage et bâtir une relation solide. (Cao et Poy, 2011, 277) Cela bénéficierait d'autant plus au Canada que le secteur des ressources naturelles a, par exemple, contribué à 11,6% du PIB en 2011. (Gouvernement du Canada, Canada-China Economic Complementarities Study) Il est alors logique que les Canadiens s'intéressent à l'Asie, dont l'Asia Pacific Foundation of Canada a recensé l'avis, sont en faveur de l'exportation de pétrole et de gaz en Asie. (2013b, 1) De même, « Taking policy steps today to orient the Canadian economy towards Asia could pay significant dividends in future decades. » (Palamar et Jardine, 2012, 255) Or, il semblerait que pour la Chine, les ressources canadiennes étaient encore, en 2011, largement minoritaires au sein de son champ d'importation global. En effet, 88% des importations chinoises en pétrole proviendraient de la Russie, de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et de l'Afrique. (Canadian International Council, 2011, 284) Il ne reste donc qu'une place minoritaire pour le Canada. Par ailleurs, en raison de la montée des entreprises énergétiques chinoises sur la scène mondiale, les bourses canadiennes que sont le TSX et le VSX ont besoin de ces acteurs grandissant. (Canadian International Council, 2011, 129)

Les possibilités existent donc de manière théorique. Pour résumer la situation sino-canadienne dans le domaine énergétiques, contrairement à la Russie, le Canada n'a

pas de grands partenariats d'investissements ni de grands contrats d'exportation de gaz ou de pétrole. Les échanges énergétiques, du Canada vers la Chine, se résument à des flux sporadiques. De même, les investissements chinois dans le domaine énergétique canadien n'ont pas pour objet l'apport de capital afin de développer des projets mais bel et bien le rachat de compagnies canadiennes, comme dans le cas de Nexen.

Pour le moment, le Canada, comme l'écrit Huebert, le Canada dépend lourdement des États-Unis et devrait diversifier ses marchés. (2012b, 6) Dobson a dans son texte un graphique plus qu'éloquent (2011, 14) :



3. 2 Total Canadian Trade with Major Trading Partners and Selected Asian Economies, 2000-2010

3.2.5 Quel futur pour la relation bilatérale Chine-Canada ?

Au-delà même de la dépendance aux exportations américaines pour le Canada, les négociations commerciales en cours afin d'établir de grands partenariats nous permettent d'observer la position différente dans leur stratégie commerciale du Canada et de la Chine. Pour ce qui est du Trans-Pacific Partnership (TPP) (Government of Canada, Trans-Pacific Partnership (TPP) Free Trade Negotiations ;

The Canadian Press, 2014e ; The Council of Canadians, TPP In Depth) et du Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) (Hiebert et Hanlon, 2012 ; Sinha et Nataraj, 2013), Stephens apporte des précisions :

The TPP is a high standard, modern agreement among twelve countries on both sides of the Pacific led by the United States but does not include China. The RCEP is less ambitious but nevertheless a reasonably comprehensive agreement among the ten ASEAN countries and ASEAN's six partners, dominated by China, but doesn't include the United States. (2014)

L'avancement de l'une ou de l'autre de ces négociations aura des conséquences sur les relations entre les différents pays présents, ou non. L'absence de la Chine est par exemple un des principaux points de discussion sur le TPP. Pour la relation qui nous intéresse, l'accord FIPA ratifié récemment par le Canada met à l'abri de possibles turbulences les échanges entre les deux pays. Le moment de la ratification indique une volonté d'action retrouvée pour le Canada, en comparaison à une continuation, un allongement des négociations multilatérales.

Il nous faut désormais remonter de quelques années, afin de montrer l'évolution du Canada depuis. De nombreux observateurs ont émis des critiques, parfois sévères et acerbes, sur le comportement du Canada en Asie, et donc en Chine. En 2011, Cao et Poy écrivaient que « The perception is that Canada is not sufficiently committed to China for Canada to completely fulfill its interests. »⁽³²⁾ Pour de nombreux observateurs, dont Cao et Poy, après plus de 40 ans de relation, le rapport ne devrait plus être de professeur à élève mais d'égal à égal. (2011, 277) Cela semble encore loin d'être le cas pour le Canada. Difficile pour le Canada, qui vendait il y a moins de cinquante ans de cela du blé à un pays en famine, qui a fourni de l'aide, qui a accompagné la Chine dans son développement et son entrée dans les principales organisations internationales, de reconnaître le changement total de paradigme du rapport de puissance entre les deux pays. Paltiel considérait d'ailleurs en 2012 que la relation bilatérale est « poorly institutionalized » (268), en ce que peu de mécanismes

institutionnels la structurent. Cela était également révélateur d'une préférence canadienne que McDonough décrit d'excellente manière :

Yet Ottawa strongly prefers placing ties with the United States within a multilateral framework, at least when cooperating beyond the confines of North America. So the prospect of operating in a strictly bilateral setting [in Asia] might not be so appealing. (2013, 175)

Dès lors, il n'est que guère étonnant que le Canada continuait d'être moins performant que d'autres économies, comme Manicom et O'Neil ont pu l'écrire (2011, 205), ni que le Canada n'était que très rarement évoqué comme un des partenaires clés de la Chine. (Canadian International Council, 2011, 117) Aussi, Paterson dressait le constat que, si les Canadiens ne sont pas capables d'avoir de meilleures discussions sur l'Asie, ils vont définitivement rater une opportunité en or pour leur économie. (Paterson, 2013) Finalement, pour l'Asia Pacific Foundation of Canada, « Despite recent large inflows of Chinese investment, we cannot take for granted that Canada is an attractive destination for Chinese companies. » (2013c, 28)

Après avoir remarqué toutes ces limites, datant de quelques années, une recension des diverses propositions formulées par les observateurs canadiens s'impose. Premièrement, un changement idéologique de grande ampleur était demandé, (Asia Pacific Foundation of Canada, 2011, 9 ; Asia Pacific Foundation of Canada, 2012, 19 ; Barton et al., 2012 ; Palamar et Jardine, 2012, 256), car « success in Asia takes a whole-of-country approach. » (Asia Pacific Foundation of Canada, 2012, 6) Il serait ainsi nécessaire que pour le Canada de ne plus percevoir la Chine comme une puissance immorale, mais comme un acteur doté d'une économie en expansion dont le Canada pourrait profiter. Deuxièmement, la Chine devait devenir un des piliers principaux, voir l'axe majeur pour certains de la stratégie canadienne en Asie (Paterson, 2013), comme le montre clairement cette citation de Chin : « The Asia strategy should be built on five features. *First*, it should be anchored on China. » (2011) Aussi, quand Dawson écrit que le Canada est sûrement trop petit pour

négocier un accord avec la Chine (2012, 3), Dobson pense qu'il s'agirait de la meilleure option. (2011, 26) Campbell parle même d'une approche 'Équipe Canada' au sein de laquelle le gouvernement et les entreprises travailleraient ensemble, ou encore d'un Partenariat Stratégique à l'image de ce que l'Australie a fait. (2013) D'ailleurs, comme l'écrit Manicom, il faut comprendre que l'Australie, à l'inverse du Canada, s'est engagée activement dans un débat sur l'émergence de la Chine et ses implications. (2012, 290) Il ne faut enfin pas oublier l'accueil de l'investissement chinois (Cao et Poy, 2011, 124), les études canadiennes en Chine (Evans, 2010 ; Young et Henders, 2012, 382) et inversement (Kimberley, 2012), la facilitation de l'accès au marché chinois (Burton, 2009, 6) et la considération de ce marché comme du troisième après le Canada et les États-Unis (Barton et al., 2012, 5), ainsi qu'une vision allant jusqu'à l'échelle des villes Chinoises (Canada 2020, 2013, 1), dont certaines possèdent une population plus importante que le Canada dans sa totalité.

Par ailleurs, l'Asia Pacific Foundation of Canada « recommend a two-track approach: regional and bilateral levels. » (2012, 36) Le régional est à considérer en raison des négociations du TransPacific Partnership (TPP). Dawson est directe sur le sujet : « With or without China, the TPP represent a critical economic opportunity for Canada. » (2012, 6) Plus généralement, diverses propositions concernant l'ensemble de l'Asie ont été formulées. Le Canada « could appoint a minister responsible for Asia » (Barton et al., 2012, 7), et/ou établir un « Advisory Council ». (Barton et al., 2012, 7) Il pourrait également proposer la construction d'un pipeline qui permettrait des exportations de pétrole vers l'Asie. (Paltiel, 2012, 268) Manicom pense enfin que le Canada pourrait utiliser une présence maritime visible en Asie de l'Est pour reconstruire sa réputation en Asie. (2013) Quoi qu'il en soit, le Canada « must become an Asia-facing nation. » (Barton et al., 2012, 15) S'il est certain qu'en deux ans le Canada n'a pu accomplir un revirement stratégique aussi grand, il semblerait qu'une dynamique positive se soit mise en place. Aussi, exemple plus qu'éloquent, le Canada, avant le début de l'année 2014 ne possédait aucun Accord de libre-échange

avec un pays asiatique. (Asia Pacific Foundation of Canada, 2012, 18 et 44) Depuis, un accord a été finalisé avec la Corée. (Gouvernement du Canada, Canada-Korea Free Trade Agreement)

Finalement, pour ce qui est de la relation bilatérale Chine-Canada, le dernier cité est celui qui va décider de l'avenir des échanges économiques et surtout énergétiques. La Chine, dont la demande interne en énergie va continuer de croître, sera à la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement au cours des prochaines années et décennies. Aussi, il est difficile d'envisager que le Canada ne constituerait pas une source désirée par les dirigeants chinois pour leurs importations d'énergie. C'est principalement pour cette raison que nous pensons que le comportement canadien déterminant.

Si des relations diplomatiques saines et un environnement propice aux échanges économique et énergétiques est respecté, c'est à dire si la logique libérale entourant la relation bilatérale demeure, nous pourrions assister à des développements importants. Cette réflexion nécessite d'être relativisée, car la relation demeure minée par certaines limites. La plus importante de celles-ci se situe dans l'absence de projet de grande ampleur permettant un acheminement des ressources canadiennes vers l'Asie et la Chine. Cela est selon nous une étape préalable obligatoire à tout développement approfondi des exportations énergétiques canadiennes en Asie. Sans cela, il est extrêmement difficile de garantir un flux d'exportation d'ampleur suffisante pour répondre aux besoins asiatiques et spécialement chinois.

Nous mettons la création d'infrastructures au premier plan des besoins canadiens car il s'agit d'un problème de fond essentiel à régler pour le Canada. Contrairement à la Russie, la construction d'infrastructures énergétiques peut s'avérer être extrêmement longue et parfois impossible. Nous sommes tout à fait en accord avec les obligations de respect de normes environnementales et d'examination par les différents niveaux de gouvernements et organisations civiles, et nous ne souhaitons en aucun cas que

ceux-ci soient bafoués. Or, le Canada heurte son attractivité pour les investisseurs étrangers en prenant autant de temps pour arriver à une décision sur les grands projets d'infrastructures énergétiques.

Le Canada se doit également, si le pays souhaite développer ses exportations énergétiques vers la Chine, de modifier quelque peu la base de la relation bilatérale. Il lui faut s'orienter vers des préceptes réalistes, délaissant les problématiques de valeurs pour un opportunisme économique. Nous parlons ici de réalisme économique, au sens des travaux de Gilpin. Il ne s'agit évidemment pas pour le Canada de créer une relation stratégique, de coopération militaire, mais bel et bien de profiter des besoins chinois en énergie afin d'améliorer encore son statut déjà établi de puissance énergétique.

Si le Canada souhaite enfin profiter des opportunités que la Chine a à lui offrir, le gouvernement canadien se doit d'en faire une priorité clairement établie. Or, avec les élections fédérales de l'automne 2015, nous ne pouvons imaginer un candidat effectuant un virage aussi prononcé dans la politique extérieure canadienne. Nous ne pouvons qu'espérer que l'environnement bilatéral continue d'évoluer, même lentement, vers une situation dans laquelle le Canada répond aux aspirations chinoises. Celles-ci ne sont pas morales ni politiques, mais économiques, et la politique extérieure chinoise ne devrait pas changer de sitôt. Dès lors, c'est au Canada de décider de l'approfondissement, ou non, de la relation bilatérale par l'établissement d'exportations énergétiques en flux importants vers la Chine.

CONCLUSION

Nous avons, dans le cadre de cette étude, défini deux études de cas basées sur notre intérêt pour la politique extérieure chinoise et pour la région Arctique. Nous avons ainsi rappelé l'évolution phénoménale qu'ont connue la Chine et son économie au cours des deux dernières décennies. Le pays s'est tourné vers l'économie socialiste de marché, optant pour l'ouverture, et les résultats n'ont depuis été autres qu'une croissance se maintenant au-delà de 7% et allant jusqu'à dépasser 14% en 2007. Le pays est devenu la deuxième puissance économique et le premier exportateur mondial, ce qui fait l'étude de sa politique extérieure un sujet passionnant. Dans le même temps, le développement possible des opportunités économiques de la région arctique, principalement dans le domaine énergétique avec des réserves supposées en hydrocarbures en quantité importante et des routes maritimes ayant le potentiel de réduire la dépendance au détroit de Malacca, ne peut qu'attirer l'attention des dirigeants chinois. Aussi, afin d'obtenir une meilleure compréhension de la présence chinoise en Arctique, nous avons décidé d'étudier deux relations bilatérales essentielles au futur de la Chine en Arctique : celle avec le Canada et celle avec la Russie. Ces deux États arctiques étant les plus actifs et impliqués dans la région.

Le Canada et la Russie considèrent en effet tous les deux leur région polaire comme essentielle à leur intérêt national. Pour les deux, une stratégie nationale a été publiée et le discours est limpide concernant le Nord : ils souhaitent l'utiliser, le développer et profiter des nouvelles possibilités à court, moyen et long termes. La différence entre les deux se situe dans la transposition du discours en actes et résultats. La Russie rouvre peu à peu ses bases militaires en Arctique, fermées pour la plupart depuis la fin de la guerre froide. Elle construit des infrastructures de grande ampleur, ou du moins possède des projets de développement concrets, tels que des ports le long de la route maritime le long des côtes russes de l'Océan arctique, et des sites d'extraction et d'exploitation des ressources situées dans le sous-sol du territoire national. La Russie

a également fortement investi afin d'améliorer sa flotte de brise-glace, déjà impressionnante, dépassant désormais les vingt navires. En comparaison, le Canada doit s'accommoder d'une flotte de brise-glaces vieillissante, malgré les promesses formulées par S. Harper en 2006. Des trois bâtiments promis, un seul devrait être construit à l'horizon 2021. Le Canada souhaitait développer sa présence militaire en apportant des améliorations majeures à sa base d'opération principale dans le Nord. Cela n'est pour l'instant pas le cas. Le Canada accuse enfin un retard significatif en ce qui concerne l'extraction et l'exploitation des ressources dans sa région arctique. Aussi, pour toutes ces raisons, nous sommes arrivés à la conclusion que la Russie occupait le statut d'hégémon dans la région, le Canada la secondant.

Concernant la relation entretenue par la Chine avec la Russie et le Canada, nous ne pouvons que mettre l'emphasis sur la différence historiquement existante entre les deux relations bilatérales. Avec le Canada, la Chine a occupé un statut d'élève devenu depuis un égal si ce n'est une puissance supérieure. La relation s'est généralement toujours organisée autour de principes libéraux dans le sens de la théorie des Relations Internationales. L'histoire récente a été marquée par un refroidissement politique suivant l'arrivée de S. Harper au pouvoir, un revirement en 2009 et une évolution positive et certainement impressionnante depuis, tandis que la relation économique n'a cessé de croître sur la période.

La relation bilatérale sino-russe est historiquement beaucoup plus riche que celle avec le Canada pour la Chine. L'URSS a été un modèle après la révolution de 1949, et est demeurée un des principaux partenaires de la Chine malgré quelques tensions à certains moments. Un rapprochement s'est effectué à partir des années 1990, avec entre autres la signature du Partenariat Stratégique, l'Organisation de Coopération de Shanghai et plus récemment une volonté de coopérer plus profondément au niveau régional et global. Contrairement à la relation avec le Canada, celle avec la Russie se base sur les principes du réalisme. Dans le même sens, la Chine est passé du statut de

petit frère à celui de grand frère au début des années 1990 et cela a continué de s'accroître depuis.

Diplomatiquement et stratégiquement, aucun doute ne peut subsister quant à l'avantage que possède la Russie sur le Canada. Disposant en effet d'un Partenariat Stratégique, d'une coopération dans de nombreuses organisations internationales dont le Conseil de Sécurité de l'ONU où les deux pays disposent d'un veto et d'une coopération, même minime, lors d'exercices militaires, la relation bilatérale sino-russe est largement développée. Les deux pays cherchent aussi à créer une autre voix dans le système international que celle des États-Unis. Il s'agit d'une coopération renforcée touchant des domaines centraux et importants de la politique extérieure des deux pays. La relation bilatérale avec le Canada ne s'étend pas aussi loin. En effet, même si l'évolution a été vraiment positive depuis 2009, la coopération entre les deux pays se limite à la recherche de l'accès mutuel au marché domestique et des opportunités économiques en découlant. Dans le cadre de notre sujet, l'intérêt qui nous intéresse est celui de la Chine pour le Nord et particulièrement pour les réserves potentielles en hydrocarbures.

Sur le sujet énergétique, l'avantage en faveur de la Russie est encore plus prononcé. Le Canada a certes reçu des investissements dans son domaine énergétique en provenance de la Chine, dont le cas Nexen est le meilleur exemple. L'absence de développement de l'extraction et de l'exploitation des réserves situées dans la région arctique du pays bloque tout approfondissement qui pourrait nous intéresser dans le cadre de notre étude. À l'inverse, depuis 2009, quatre accords d'investissements chinois portant sur l'acheminement d'énergie à partir de l'Arctique russe ont été signés à long terme. Valant chacun plusieurs milliards de dollars, et même jusqu'à 400 milliards de dollars sur trente ans pour le plus important, ces accords répondent aux besoins essentiels des deux pays : le besoin de trouver de nouvelles destinations d'exportation pour la majorité de la production d'hydrocarbures russes et le besoin d'importer de l'énergie de manière sécuritaire et sans avoir à passer par le détroit de

Malacca pour la Chine. La comparaison entre les deux situations bilatérales apparaît dès lors pour le moins déséquilibré.

Nous pensons cependant que la récente crise ukrainienne engendrant une détérioration de l'économie russe pourrait causer de sérieux problèmes au développement de la région arctique. Premièrement en raison de l'impossibilité pour l'État russe de supporter le développement de son Nord. Deuxièmement car les grandes entreprises énergétiques russes, déjà endettées et dans des situations difficiles, pourraient se retrouver dans des situations financières aggravées. Cela pourrait ainsi les amener à devoir abandonner certains de leurs projets dans le Nord. Pour le Canada, les enjeux à court et moyen termes se situent principalement dans le développement de son domaine énergétique dans le Nord. Il est certain que de très nombreux acteurs sont prêts à investir au Canada et dans le domaine énergétique plus généralement, la Chine étant parmi ceux-ci. Or, pour l'instant, le Nord du Canada ne se présente pas comme une région accueillante pour les investissements énergétiques, et cela est d'autant plus vrai pour ceux en provenance de la Chine. Il ne dépend que du Canada pour changer cela.

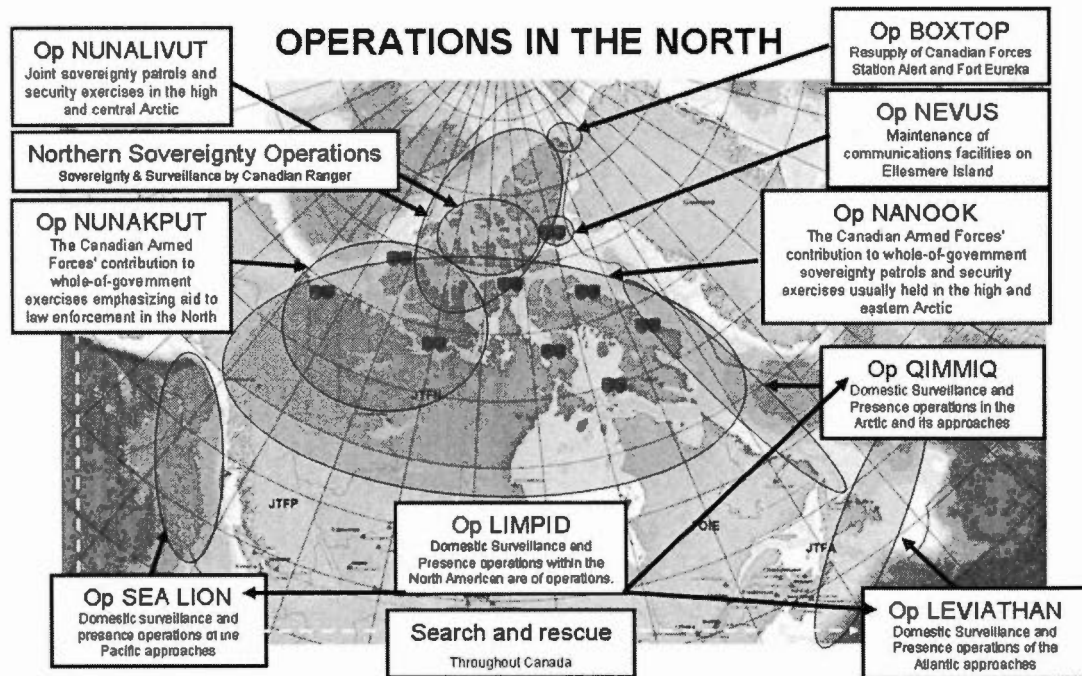
Cette étude nous a plus généralement permis de mieux comprendre la politique extérieure de la Chine. Les dirigeants dans leur poursuite de l'intérêt national du pays font preuve d'une parcimonie certaine. L'évolution de la présence chinoise dans la région arctique en est un excellent exemple. Après avoir participé à la recherche scientifique, après une figure régulière de la région tout en laissant la gouvernance de la région hors de son discours, la Chine a réussi par être intégrée à l'organe de coopération principal de la région. Elle a également pendant cette période approfondi sa relation avec les deux principaux acteurs de la région et signé d'importants accords énergétiques sécurisant un afflux conséquent d'énergie à long terme. Cela montre clairement les efforts déployés par le gouvernement chinois afin de garantir la continuité du développement économique du pays.

Le changement de statut qu'a connu la puissance chinoise au cours de la dernière décennie apparaît également à travers nos deux études de cas. La Chine était, dans la période suivant la seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1990, le moins puissant des deux dans les relations bilatérales que nous avons ici étudié. Cela a changé dans les chiffres pour la Russie dans les années 1990, et dans les années 2000 pour le Canada. L'inquiétude liée à la présence chinoise en Arctique avant la modification des critères obligatoires à remplir dans le processus d'obtention du statut d'observateur au Conseil de l'Arctique est un signe du changement de stature de la puissance chinoise. C'est également pour cela que le Canada fait autant d'efforts depuis 2009 afin d'approfondir les liens économiques, et pour cela que la Russie cherche à approfondir la coopération diplomatique et économique.

Pour finir, nous pouvons rappeler ce qui nous semble le principe primordial de la politique extérieure chinoise dans la période contemporaine : s'il existe une opportunité économique, correspondant aux besoins de développement de l'économie domestique du pays, n'affectant en rien le principe de non-ingérence et respectant celui de souveraineté territoriale, les dirigeants et/ou entreprises chinoises mettront tout en œuvre dans le cadre légal du territoire ou de la région concerné.

ANNEXE A

OPERATIONS IN THE NORTH OF THE CANADIAN ARMY

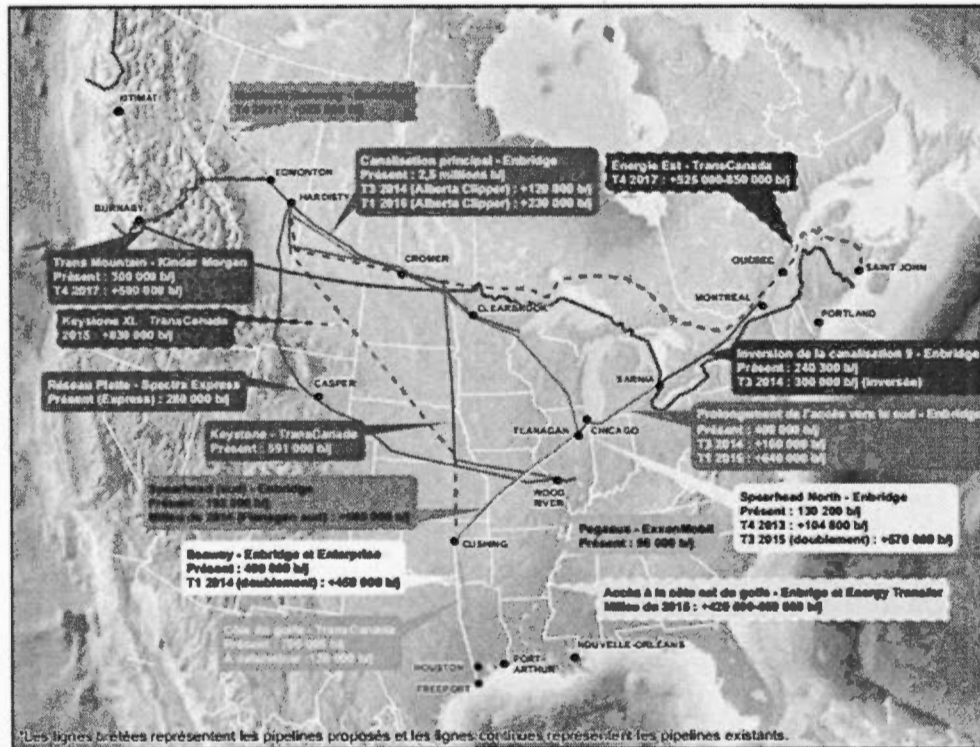


(Ellis, 2014)

ANNEXE B

PIPELINES CANADIENS ET AMÉRICAINS DU MARCHÉ DU BRUT ET PROPOSITIONS

Pipelines canadiens et américains du marché du brut et propositions

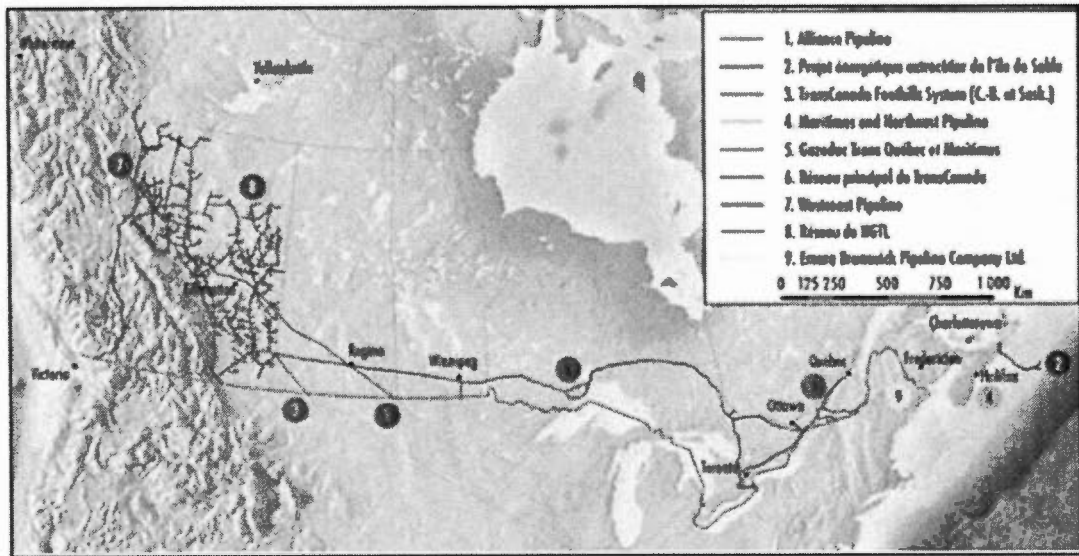


(Office National de l'Énergie, 2014c, 7)

ANNEXE C

GRANDS GAZODUCS RÉGLEMENTÉS PAR L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE CANADIEN

Grands gazoducs réglementés par l'Office



(Office National de l'Énergie, 2014c, 8)

ANNEXE D

5-YEAR TRADE CANADA-CHINA

Year	Exports	Imports
2009	\$11,151,433,323	\$39,660,839,947
2010	\$13,232,243,495	\$44,524,120,369
2011	\$16,810,113,797	\$48,188,204,249
2012	\$19,366,391,089	\$50,720,323,806
2013	\$20,497,679,366	\$52,728,069,572

ANNEXE E

PART RESPECTIVE DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE MARCHANDISES MONDIALES DU CANADA ET DE LA CHINE (\$M ET %)

(milliards de dollars et pourcentage)	Canada : Part des importations mondiales de marchandises	Canada : Part des exportations mondiales de marchandises	Chine : Part des importations mondiales de marchandises	Chine : Part des exportations mondiales de marchandises
1993	3,7	3,9	2,7	2,5
2012	2,6	2,5	10,0	11,4

BIBLIOGRAPHIE

- AARC K – 63. (2006). Arctic shuttle container link from Alaska US to Europe. Project no. Report K – 63. *Aker Arctic Technology Inc.*, 40 p.
- Agence France-Presse. (2014, 18 décembre). Chevron suspend un projet dans l'Arctique canadien. *La Presse, Affaires, Économie, Énergie et Ressources*. Récupéré de <http://affaires.lapresse.ca/economie/energie-et-ressources/201412/18/01-4829449-chevron-suspend-un-projet-dans-larctique-canadien.php>
- Alexeeva, Olga V. et Lasserre, Frédéric. (2012). China and the Arctic. *Arctic Yearbook 2012*, 81-91.
- Alexeeva, Olga V. et Lasserre, Frédéric. (2013) La Chine en Arctique : stratégie raisonnée ou approche pragmatique ?, *Études Internationales*, 44, 1, 25-41.
- Alini, Erica. (2012, 7 décembre). The CNOOC-Nexen review process explained: A Q&A with trade expert Debra Steger. *Macleans*. Récupéré de <http://www.macleans.ca/economy/business/the-cnoocnexen-review-explained-net-benefit-might-not-even-be-the-point/>
- Almeida, Rob. (2014, 8 février). Rosneft to Develop New Russian Arctic Shipbuilding Complex. *gCaptain*. Récupéré de <http://gcaptain.com/rosneft-arctic-shipbuilding-roslyakovo/>
- Ambassade de France en Chine. (Avril 2013). 29e campagne en Antarctique du brise-glace chinois Xuelong. *BE Chine*, No. 123. Récupéré de http://mediathequedelamer.com/?post_type=actualite&p=11699
- Anderson, H. Edwin III. (2012). Polar Shipping, The Forthcoming Polar Code and Implications for the Polar Environments. *Journal of Maritime Law & Commerce*. Vol. 43, No. 1, 59-83.
- Anishchuk, Alexei. (2014, 9 août). ExxonMobil starts drilling for oil in Russia's Arctic. *Reuters*. Récupéré de <http://www.reuters.com/article/2014/08/09/russia-rosneft-exxon-mobil-idUSL6N0QF0B220140809>
- Araujo, Heriberto et Cardenal, Juan Pablo. (2013, 1^{er} juin). China's Economic Empire. *The New York Times, Sunday Review, The Opinion Pages*. Récupéré de http://www.nytimes.com/2013/06/02/opinion/sunday/chinas-economic-empire.html?_r=0

- Arctic Circle Panel. (2014). *The North's resource boom: Is it prosperity or exploitation?* Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/news/national/the-north/the-norths-resource-boom-is-it-prosperity-or-exploitation/article16425948/?page=all>
- Arctic Council. (1996, 19, Septembre). *Déclaration on the Establishment of the Arctic Council*, Ottawa, 5 p. Récupéré de <http://www.arctic-council.org/index.php/en/document-archive/category/5-declarations#>
- Arctic Council. (2013). *Observer Manual For Subsidiary Bodies*. 7 p. Récupéré de <http://www.arctic-council.org/index.php/en/document-archive/category/425-main-documents-from-kiruna-ministerial-meeting?download=1780:observer-manual>
- Arctic Council. [s. d.]. *Arctic Strategies*. Récupéré de <http://www.arctic-council.org/index.php/en/document-archive/category/12-arctic-strategies>
- Arctic-Info. (2014, 7 mars). *Agreement on the Yamal LNG project between Russia and China in force*. Récupéré de <http://www.arctic-info.com/News/Page/agreement-on-the-yamal-lng-project-between-russia-and-china-in-force>
- Arctic-Info. (2013, 20 février). *Putin approved the Arctic development strategy to 2020*. Récupéré de <http://www.arctic-info.com/news/20-02-2013/putin-approved-the-arctic-development-strategy-to-2020>
- Arctic Ocean Conference. (2008, 27-29, Mai). *The Ilulissat Declaration*. Ilulissat, 2 p. Récupéré de http://www.oceanlaw.org/downloads/arctic/Ilulissat_Declaration.pdf
- Arkhipov, Ilya et Rudnitsky, Jake. (2013, 21 juin). *CNPC to Join Novatek's Yamal LNG Project With 20% Stake. Bloomberg*. Récupéré de <http://www.bloomberg.com/news/2013-06-21/cnpc-to-join-novatek-s-yamal-lng-project-with-20-stake.html>
- Asia Pacific Foundation of Canada. [s. d.]. *Canada's Bilateral Trade with Asia Pacific*. Statistics. Récupéré de <http://www.asiapacific.ca/statistics/trade/bilateral-trade-asia-aggregate/canadas-bilateral-trade-asia-pacific>
- Asia Pacific Foundation of Canada. (2011, mai). *An Asia Strategy for Canada. Asia Pacific Points of View*, Asia Pacific Foundation of Canada, 43 p.
- Asia Pacific Foundation of Canada. (2012, août). *Securing Canada's Place in Asia. Means, Institutions and Mechanisms. Asia Pacific Foundation of Canada*, 52 p.
- Asia Pacific Foundation of Canada. (2013a). *Assessing Canada-Asia Energy*

- Relations. *Asia Pacific Points of View Opinion Panel*, Asia Pacific Foundation of Canada, 12 p.
- Asia Pacific Foundation of Canada. (2013b). Charting Canada's Relations with Asia in the Arctic. *Points of View Asia Pacific Opinion Panel*, Asia Pacific Foundation of Canada, 12 p.
- Asia Pacific Foundation of Canada. (2013c, novembre). China Goes Global 2013: Survey of Outward Direct Investment Intentions of Chinese Companies. Asia Pacific Foundation of Canada, 36 p.
- Association of Canadian Port Authorities. (2014, 15 mai). Fednav brings new icebreaker to the Canadian Arctic. *Canadian Sailings. Canada's, Weekly Trade and Transportation Magazine*. Récupéré de <http://www.canadiansailings.ca/?p=8558>
- Axworthy, Thomas S., Koivurova, Timo, Hasanat, Waliul (éditeurs). (2012). The Arctic Council: Its place in the future of Arctic governance, 310 p.
- Badkar, Mamta. (2014, 29 avril). China Has Accomplished Something in Global Trade Seen Since Colonial Britain. *Business Insider*. Récupéré de <http://www.businessinsider.com/china-is-a-true-mega-trader-map-2014-4>
- BAEC. [s. d.]. *Cooperation in the Barents Euro-Arctic Region*. Récupéré de <http://www.beac.st/in-English/Barents-Euro-Arctic-Council/Introduction>
- Baev, Pavel K. (2013). Sovereignty is the Key to Russia's Arctic Policy, *Strategic Analysis*, 37, 4, 489-493.
- Bailes, Alyson JK et Heininen, Lassi. (2012). Strategy Papers on The Arctic or High North: A Comparative Study and Analysis. *Institute of International Affairs, Centre for Small State Studies*, 130 p. Récupéré de <http://www.rha.is/static/files/NRF/Publications/arcticstrats.pdf>
- Baklitskaya, Kate. (2014, 10 mars). Salekhard - Arctic capital of Russia becoming the bridge between Europe and Asia. *The Siberian Times*. Récupéré de <http://siberiantimes.com/business/casestudy/features/salekhard-arctic-capital-of-russia-becoming-the-bridge-between-europe-and-asia/>
- Banque Mondiale. Data [s. d.] *GDP (current US\$)*. Récupéré de <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD>
- Barnes, Andrew. (2007, été-automne). Industrial Property in Russia: The Return of the State and a Focus on Oil. *SAIS Review*, XXVII, 2, 47-62.

- Barton, Dominic et Roy, Bruno et Simpson, Bruce. (2012, août). A Canadian national economic strategy for Asia. *Canadian Council of Chief Executives*, 17 p. Récupéré de <http://www.ceocouncil.ca/pacific/wp-content/uploads/2012/08/A-Canadian-national-economic-strategy-for-Asia-Barton-Simpson-Roy-Aug-2012.pdf>
- Bell, Jim. (2012, 22 mars). Nanisivik: Nunavut's incredible shrinking naval facility. *Nunatsiaq Online*. Récupéré de http://www.nunatsiaqonline.ca/stories/article/65674nanisivik_nunavuts_incredible_shrinking_naval_facility/
- Bellona. (2013, 5 mars). *Russia pushing ahead with Arctic development in new strategy document*. Fossil fuels, Gas. Récupéré de <http://bellona.org/news/fossil-fuels/oil/2013-03-russia-pushing-ahead-with-arctic-development-in-new-strategy-document>
- Bennett, Mia. (2014a, 26 février). Unrest in the West: What does Ukraine mean for Russian Arctic gas development? *Cryopolitics*. Récupéré de <http://cryopolitics.com/2014/02/26/unrest-in-the-west-what-does-ukraine-mean-for-russian-arctic-gas-development/>
- Bennett, Mia. (2014b, 25 juin). China-Russia Gas Deal Creates Arctic Winners and Losers. *Cryopolitics*. Récupéré de <http://cryopolitics.com/2014/06/25/china-russia-gas-deal-creates-arctic-winners-and-losers/>
- Bennett, Mia. (2014c, 10 août). New Article on Asia and the Arctic in Eurasian Geography and Economics. *Cryopolitics*. Récupéré de <http://cryopolitics.com/2014/08/10/new-article-on-asia-and-the-arctic-in-eurasian-geography-and-economics/>
- Berkman, A. et Young, OranR.. (2009). Governance and Environmental Change in the Arctic Ocean. *Science*, Vol 324, 339-340.
- Berkow, Jameson. (2012, 5 avril). Mackenzie Valley pipeline funding frozen but 'project not dead'. *Financial Post*. Récupéré de <http://business.financialpost.com/2012/04/05/mackenzie-valley-pipeline-funding-frozen-over-low-fuel-prices-report/>
- Bert, Melissa et Chaddic, John et Perry, Brian D. (2009) The Arctic in Transition - A Call to Action. *Journal of Maritime Law & Commerce*. Vol. 40, No. 4, 481-509.
- Bierman, Stephen et Arkhipov, Ilya. (2013, 5 septembre). CNPC Buys Stake in Novatek's Yamal LNG Project in Russian Arctic. *Bloomberg*. Récupéré de <http://www.bloomberg.com/news/2013-09-05/cnpc-buys-stake-in-novatek-s-yamal-lng-project-in-russian-arctic.html>

- Bierman, Stephen et Gismatullin, Eduard. (2014, 8 août). Exxon Drilling Russian Arctic Shows Sanction Lack Bite. *Bloomberg*. Récupéré de <http://www.bloomberg.com/news/2014-08-08/exxon-drilling-russian-arctic-shows-sanction-lack-bite.html>
- Bishop, Adrian. (2014, 3 mai). Arctic Archipelago Property Attracting Global Investors. *Opp Connect*. Récupéré de <http://www.opp-connect.com/03/05/2014/arctic-archipelago-property-attracting-global-investors/>
- Blank, Stephen. (2013). The Context of Russo-Chinese Military Relations. *American Foreign Policy Interests: The Journal of the National Committee on American Foreign Policy*, 35, 5, 243-253.
- Blank, Stephen. (2014, 28 mars). The Arctic Template of Russian National Security Policy. *The Jamestown Foundation, Eurasia Daily Monitor*, 11, 59. Récupéré de http://www.jamestown.org/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=42155&tx_ttnews%5BbackPid%5D=7&cHash=f8d3266e83c9b76ae1b6fa8a45cd9292#.U5HFr_15PT4
- Borgerson, Scott G. (2008). Arctic Meltdown: The Economic and Security Implications of Global Warming. *Foreign Affairs*, Mars/Avril 2008, 63-77.
- BP. (2014, juin). *Statistical Review of World Energy*. Récupéré de <http://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/Energy-economics/statistical-review-2014/BP-statistical-review-of-world-energy-2014-full-report.pdf>
- Bureau du vérificateur général du Canada. [s. d.]. *Automne 2014 - Rapport de la commissaire à l'environnement et au développement durable*. Récupéré de http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_cesd_201410_f_39845.html
- Burton, Charles. (2009, février). A Reassessment of Canada's Interests in China and Options for Renewal of Canada's China Policy. *China Papers, Canadian International Council*, 4, 33 p.
- Brown, Patrick. (2014, 19 septembre). FIPA agreement with China: What's really in it for Canada?. *CBC News, Canada, Analysis*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/canada/fipa-agreement-with-china-what-s-really-in-it-for-canada-1.2770159>
- Brubaker, Douglas R. (2010). The Arctic- Navigational Issues under International Law of the Sea. *Yearbook of Polar Law*, 7-114.

- Buttonwood. (2014, 16 décembre). Market turmoil: Russia's Black Tuesday. *The Economist*. Récupéré de <http://www.economist.com/blogs/buttonwood/2014/12/market-turmoil>
- Byers, Michael. (2012a). Circumpolar Challenges: An Ambitious Agenda for the Arctic Council. *Rideau Institute*, Pre-Conference Report, 26 p.
- Byers, Michael. (2012b). You can't replace real icebreakers. *The Globe and Mail*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/globe-debate/you-cant-replace-real-icebreakers/article534351/>
- Byers, Michael. (2013, 11 novembre). Great Powers Shall Not in the Arctic Clash. *Global Brief*. Récupéré de <http://globalbrief.ca/blog/2013/11/11/great-powers-shall/>
- Byers, Michael. (2014, 22 janvier). Why Canada's search for an icebreaker is an Arctic embarrassment. *The Globe and Mail*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/news/national/the-north/why-canadas-search-for-an-icebreaker-is-an-arctic-embarrassment/article16425755/>
- Cabestan, Jean-Pierre. (2010). *La politique internationale de la Chine*. Références, Mondes, Les Presses de Sciences Po, 460p.
- Campbell, Ailish. (2013, novembre, 1). Opinion: The Canada-China relationship - how we keep up the momentum. Canadian Council of Chief Executives. Récupéré de <http://www.ceocouncil.ca/blog-innovation-and-competitiveness/2013/11/canada-china-relations-keeping-up-the-momentum>
- Campbell, Caitlin. (2012, 13, Avril). China and the Arctic: Objectives and Obstacles. *U.S.-China Economic and Security Review Commission Staff Report*, 11 p.
- Canada 2020. (2013, mars). Asia's cities, Canada's opportunity? *Canada 2020*, 13 p. Récupéré de <http://canada2020.ca/wp-content/uploads/2013/03/Canada-2020-Background-Paper-Asias-Cities-Canadas-Opportunities-Mar-22-2013.pdf>
- Canada's Economic Action Plan. [s. d.]. *Nanisivik Naval Facility*. Récupéré de <http://www.actionplan.gc.ca/en/content/nanisivik-naval-facility>
- Canadian International Council. (2011). Issues in Canada-China Relations. Édité par Potter, Pitman B et Adams, Thomas, Canadian International Council, 428 p.
- Canadian Polar Commission. (2012). Rapport scientifique sur l'Année Polaire Internationale : Faits saillants canadiens.

- Cao, Huhua et Poy, Vivienne. (2011). *The China Challenge. Sino-Canadian Relations in the 21st Century. University of Ottawa Press, Ottawa*, 311 p.
- Cao, Wensheng et Bluth, Christoph. (2013). Challenges and countermeasures of China's energy security. *Energy Policy*, 53, 381-388.
- Carin, Brian et Smith, Gordon. (2010, janvier). Working With China Towards a New International Institutional Architecture: A Strategic Partnership With Canada On Global Issues of Mutual Interest. *China Papers, Canadian International Council*, 3, 22 p.
- Carson, Biz. (2014, 31 janvier). How a New Russian Ice breaker Slices Sideways Through Frozen Seas. *Wired*. Récupéré de <http://www.wired.com/2014/01/icebreaker/>
- Casey, Michael J.. (2014, 3 octobre). How Russia's Debt and Currency Markets Could Spiral into Crisis. *The Wall Street Journal, Money Beat*. Récupéré de <http://blogs.wsj.com/moneybeat/2014/10/03/how-russias-debt-and-currency-markets-could-spiral-into-crisis/>
- CBC. (2013a, 8 novembre). First Nations Stand Between Canada-China Agreement. *Huffington Post British Columbia*. Récupéré de http://www.huffingtonpost.ca/2013/08/11/first-nations-canada-china-fipa_n_3739561.html
- CBC Digital Archives. War & Conflict. [s. d.]. *The Polar Sea controversy*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/archives/categories/economy-business/transport/breaking-the-ice-canada-and-the-northwest-passage/the-polar-sea-controversy.html>
- CBC News. (2012a, 21 septembre). *4 questions about China's Nexen bid. Canada*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/canada/4-questions-about-china-s-nexen-bid-1.1179796>
- CBC News. (2012b, 22 mars). *DND backtracks on Arctic naval facility. Canada, North*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/canada/north/dnd-backtracks-on-arctic-naval-facility-1.1176311>
- CBC News. (2013b, 13 juin). *Sahtu fracking approval draws praise and criticism. North*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/canada/north/sahtu-fracking-approval-draws-praise-and-criticism-1.1398917>
- CBC News. Eye on the Arctic. (2013c, 2 décembre). Canada's NWT: ConocoPhillips releases list of fracking chemicals. *Alaska Dispatch News*. Récupéré de <http://www.adn.com/article/20131202/canada-s-nwt-conocophillips-releases-list->

fracking-chemicals

- CBC News. (2013d, 20 août). *Nexen acquisition boosts profit at CNOOC*. Business. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/business/nexen-acquisition-boosts-profit-at-cnooc-1.1322764>
- CBC News. Eye on the Arctic. (2014a, 31 janvier). Oil and gas consultations set for Canada's eastern Arctic. *Alaska Dispatch*. Récupéré de <http://www.alaskadispatch.com/article/20140131/oil-and-gas-consultations-set-canada-s-eastern-arctic>
- CBC News. Eye on the Arctic. (2014b, 12 février). Anti-fracking groups petition Northwest Territories Legislative Assembly. *Alaska Dispatch News*. Récupéré de <http://www.adn.com/article/20140212/anti-fracking-groups-petition-northwest-territories-legislative-assembly>
- CBC News. Eye on the Arctic. (2014b, 7 mai). Canada's Northwest Territories to stay the course on fracking, despite report. *Alaska Dispatch*. Récupéré de <http://www.alaskadispatch.com/article/20140507/canada-s-northwest-territories-stay-course-fracking-despite-report>
- CBC News. (2014c, 19 août). *Op Nanook gets underway Wednesday near Iqaluit*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/canada/north/op-nanook-gets-underway-wednesday-near-iquait-1.2740178>
- Chai, Joseph C.H.. (2011). An Economic History of Modern China. *Edward Elgar*, 268 p.
- Chang, Gordon G. (2014, mars-avril). China and Russia: An Axis of Weak States. *World Affairs*. Récupéré de <http://www.worldaffairsjournal.org/article/china-and-russia-axis-weak-states>
- Charbonneau, Louis. (2011, 4 octobre). Russia, China veto U.N. resolution condemning Syria. *Reuters*, United Nations. Récupéré de <http://www.reuters.com/article/2011/10/05/us-syria-un-idUSTRE7937M220111005>
- Charron, Andrea et Plouffe, Joël et Roussel, Stéphane. (2012). The Russian Arctic hegemon: Foreign policy implications for Canada. *Canadian Foreign Policy Journal*, 18, 1, 38-50. DOI: 10.1080/11926422.2012.674384.
- Chase, Steven. (2014a, 17 janvier). Myth versus reality in Stephen Harper's northern strategy. *The Globe and Mail*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/news/national/the-north/myth-versus-reality-in->

- stephen-harpers-northern-strategy/article16397458/?page=all
- Chase, Steven. (2014b). Only Arctic nations should shape the North, Harper tells The Globe. *The Globe and Mail*, 2 p.
- Chase, Steven. (2014c, 27 janvier). Hub for Canada's Arctic patrols has got that sinking feeling. *The Globe and Mail, Politics*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/hub-for-canadas-arctic-patrols-has-got-that-sinking-feeling/article16510025/>
- Chen, Dingding. (2014, 30 mai). Are China and Russia Moving toward a Formal Alliance?, *The Diplomat*. Récupéré de <http://thediplomat.com/2014/05/are-china-and-russia-moving-toward-a-formal-alliance/>
- Chen, Victor Z. (2010, janvier). Benchmarking Canada-China Economic Relations. *China Papers, Canadian International Council*, 4, 19 p. Récupéré de <http://www.asiapacific.ca/sites/default/files/filefield/ChinaPaper4 - Chen.pdf>
- Chen, Gang. (2012). «China's emerging Arctic strategy». *The Polar Journal*. Vol. 2, No. 2, December 2012, 358-371.
- Cheng, Joseph Yu-Shek. (2014). China-Russia Relations in Central Asia: Energy Policy, Beijing's New Assertiveness and 21st Century Geopolitics. *Journal of Comparative Asian Development*, 13, 1, 204-206.
- Chin, Gregory. (2011, décembre, 2). Dear Prime Minister Harper - A Good Time for An Asia Strategy, Part II. *Canadian International Council*. Récupéré de <http://opencanada.org/features/blogs/roundtable/harper-asia-strategy-2/>
- Chinese Arctic and Antarctic Administration. [s. d.]. *Stations and Vessels*. Récupéré de <http://www.chinare.gov.cn/en/index.html?pid=stations>
- Chinese Government's Official Web Portal. [s. d.]. *Main Functions of the SOA*. Récupéré de http://english.gov.cn/2005-09/29/content_73187.htm
- Chircop, Aldo. (2009). The Growth of International Shipping in the Arctic: Is a Regulatory Review Timely? *International Journal of Marine and Coastal Law*, 24, 355-380. DOI :10. 1163/157180809X421699.
- Chircop, Aldo. (2011). «The Emergence of China as a Polar-Capable State». *Canadian Naval Review*, Volume 7, No. 1, 6 p.

- Chivers, C.J.. (2007, 3 août). Russians Plant Flag on the Arctic Seabed. *The New York Times, Europe*. Récupéré de http://www.nytimes.com/2007/08/03/world/europe/03arctic.html?_r=0
- Chong, Jed et Simikian, Milana. (2014, 30 janvier). Le gaz de schiste au Canada : Pntiel, production et incidences économiques. *Bibliothèque du Parlement, Publication n°2014-08-F*, 15 p.
- Chrisman, Kate Rosow. (2014a, 7 avril). Reading the Tea Leaves: Chinese National Oil Companies' Diverging Strategies. *The Energy Collective*. Récupéré de <http://theenergycollective.com/jared-anderson/363571/reading-tea-leaves-chinese-national-oil-companies-diverging-strategies>
- Chrisman, Kate Rosow. (2014b, 10 avril). Shale Gas Blooms in China? Not So Fast. *The Energy Collective*. Récupéré de <http://theenergycollective.com/jared-anderson/366311/shale-gas-blooms-china-not-so-fast>
- Cobb, Kurt. (2014 18 novembre). Russia-China Deal Could Kill U.S. LNG Exports. *OilPrice.com, Energy, Natural Gas*. Récupéré de <http://oilprice.com/Energy/Natural-Gas/Russia-China-Deal-Could-Kill-U.S.-LNG-Exports.html>
- Cohen, Ariel. (2001, 18 juillet). The Russia-China Friendship and Cooperation Treaty: A Strategic Shift in Eurasia? *The Heritage Foundation*. Récupéré de <http://www.heritage.org/research/reports/2001/07/the-russia-china-friendship-and-cooperation-treaty> .
- Cotler, Irwin. (2013, 5 mars). CNOOC-Nexen: The deal that human rights forgot. *National Post, Full Coment*. Récupéré de <http://news.nationalpost.com/2013/03/05/irwin-cotler-cnooc-nexen-the-deal-that-human-rights-forgot/>
- Council on Foreign Relations. (2013, 3 juin). *Statement on Canada's Arctic Foreign Policy*. Publications. Récupéré de <http://www.cfr.org/arctic/statement-canadas-arctic-foreign-policy/p32089>
- Daly, John C.K.. (2013). Russia Builds Floating Nuclear Power Plants. *Environment News Service, Saint Petersburg*. Récupéré de <http://ens-newswire.com/2013/07/17/russia-builds-floating-nuclear-power-plants/>
- Dannreuther, Roland. (2011). China and global oil: vulnerability and opportunity. *International Affairs*, 87, 6, 1345-1364. Récupéré de

http://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/public/International%20Affairs/2011/87_6dannreuther.pdf

Dawson, Laura. (2012). Can Canada Join the Trans-Pacific Partnership? Why just wanting it is not enough. *Institut C.D. Howe*, Commentary No. 340, 18 p.

Déclaration d'Ottawa. (1996, 19 septembre). Declaration on the Establishment of the Arctic Council. Ottawa. Récupéré de <http://www.arctic-council.org/index.php/en/document-archive/category/4-founding-documents>

Deggim, Heike. (2010, Octobre). *Ensuring safe, secure and reliable shipping in the Arctic Ocean*. Publication faite pour le IMO Workshop on Environmental security in the Arctic Ocean, du 27 au 30 septembre 2011 à Cambridge. 13 p.

Deggim, Heike. (2013, 25 avril). *Progress towards the development of an international Polar Code*. Présentation de Heike Deggim à l'occasion du AGM Rina London Branch, le 25 avril 2013. 23 p.

Deggim, Heike. (2014, 28 février). *Progress Towards the Development of an International Polar Code*. Présentation faite à l'occasion du IMO Polar Workshop à Londres, 22 p. Récupéré de <http://www.imo.org/MediaCentre/HotTopics/polar/Documents/Arctic2014/4.%20Dr.%20H.%20Deggim.pdf>

Ding, Qiang et Akoorie, Michèle E.M. et Pavlovich, Kathryn. (2009). Going International: The Experience of Chinese Companies. *International Business Research*, 2, 2, 148-152.

Dobson, Wendy. (2011). Canada, China, and Rising Asia: A Strategic Proposal. *Rotman School of Management, University of Toronto*, 41 p.

Dresen, Joseph F. [s. d.]. *The Prospects for a Sino-Russian Strategic Partnership*. Kennan Institute, Wilson Center. Récupéré de <http://www.wilsoncenter.org/publication/the-prospects-for-sino-russian-strategic-partnership>

Du Castel, Viviane. (2010). Le Grand Nord : un nouvel enjeu très courtisé. L'exemple de la Mer de Barents, Norvège. *L'Harmattan, Mare Balticum*, 246 p.

Eckel, Mike. (2007, 8 août). Russia defends North Pole flag-planting. *USA Today, Technology, Science & Space*. Récupéré de http://usatoday30.usatoday.com/tech/science/2007-08-08-russia-arctic-flag_N.htm

El-Erian, Mohamed. (2014, 11 novembre). How Close is Russia to a full-blown

- financial crisis?. *Bloomberg News*. Récupéré de <http://business.financialpost.com/2014/11/11/how-close-is-russia-to-a-full-blown-financial-crisis/>
- Ellis, Lucy. (2014, 9 avril). Les opérations canadiennes dans l'Arctique se réchauffent. *Gouvernement du Canada, Défense nationale et les Forces armées canadiennes*. Récupéré de <http://www.forces.gc.ca/fr/nouvelles/article.page?doc=les-operations-canadiennes-dans-l-arctique-se-rechauffent/htscs2hc>
- Embassy of the People's Republic of China in Canada. (2012, 13 février). *Full Text: Joint List of Outcomes of Canadian Prime Minister Stephen Harper's Visit to China*. Récupéré de <http://ca.china-embassy.org/eng/zt/shvc123/t904105.htm>
- Emmerentze Jervell, Ellen et Macdonald, Alistair. (2013, 15 mai). Six Nations Win Seats on Arctic Council. *The Wall Street Journal, Canada News*. Récupéré de <http://www.wsj.com/articles/SB10001424127887324767004578484621098493056>
- Emmerson, Charles. (2010). The Future History of the Arctic. *PublicAffairs*, 405 p.
- English.news.cn. (2012, 31 juillet). *China's new icebreaker project pushes forward*. Récupéré de http://news.xinhuanet.com/english/china/2012-07/31/c_131751036.htm
- English.news.cn. (2013, 20 février). *Russia unveils Arctic strategy until 2020*. Récupéré de http://news.xinhuanet.com/english/sci/2013-02/20/c_132181287.htm
- Environment News Service. (2014). *Russia Ships First Arctic Oil, Fortifies Oil Defenses*. Moscow. Récupéré de <http://ens-newswire.com/2014/04/29/russia-ships-first-arctic-oil-fortifies-oil-defenses/>
- Evans, Brian L. (2010, août). Canadian Studies in China. *China Papers, Canadian International Council*, 18, 15 p.
- Exner-Pirot, Heather. (2012). Non-Arctic States: The Observer Question at the Arctic Council. *Arctic Yearbook 2012*, 48-51.
- Fazilov, Fakhmiddin et Chen, Xiangming. (2013). China and Central Asia: A Significant New Energy Nexus. *The European Financial Review*, avril-mai 2013, 38-43.
- Fednav. [s. d.]. *Opérations Arctiques et Projets*. Récupéré de <http://www.fednav.com/fr/entreprise/divisions/operations-en-arctique>

Fednav. [s. d.]. *Flotte*. Récupéré de <http://www.fednav.com/fr/flotte/pdf>

Fekete, Jason et Kennedy, Mark. (2012, 9 février). Multibillion-dollar deals 'new level' for Canada-China relationship. *National Post, Postmedia News*. Récupéré de <http://news.nationalpost.com/2012/02/09/china-and-canada-reach-deals-on-air-travel-oil-and-uranium-and-pandas/>

Filimonova, Nadezhda et Krovokhizh, Svetlana. (2014, 27 septembre). A Russian Perspective on China's Arctic Role. *The Diplomat*. Récupéré de <http://thediplomat.com/2014/09/a-russian-perspective-on-chinas-arctic-role/>

Flake, Lincoln E. (2013). Russia and China in the Arctic: A Team of Rivals. *Strategic Analysis*, 37, 6, 681-687.

Francis, David. (2014, 25 février). The Race for Arctic Oil: Advantage Russia vs. U.S. *The Fiscal Times*. Récupéré de <http://www.thefiscaltimes.com/Articles/2014/02/25/Race-Arctic-Oil-Advantage-Russia-vs-US>

Gabbatt, Adam. (2012, 19 juillet). Russia and China veto of Syria sanctions condemned as 'indefensible'. *The Guardian, World News, United Nations, New York*. Récupéré de <http://www.theguardian.com/world/2012/jul/19/russia-china-syria-sanction-veto>

Galouchko, Ksenia et Bierman, Stephen. (2014, 27 novembre). Russia's Oil Giant Battles Debt After \$55 Billion Deal. *Bloomberg Business*. Récupéré de <http://www.bloomberg.com/news/articles/2014-11-28/russia-s-oil-giant-battles-debt-after-55-billion-deal>

Gladstone, Rick. (2012, 19 juillet). Friction at the U.N. as Russia and China Veto Another Resolution on Syria Sanctions. *The New York Times, Middle East*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2012/07/20/world/middleeast/russia-and-china-veto-un-sanctions-against-syria.html>

Godbout, Jacques N.. (2014, 5 mai). L'Opération NUNALIVUT 2014 se termine après un mois dans l'immensité du Nunavut. *45^E NORD.CA*. Récupéré de <http://www.45enord.ca/2014/05/loperation-nunalivut-2014-se-terme-apres-un-mois-dans-limmensite-du-nunavut/>

Golubkova, Katya et Zhdannikov, Dmitry. (2014, 14 août). UPDATE 3-Russian oil giant seeks funds earmarked for pensions. *Reuters*. Récupéré de <http://uk.reuters.com/article/2014/08/14/ukraine-crisis-sanctions-rosneft-idUKL6N0QK1DD20140814>

Gordon, Stephen. (2014, 17 septembre). Don't fear the FIPA. *Maclean's*. Récupéré de <http://www.macleans.ca/economy/economicanalysis/dont-fear-the-fipa/>

Gorenburg, Dmitry. (2014, 12 février). How to understand Russia's Arctic strategy. *The Washington Post*. Récupéré de <http://www.washingtonpost.com/blogs/monkey-cage/wp/2014/02/12/how-to-understand-russias-arctic-strategy/>

Gouvernement du Canada. [s. d.] a. *Les relations diplomatiques Canada-Chine*. Récupéré de http://www.canadainternational.gc.ca/china-chine/bilateral_relations_bilaterales/diplomatic_relations_diplomatiques.aspx?lang=fra

Gouvernement du Canada. Foreign Affairs, Trade and Development Canada. [s. d.] b. *Canada-Korea Free Trade Agreement (CKFTA)*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/korea-coree/index.aspx?lang=eng>

Government of Canada. [s. d.] c. Foreign Affairs, Trade and Development Canada. *Canada-China Economic Complementarities Study*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/china-chine/study-comp-etude.aspx>

Government of Canada. Foreign Affairs, Trade and Development Canada. [s. d.]. *Trans-Pacific Partnership (TPP) Free Trade Negotiations*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/tpp-ptp/index.aspx?lang=eng>

Government of Canada. National Defense. [s. d.]. *Operation NUNALIVUT 2014 Successfully Achieves Objectives*. Resolute Bay, NU. Récupéré de <http://news.gc.ca/web/article-en.do?nid=845419>

Gouvernement du Canada. Office National de l'Énergie. [s. d.]. *2014 - Statistiques hebdomadaires*. Récupéré de <https://www.neb-one.gc.ca/nrth/sttstc/xplrtn/2014/index-fra.html>

Government of Canada. Bibliothèque et Archives. [s. d.]. *Dr Norman Bethune*. Récupéré de <http://www.collectionscanada.gc.ca/medecins/030002-2100-f.html>

Gouvernement du Canada. Défense nationale et les Forces armées canadiennes. [s. d.]. *Opération Nunavut*. Récupéré de <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-canada-amerique-du-nord-recurrentes/op-nunavut.page>

- Government of Canada. [s. d.]. *Factsheet: China*. Récupéré de http://www.canadainternational.gc.ca/china-chine/bilateral_relations_bilaterales/China-FS-Chine-FD.aspx?lang=eng
- Government of Canada. Transport Canada. [s. d.]. *Audit of the Asia Pacific Gateway and Corridor Initiative*. Récupéré de <https://www.tc.gc.ca/eng/corporate-services/aas-audit-1078.html>
- Government of Canada. [s. d.]. *Asia-Pacific Gateway and Corridor Initiative*. Récupéré de <http://www.asiapacificgateway.gc.ca/>
- Government of Canada. Ressources naturelles.[s. d.]. *Liste des lois et des règlements*. Récupéré de <http://www.mcan.gc.ca/lois-reglements/60>
- Government of Canada. Office national de l'énergie. [s. d.]. *Dépôt en vertu de la Loi sur les opérations pétrolières au Canada/ de la Loi fédérale sur les hydrocarbures*. Récupéré de <https://www.neb-one.gc.ca/pplctnflng/sbmt/cgcpr-fra.html>
- Government of Canada. [s. d.]. *Operation NANOOK 14*. Récupéré de <http://news.gc.ca/web/article-en.do?nid=877869>
- Government of Canada. [s. d.]. *Operation NANOOK 2014 successfully achieved objectives*. Récupéré de <http://news.gc.ca/web/article-en.do?nid=880299>
- Government of Canada. Défense nationale et les Forces armées canadiennes. [s. d.]. *Opération Nanook*. Récupéré de <http://www.forces.gc.ca/fr/operations-canada-amerique-du-nord-recurrentes/op-nanook.page>
- Government of Canada. National Defence and the Canadian Armed Forces. [s. d.]. *Sovereignty Patrolling Op NANOOK*. Récupéré de <http://www.combatcamera.forces.gc.ca/site/gallery-eng.asp?value=NANOOK>
- Government of Canada. Foreign Affairs, Trade and Development Canada. [s. d.]. *Canada's Asia-Pacific Gateway*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/commerce/visit-visite/apgci-ipcap.aspx?lang=eng>
- Government of Canada. Foreign Affairs, Trade and Development. [s. d.]. *Canada's Ongoing Support for Ukraine - Timeline*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/international/support-ukraine-soutien.aspx?lang=eng>
- Government of Canada. Foreign Affairs, Trade and Development Canada. [s. d.]. *Canada-China Foreign Investment Promotion and Protection Agreement (FIPA) Negotiations*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/trade-agreements->

accords-commerciaux/agr-acc/fipa-apie/china-chine.aspx?lang=eng

Government of Canada. (1985a). *Canada Oil and Gas Operations Act*. Récupéré de <http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/O-7.pdf>

Government of Canada. (1985b). *Canada Petroleum Resources Act*. Récupéré de <http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/C-8.5.pdf>

Government of Canada. Department of Foreign Affairs and International Trade. (2000). *The Northern Dimension of Canada's Foreign Policy*. Ottawa. Récupéré de <http://dfait-aeci.canadiana.ca/view/ooe.b3651149E/14?r=0&s=1>

Government of Canada. Foreign Affairs, Trade and Development Canada. (2005a, mai). *Summative Evaluation of the Northern Dimension of Canada's Foreign Policy*. Récupéré de http://www.international.gc.ca/about-a_propos/oig-big/2005/evaluation/northern_program-programme_nordique.aspx?lang=eng

Government of Canada. (2005). *International Policy Statement: A Role of Pride and Influence in the World*. Récupéré de <http://www.isn.ethz.ch/Digital-Library/Publications/Detail/?lng=en&id=156830>

Government of Canada. (2007). *Canada First Defence Strategy*. 22 p. Récupéré de http://www.forces.gc.ca/assets/FORCES_Internet/docs/en/about/CFDS-SDCD-eng.pdf

Gouvernement du Canada. (2009). *Stratégie pour le Nord du Canada : Notre Nord, notre patrimoine, notre avenir*. 48 p. Récupéré de <http://www.arctic-council.org/index.php/en/document-archive/category/12-arctic-strategies>

Government of Canada. (2010). *Statement on Canada's Arctic Foreign Policy: Exercising Sovereignty and Promoting Canada's NORTHERN STRATEGY Abroad*. Récupéré de http://www.international.gc.ca/arctic-arctique/assets/pdfs/canada_arctic_foreign_policy-eng.pdf

Government of Canada. Foreign Affairs, Trade and Development Canada. (2011, 20 juillet). *Minister Baird Completes Successful China Visit*. 207. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/media/aff/news-communiqués/2011/207.aspx?lang=eng>

Gouvernement du Canada. (2012a). *Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Chine concernant la promotion et la protection réciproque des investissements*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/fipa-apie/china-text-chine.aspx?lang=fra>

Government of Canada. Foreign Affairs, Trade and Development Canada. (2012b, octobre). *Identifying the Next Generation of Canadian Priority Markets - A Preliminary Analysis*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/economist-economiste/analysis-analyse/studies-etudes/studies-etudes-02.aspx?lang=eng>

Gouvernement du Canada. (2013a). *Le Canada salue l'entrée de la Chine comme observateur accrédité au Conseil de l'Arctique*. Récupéré de http://www.canadainternational.gc.ca/china-chine/highlights-faits/2013/130517_arctic.aspx?lang=fr

Gouvernement du Canada. Affaires Étrangères, Commerce et Développement Canada. (2013b). *Le Commerce International du Canada : Le point sur le commerce et l'investissement*. Récupéré de http://www.international.gc.ca/economist-economiste/assets/pdfs/performance/state_2013_point/SoT_PsC-2013-Fra.pdf

Government of Canada. Foreign Affairs, Trade and Development. (2013c, 9 décembre). *Canada Marks Major Milestone in Defining Its Continental Shelf*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/media/aff/news-communiques/2013/12/09a.aspx?lang=eng>

Government of Canada. Office National de l'Énergie. (2013d). *Note d'information sur l'énergie: Aperçu de la situation énergétique au Canada 2012*. 25 p. Récupéré de <https://www.neb-one.gc.ca/nrg/ntgrtd/mrkt/vrvw/2012/2012cndnnrgvrw-fra.pdf>

Government of Canada. National Defence and the Canadian Armed Forces. (2014a, février). *True North, Strong, Proud and Ready: Canadian Army trains in Arctic exercises*. Récupéré de <http://www.forces.gc.ca/en/news/article.page?doc=true-north-strong-proud-and-ready-canadian-army-trains-in-arctic-exercises/hrux444w>

Government of Canada. National Defence and the Canadian Armed Forces. (2014b, avril). *Operation NUNALIVUT deploys more than 250 CAF personnel to the High Arctic*. Récupéré de <http://news.gc.ca/web/article-en.do?nid=834499>

Government of Canada. Foreign Affairs, Trade and Development Canada. (2014c, 15 avril). *Canada Takes Principled Stand on Arctic Council Meetings*. Ottawa, Ontario. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/media/arctic-arctique/news-communiques/2014/04/15a.aspx>

Gouvernement du Canada. Affaires Étrangères, Commerce et Développement Canada. (2014d, juillet). *Pensez Canada!*. Récupéré de http://www.international.gc.ca/economist-economiste/assets/pdfs/invest/invest_investir_FRA.pdf

Government of Canada. Foreign Affairs, Trade and Development. (2014e, 8 août).

- Harper Government Launches First of Two Scientific Surveys to Complete Canada's Arctic Continental Shelf Submission.* Récupéré de http://news.gc.ca/web/article-en.do?nid=874469&_ga=1.172654881.322579203.1407796261
- Government of Canada. Office National de l'Énergie. (2014f, mars). *Dynamique du marché de l'énergie au Canada - 2013 - Évaluation du marché de l'énergie.* Récupéré de <https://www.neb-one.gc.ca/nrg/ntgrtd/mrkt/dnmc/2013/index-fra.html#s2>
- Government of Yukon. Energy, Mines and Resources. [s. d.]. *Mackenzie Gas Project.* Récupéré de <http://www.emr.gov.yk.ca/oilandgas/mgp.html>
- Graczyk, Piotr. (2012). «The Arctic Council Inclusive of Non-Arctic Perspectives : Seeking a New Balance.» In *The Arctic Council: Its Place in the Future of Arctic Governance*, 261-310.
- Granatstein, J.L. (2011, avril). Can Canada Have a Grand Strategy? *Canadian Defence & Foreign Affairs Institute*, 8 p.
- Green Party of Canada. (2014). *Stand up against the sellout to China.* Récupéré de <http://greenparty.ca/en/content/stand-against-sellout-china-0>
- Griffiths, Franklyn et Huebert, Rob et Lackenbauer, Whitney P. (2011). Canada and the Changing Arctic: Sovereignty, Security, and Stewardship. *Wilfrid Laurier University Press*, Waterloo, Canada, 341 p.
- Guo, Aibing et Van Loon, Jeremy. (2012, 23 juillet). Cnooc Buys Nexen for in China's Top Overseas Acquisition. *Bloomberg Business*. Récupéré de <http://www.bloomberg.com/news/articles/2012-07-23/cnooc-to-buy-canada-s-nexen-for-15-1-billion-to-expand-overseas>
- Haftendorn, Helga. (2010). Soft solutions for hard problems. *International Journal*. Autumn 2010, 809-824.
- Hall, Simon et Welsch, Edward et Dezember, Ryan. (2012, 24 juillet). China Push in Canada Is Biggest Foreign Buy. *The Wall Street Journal, Deals & Deals Makers.* Récupéré de <http://www.wsj.com/articles/SB10000872396390443437504577544470741886332>
- Harris, Paul et Chulov, Martin et Batty, David et Pearse, Damien. (2012, 4 février). Syria resolution vetoed by Russia and China at United Nations. *The Guardian, World News, Syria.* Récupéré de

- <http://www.theguardian.com/world/2012/feb/04/assad-obama-resign-un-resolution>
- Hertell, Hans H. (2008-2009). Arctic Melt: The Tipping Point for an Arctic Treaty. *The Georgetown International Environmental Law Review*, 21, 565-589.
- Hiebert, Murray et Hanlon, Liam. (2012, 7 décembre). ASEAN and Partners Launch Regional Comprehensive Economic Partnership. *Center for Strategic & International Studies*. Récupéré de <http://csis.org/publication/asean-and-partners-launch-regional-comprehensive-economic-partnership>
- Holyroyd, Carin. (2012, mai, 14). The Business of Arctic Development: East Asian Economic Interests in the Far North. *Canada-Asia Agenda*, Asia Pacific Foundation of Canada, 34, 10 p.
- Hong, N. (2012a). The melting Arctic and its impact on China's maritime transport. *Research in Transportation Economics*, (2012), 1-8, DOI:10.1016/j.retrec.2011.11.003. Récupéré de http://www.nanhai.org.cn/include_lc/upload/uploadfiles/20121211220111806.pdf
- Hong, N. (2012b). The Energy Factor in the Arctic Dispute: A Pathway to Conflict or Cooperation? *Journal of World Energy Law and Business*, 5, 1, 13-26.
- Huebert, Rob. (2012a). Arctic 2030: What are the consequences of climate change? The Canadian response. *Bulletin of the Atomic Scientists*, 68, 17, 6 p. DOI: 10.1177/0096340212451573.
- Huebert, Rob. (2012b). Le Canada et la Chine dans l'Arctique : Une Situation en Gestation. *Commission Méridien, Canadienne des Affaires Polaires*, 22 p.
- Huebert, Rob. (2014a, 30 janvier). Is Canada ready for Russia's hardball approach to the North Pole? *The Globe and Mail*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/globe-debate/is-canada-ready-for-russias-hardball-approach-to-the-north-pole/article16604726/>
- Huebert, Rob. (2014b, 2 avril). How Russia's move into Crimea upended Canada's Arctic strategy. *The Globe and Mail*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/globe-debate/how-russias-move-into-crimea-upended-canadas-arctic-strategy/article17766065/>
- Humpert, Malte et Raspotnik, Andreas. (2012, 17 août). From 'Great Wall' to 'Great White North': Explaining China's politics in the Arctic. *European Geostrategy*, 11 p.

Humpert, Malte. (2013, 16 novembre). The Future of Arctic Shipping: A New Silk Road for China? *Issuu*. Récupéré de http://issuu.com/thearcticinstitute/docs/the_future_of_arctic_shipping_-_a_n

Humrich, Christoph. (2013). Fragmented International Governance of Arctic Offshore Oil: Governance Challenges and Institutional Improvement. *Global Environmental Politics*, 13, 3, Août 2013, 79-99.

Husain, Aeyliya. (2014, 14 avril). Here's why Russia and Canada are clamoring for the Arctic. *VICE*. Récupéré de <http://www.vice.com/read/heres-why-russia-and-canada-are-clamouring-for-the-arctic>

Institute for 21st Century Energy. U.S. Chamber of Commerce. (2012). *International Index of Energy Security Risk. Assessing Risk in a Global Energy Market*. Récupéré de <http://www.energyxxi.org/sites/default/files/InternationalIndex2012.pdf>

Institute for 21st Century Energy. U.S. Chamber of Commerce. (2013). *International Index of Energy Security Risk. Assessing Risk in a Global Energy Market*. Récupéré de <http://www.energyxxi.org/sites/default/files/pdf/InternationalIndex-Final2013.pdf>

International Energy Agency. (2000). *China's Worldwide Quest for Energy Security*. 80 p.

International Energy Agency. (2009, juin). Natural Gas in China: Market evolution and strategy. *Energy markets and security, Working Paper Series*. Higashi, Nobuyuki. 39 p.

International Energy Agency. (2011). *World Energy Outlook 2011*. 659 p.

International Energy Agency. (2012b). *World Energy Outlook 2012*. 668 p.

International Energy Agency. (2013a, 10 juin). *Redrawing the Energy-Climate Map*. 126 p.

International Energy Agency. (2013b, septembre 2013). *Southeast Asia Energy Outlook*. 131 p.

International Energy Agency. (2013c, 12 novembre). *World Energy Outlook 2013*. Présentation faite à Londres par l'International Energy Agency. 15 p.

- International Energy Agency. (2013d). *Tracking Clean Energy Progress 2013: IEA Input to the Clean Energy Ministerial*. 149 p.
- International Energy Agency. (2013e). Developing a Natural Gas Trading Hub in Asia. *Partner Country Series*. Warner ten, Kate et Varro, Laszlo et Corbeau, Anne-Sophie. 83 p.
- International Energy Agency. (2013f). *Energy Policy Highlights*. 108 p.
- ITAR-TASS. (2014a, 14 mai). *Russia to apply for Arctic shelf borders in 2015 - minister*. Récupéré de <http://en.itar-tass.com/russia/731586>
- ITAR-TASS. (2014b, 14 mai). *Russia Pacific Fleet squadron to take part in Russia-China joint naval drills*. Récupéré de <http://en.itar-tass.com/russia/731500>
- ITAR-TASS. (2014c, 21 mai). *Military infrastructure to be built on Russian Arctic Ocean islands*. Récupéré de <http://en.itar-tass.com/russia/732504>
- ITAR-TASS. (2014d, 11 août). *Russian Arctic island to serve as base for military transport planes*. Récupéré de <http://en.itar-tass.com/russia/744479>
- Jakobson, Linda. (2010). China prepares for and ice-free Arctic. *SIPRI Insights on Peace and Security*, No. 2010/2, March 2010, 16 p.
- Jakobson, Linda, Peng, Jingchao. (2012). China's Arctic Aspirations. *SIPRI Policy Paper*, 34, 36 p.
- Jarratt, Emma. (2014a, 29 avril). Further EU sanctions target another 15 Russians. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/politics/2014/04/further-eu-sanctions-target-another-15-russians-29-04>
- Jarratt, Emma. (2014b, 30 avril). Russia eyes Crimean shipyard to produce Arctic supertankers. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/arctic/2014/04/russia-eyes-crimean-shipyard-produce-arctic-supertankers-30-04>
- Jarratt, Emma. (2014c, 14 mai). Sleeping Giant hungry for Russian oil. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/energy/2014/05/sleeping-giant-hungry-russian-oil-14-05>
- Jegorova, Natalja. (2013). Regionalism and Globalisation: The Case of the Arctic. *Arctic Yearbook 2013*, 125-141.

- Jiang, Wenran. (2010, octobre). The Dragon Returns: Canada in China's Quest for Energy Security. *China Papers, Canadian International Council*, 19, 39 p.
- Johnston, Peter F. (2010). Arctic Energy Resources and Global Energy Security. *Journal of Military and Strategic Studies* 12, 2, 22 p.
- Jones, Jeffrey. (2013, 17 octobre). Imperial Oil weighs Mackenzie gas project revamp. *The Globe and Mail, Industry news, Energy & Resources*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/imperial-oil-weighs-mackenzie-gas-project-revamp/article14918587/>
- Joyaux, François. (1994). *La Tentation impériale : Politique extérieure de la Chine depuis 1949*. Notre Siècle, Imprimerie nationale, 426p. ISBN: 2-11-081331-8.
- Joyner, Christopher C. (2008-2009). The Legal Regime for the Arctic Ocean. *Journal of Transnational Law and Policy*, Vol. 18.2, Printemps 2009, 195-246.
- Käpylä, Juha et Mikkola, Harri. (2013, 8 novembre). The Global Arctic: The Growing Arctic Interests of Russia, China, the United States and the European Union. *The International Relations and Security Network*. Récupéré de <http://www.isn.ethz.ch/Digital-Library/Articles/Detail/?lng=en&id=172671>
- Keck, Zachary. (2014, 21 mai). China and Russia Sign Massive Natural Gas Deal. *The Diplomat, China Power*. Récupéré de <http://thediplomat.com/2014/05/china-and-russia-sign-massive-natural-gas-deal/>
- Kingston, Brian. (2014, 18, septembre). When it Comes to the Arctic, Canada Is Underprepared. *Huffington Post, Business, The Blog*, Global Shapers Community Ottawa. Récupéré de http://www.huffingtonpost.ca/global-shapers-community-ottawa/arctic-canada_b_5838640.html
- Klare, Michael T.. (2013, 7 décembre). Rushing for the Arctic's Riches. *The New York Times, Sunday Review, The Opinion Pages*. Récupéré de http://www.nytimes.com/2013/12/08/opinion/sunday/rushing-for-the-arctics-riches.html?_r=0
- Klare, Michael T.. (2012). *The race for what's left: the global scramble for the world's last resources*. Metropolitan Books, 306 p.
- Knecht, Sebastian. (2013). Arctic Regionalism in Theory and Practice: From Cooperation to Integration? *Arctic Yearbook* 2013, 164-183.
- Kopra, Sanna. (2013). China's Arctic Interests. *Arctic Yearbook*, 2013, 107-124.

- Korsunskaya, Darya et Kelly, Lidia et Golubkova, Katya. (2014, 22 décembre). Russia is entering 'full-fledged economic crisis', warns former finance minister Alexei Kudrin. *Reuters*. Récupéré de <http://business.financialpost.com/2014/12/22/russia-is-entering-full-fledged-economic-crisis-warns-former-finance-minister-alexei-kudrin/>
- Korybko, Andrew. (2014a, 21 août). Washington's Nightmare Comes True: The Russian-Chinese Strategic Partnership Goes Global (I). *Oriental Review*. Récupéré de <http://orientalreview.org/2014/08/21/washingtons-nightmare-comes-true-the-russian-chinese-strategic-partnership-goes-global-i/>
- Korybko, Andrew. (2014b, 21 août). Washington's Nightmare Comes True: The Russian-Chinese Strategic Partnership Goes Global. PART II: Geopolitical Application. *Oriental Review, Global Research*. Récupéré de <http://www.globalresearch.ca/washingtons-nightmare-comes-true-the-russian-chinese-strategic-partnership-goes-global/5397245>
- Krauss, Clifford and Bradsher, Keith. (2014, 21 mai). China's Global Search for Energy. *The New York Times, International Business*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2014/05/22/business/international/chinas-global-search-for-energy.html>
- Kropatcheva, Elena. (2014). He who has the pipeline calls the tune? Russia's energy power against the background of the shale "revolutions". *Energy Policy*, 66, 1-10.
- Krugel, Lauren. (2013, 25 février). Nexen CNOOC Takeover Complete: \$15.1-Billion Deal Closes. *Huffpost Alberta*. Récupéré de http://www.huffingtonpost.ca/2013/02/25/nexen-cnooc-takeover-complete_n_2761580.html
- La Fayette, Louise Angélique de. (2008). Oceans Governance in the Arctic. *The International Journal of Marine and Coastal Law*, Vol. 23, 531-566.
- La Fayette, Louise Angélique de. (2009). The Consequences of Climate Change in the Arctic. *Ocean Yearbook*, Vol. 23, 39-88.
- Laffont, Nicolas. (2014, 2 avril). C'est parti pour l'Opération Nunavut 2014 dans le Haut-Arctique. *45^E NORD.CA*. Récupéré de <http://www.45enord.ca/2014/04/cest-parti-pour-loperation-nunavut-2014-dans-le-haut-arctique/>
- Lasserre, Frédéric. (2010a). China and the Arctic : Threat or Cooperation Potential for Canada? *Conseil international du Canada, China Papers*, 11, 17 p.

- Lasserre, Frédéric. (2010b). Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation. *Presses de l'Université du Québec*, Collection Géographie contemporaine, 489 p.
- Lasserre, Frédéric. (2011a). The Geopolitics of Arctic Passages and Continental Shelves. *Public Sector Digest*, 4 p.
- Lasserre, Frédéric. (2011b). «Arctic shipping – the ships will come, but not for transit». *Special Issue on the Future of the Arctic*. Issue No. 4, 30 November 2011, 22.
- Lasserre, Frédéric et Pelletier, Sébastien. (2012). Arctic Shipping: Future Polar Express Seaways? Shipowners' Opinion. *Journal of Maritime Law & Commerce*, 43, 4, 553–564.
- Lavelle, Marianne. (2013, 29 novembre). Arctic Shipping Soars, Led by Russia and Lured by Energy. *National Geographic Daily News*. Récupéré de <http://news.nationalgeographic.com/news/energy/2013/11/131129-arctic-shipping-soars-led-by-russia/>
- Le Conseil des Canadiens. [s. d.]. *Canada-China (FIPA)*. Récupéré de <http://www.canadians.org/fipa>
- Lee, Sung-Woo. (2012). Potential Arctic Shipping – Change, Benefit, Risk and Cooperation. Document présenté pour la *2012 North Pacific Arctic Conference*, organisée par l'East-West Center et le Korea Maritime Institute, Honolulu, Hawaii, 33 p.
- Lewis, Jeff. (2014, 28 août). CNOOC's operating cost jump 7 per cent since Nexen takeover. *The Globe and Mail, Industry News*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/cnoocs-operating-costs-jump-7-per-cent-since-nexen-takeover/article20259197/>
- Lewis, Jeff. (2013, 11 juin). Northwest Territories eyes revival of Mackenzie Valley pipeline project. *Financial Post, Energy*. Récupéré de http://business.financialpost.com/2013/06/11/northwest-territories-eyes-revival-of-mackenzie-valley-pipeline-project/?__lsa=bca5-7ed9
- Li, Hao. (2010, 24 novembre). China-Russia currency agreement further threatens U.S. dollar. *International Business Times*. Récupéré de <http://www.ibtimes.com/china-russia-currency-agreement-further-threatens-us-dollar-248338>

- Li, Jingjie. (2013, 22 novembre). Sino-Russian Strategic Partnership Cooperative Relations and the US Factor. *The Asan Forum, Special Forum*. Récupéré de <http://www.theasanforum.org/sino-russian-strategic-partnership-cooperative-relations-and-the-us-factor/>
- Lin, Ting-Sheng et Roussel, Stéphane. (2012). Quand Nanook rencontre Xue Long : Les rapports entre la Chine et le Canada dans l'Arctique. *Chronique Nord-Nord-Ouest*, OPSA, 7 p.
- Ling, Justin. (2014, 9 juillet). Canada's Military Wants New Drones, Fighter Jets, And the Arctic. *Motherboard, Vice*. Récupéré de <http://motherboard.vice.com/read/canadas-military-wants-new-drones-fighter-jets-and-to-keep-the-arctic>
- Liu Currier, Carrie et Dorraj, Manochehr. (2011). China's Energy Relations with the Developing World. *Continuum*, 221 p.
- Luhn, Alec et Macalister, Terry. (2014, 21 mai). Russia signs 30-year deal worth \$400bn to deliver gas to China. *The Guardian*. Récupéré de <http://www.theguardian.com/world/2014/may/21/russia-30-year-400bn-gas-deal-china>
- Lunn, Susan. (2014, 12 septembre). Canada-China investment treaty to come into force Oct. 1. *CBC News, Politics*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/politics/canada-china-investment-treaty-to-come-into-force-oct-1-1.2764075>
- Lynch, Colum. (2011, 4 octobre). Russia, China block Syria resolution at U.N..*The Washington Post, National Security*. Récupéré de http://www.washingtonpost.com/world/national-security/2011/10/04/gIQA_rCFBML_story.html
- MacFarquhar, Neil. (2011, 4 octobre). U.N. Resolution on Syria Blocked by Russia and China. *The New York Times, Middle East*. Récupéré de <http://www.nytimes.com/2011/10/05/world/middleeast/russia-and-china-block-united-nations-resolution-on-syria.html?pagewanted=all>
- Macnab, Rob. (2010). The Southern and Arctic Oceans: Polar Opposites in Many Respects. *Yearbook of Polar Law*, 245-251.
- MacMillan, Margaret. (2007). *Nixon in China: The week that changed the world*. The Penguin Group, 393p. ISBN: 978-0-14-301559-8.

- Makuch, Ben. (2014a, 12 août). Canada Wants to Scientifically Prove It Owns the North Pole. *Motherboard, Vice*. Récupéré de <http://motherboard.vice.com/read/canada-wants-to-scientifically-prove-it-owns-the-north-pole->
- Mampaey, Coralie. (2013). La réforme du Conseil de l'Arctique : Un avenir incertain. OPSA, *Chronique Nord-Nord-Ouest*, 13, Février 2013, 10 p.
- Manicom, James et O'Neil, Andrew. (2011). China's rise and middle power democracies: Canada and Australia compared. *International Relations of the Asia-Pacific*, 12, 199-228. DOI:10.1093/irap/lcs002.
- Manicom, James. (2012). Canadian debates about China's rise: Whither the "China threat"? *Canadian Foreign Policy Journal*, 18, 3, 287-300. DOI: 10.1080/11926422.2012.737337.
- Marchenko, Nataliya. (2012). Russian Arctic Seas: Navigational conditions and accidents. *Springer*, 274 p.
- Martin, Richard. (2014, 30 mai). Russia-China Gas Deal Narrows Window for U.S. Exports. *Forbes, Energy*. Récupéré de <http://www.forbes.com/sites/pikeresearch/2014/05/30/russia-china-gas-deal-narrows-window-for-u-s-exports/>
- Mas, Susana. (2013, 22 avril). Delayed China trade deal reflects Tory dissent, NPD says. *CBC News, Politics*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/politics/delayed-china-trade-deal-reflects-tory-dissent-ndp-says-1.1307131>
- Mazneva, Elena et Kravchenko, Stepan. (2014, 21 mai). Russia, China Sign \$400 Billion Gas Deal After Decade of Talks. *Bloomberg*. Récupéré de <http://www.bloomberg.com/news/2014-05-21/russia-signs-china-gas-deal-after-decade-of-talks.html>
- Mazneva, Elena. (2014, 10 novembre). Putin Plan for Second China Gas Pipe Will Depend on Price. *Bloomberg Business*. Récupéré de <http://www.bloomberg.com/news/articles/2014-11-10/putin-plan-for-second-china-gas-pipe-will-depend-on-price>
- McCarten, James et Brewster, Murray. (2014a). Canada lacks strategy for managing Arctic shipping traffic growth, audit finds. *CTV News*. Récupéré de <http://www.ctvnews.ca/politics/canada-lacks-strategy-for-managing-arctic-shipping-traffic-growth-audit-finds-1.2042965>
- McCarten, James et Brewster, Murray. (2014b, 10 juillet). Canada's Arctic Strategy

- Lacks Vision For Shipping Traffic Growth: Audit. *Huffington Post, Politics*. Récupéré de http://www.huffingtonpost.ca/2014/10/07/canada-arctic-strategy-harper-julie-gelfand_n_5945438.html
- Mccormick, Ty. (2014, 7 mai). Arctic Sovereignty: A Short History. *Foreign Policy, InBox*. Récupéré de http://www.foreignpolicy.com/articles/2014/05/07/anthropology_of_an_idea_arctic_sovereignty_oil
- McDonough, David S. (2012). Canada, grand strategy and the Asia-Pacific: Past lessons, future directions. *Canadian Foreign Policy Journal*, 18, 3, 273-286.
- McDonough, David S. (2013). Obama's Pacific Pivot in US Grand Strategy: A Canadian Perspective, *Asian Security*, 9, 3, 165-184. DOI: 10.1080/14799855.2013.832213.
- McGwin, Kevin. (Octobre 2013). Shippers: plenty of potential for Arctic sea route. *The Arctic Journal*. Récupéré de <http://arcticjournal.com/business/shippers-plenty-potential-arctic-sea-route>
- McGwin, Kevin. (2014a, 2 mai). Russia's new blend. *The Arctic Journal*. Récupéré de <http://arcticjournal.com/oil-minerals/594/russias-new-blend>
- McGwin, Kevin. (2014b, 15 août). An ounce of prevention is worth a pound of SAR. *The Arctic Journal, Maritime Safety*. Récupéré de <http://arcticjournal.com/business/898/ounce-prevention-worth-pound-sar>
- Milne, Richard. (2013, 15 mai). China wins observer status in Arctic Council. *Financial Times*. Récupéré de <http://www.ft.com/cms/s/0/b665723c-bd3e-11e2-890a-00144feab7de.html#axzz3PkbuIMdC>
- Ministry of Commerce People's Republic of China. [s. d.]. *China FTA Network*. Récupéré de <http://www.ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreementshttp://fta.mofcom.gov.cn/english/index.shtml>
- Ministry of Commerce People's Republic of China. [s. d.]. *Statistics of FDI in China in January-December 2013*. 2014, 24 janvier. Récupéré de <http://english.mofcom.gov.cn/article/statistic/foreigninvestment/201402/20140200498911.shtml>
- Ministry of Land and Resources of the Peoples's Republic of China. [s. d.] *Responsibilities of the Ministry of Land and Resources*. 15 octobre 2010. Récupéré de <http://www.mlr.gov.cn/mlrenglish/about/mission/>

- Moe, Arild. (2012). Arctic Oil and Gas Development : What are realistic expectations ? Document présenté pour la *2012 North Pacific Arctic Conference*, organisée par l'East-West Center et le Korea Maritime Institute, Honolulu, Hawaii, 32 p.
- Morrow, Holly. (2014, 4 août). It's Not About the Oil -- It's About the Tiny Rocks. *Foreign Policy*. Récupéré de http://www.foreignpolicy.com/articles/2014/08/04/it_s_not_about_the_oil_it_s_about_the_tiny_rocks_china_south_china_sea_japan_vietnam?utm_content=buffer05cdf&utm_medium=social&utm_source=facebook.com&utm_campaign=buffer
- Murray, Robert. (2013, 22 octobre). Harper is Not Putting Canada (or the Canadian Arctic) First. *Canadian International Council, Open Canada*. Récupéré de <http://opencanada.org/features/the-think-tank/comments/harper-is-not-putting-canada-or-the-canadian-arctic-first/>
- Myers, Steven Lee. (2013, 15 mai). Arctic Council Adds 6 Nations as Observer States, Including China. *The New York Times, Europe*. Récupéré de http://www.nytimes.com/2013/05/16/world/europe/arctic-council-adds-six-members-including-china.html?_r=0
- Nazet, Michel. (2012). *La Chine et le monde au XXe siècle : Les chemins de la puissance*. Ellipses, 255 p. ISBN : 978-2-7298-74766.
- Nichols, Michelle. (2012, 19 juillet). Russia, China veto U.N. Security Council resolution on Syria. *Reuters, United Nations*. Récupéré de <http://www.reuters.com/article/2012/07/19/us-syria-crisis-un-idUSBRE86I0UD20120719>
- Nielsen, Nikolaj. (2013, 16 mai). China beats EU to Arctic Council membership. *euobserver*, Bruxelles. Récupéré de <http://euobserver.com/environment/120138>
- Nilsen, Thomas. (2014, 1^{er} avril). Stubb: Russia's economic dip poses risk for Finland. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/business/2014/04/stubb-russias-economic-dip-poses-risk-finland-01-04>
- Numminen, Lotta. (2010). Breaking the ice: Can environmental and scientific cooperation be the way forward in the Arctic? *Political Geography*, 29, 85-87.
- Observatory of Economic Complexity. [s. d.]. *Learn More About Trade in Russie*. Récupéré de <http://atlas.media.mit.edu/profile/country/rus/>
- Observatory of Economic Complexity. [s. d.] *Learn More About Trade in Chine*. Récupéré de <http://atlas.media.mit.edu/profile/country/chn/>

- Office National de l'Énergie. [s. d.]. *Statistiques et analyse*. Récupéré de <http://www.one-neb.gc.ca/nrg/sttstc/index-fra.html>
- Office national de l'énergie. (2011a, juillet). Aperçu de la situation énergétique au Canada 2011. *Note d'information sur l'énergie*. 19 p.
- Office national de l'énergie. (2011b, juillet). Aperçu de la situation énergétique au Canada 2010. *Note d'information sur l'énergie*. 22 p.
- Office national de l'énergie. (2013a, juillet). Aperçu de la situation énergétique au Canada 2012. *Note d'information sur l'énergie*. 25 p.
- Office national de l'énergie. (2013b, novembre). Avenir énergétique du Canada en 2013: Offre et demande énergétiques à l'horizon 2035. *Évaluation du marché de l'énergie*. 94 p.
- Office national de l'énergie. (2013c). *Exportations de pétrole brut canadien par mode de transport - Synthèse des tendances sur 5 ans*. 1 p.
- Office national de l'énergie. (2014a, 25 février). *Le Nord canadien*. Présentation faite par Caron, Gaétan, président de l'Office national de l'énergie, lors de la Réunion de CAMPUT sur de grands sujets de réglementation à Montréal, Québec. 10 p.
- Office national de l'énergie. (2014b, 11 mars). *Point de vue de l'Office national de l'énergie sur les faits récents en matière de réglementation des opérations pétrolières et gazières dans le Nord*. Discours prononcé par Caron, Gaétan, président et premier dirigeant de l'Office national de l'énergie, lors du 14^e symposium annuel sur le gaz et le pétrole dans l'Arctique. 7 p.
- Office National de l'Énergie. (2014c, avril). *Le réseau pipelinier du Canada: Évaluation du marché de l'énergie*. 57 p. Récupéré de <https://www.neb-one.gc.ca/nrg/ntgrtd/trnsprtn/2014/2014trnsprtnsssmnt-fra.pdf>
- Oliver, Chris. (2010, 23 novembre). China, Russia to drop dollar in bilateral trade. *Market Watch, Market Pulse*. Récupéré de <http://www.marketwatch.com/story/china-russia-to-drop-dollar-in-bilateral-trade-2010-11-23>
- Organisation Maritime Internationale. (1982, 10, Décembre). Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer. Récupéré de <http://www.un.org/french/law/los/unclos/closindx.htm>
- Organisation Maritime Internationale. [s. d.]. *Shipping in polar waters*. Récupéré de <http://www.imo.org/MediaCentre/HotTopics/polar/Pages/default.aspx>

Organisation Maritime Internationale. [s. d.]. *What does the Polar Code mean for ship safety?*. Récupéré de http://www.imo.org/MediaCentre/HotTopics/polar/Documents/Polar%20Code%20Ship%20Safety%20-%20Infographic_smaller_.pdf

Organisation Mondiale du Commerce. [s. d.] *La Chine et l'OMC*. Récupéré de http://www.wto.org/french/thewto/f/countries/f/china_f.htm

Organisation Mondiale du Commerce. (2013). *Statistiques mondiales du commerce international*. 208 p. Récupéré de http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/its2013_f/its2013_f.pdf

Organisation Mondiale du Commerce. [s. d.] *La Chine et l'OMC*. 2013. Récupéré de http://www.wto.org/french/thewto/f/countries/f/china_f.htm

Osmundsen, Petter, Sorenes, Terje et Toft, Anders. (2008). Drilling contracts and incentives. *Energy Policy*, 36, 3138-3144.

Osthagen, Andreas. (2013a). Arctic Oil and Gas: Assessing the Potential for Hydrocarbon Development in the Polar Region. *The Arctic Institute*. Récupéré de <http://www.thearcticinstitute.org/2013/04/arctic-oil-and-gas-hype-or-reality.html>

Osthagen, Andreas. (2013b). Why We Aren't Ready for an Active Arctic. *Canadian International Council*. Récupéré de <http://opencanada.org/features/the-think-tank/comments/why-we-arent-ready-for-an-active-arctic/>

Palamar, Simon et Jardine, Eric. (2012). Does Canada need a new Asia policy? *Canadian Foreign Policy Journal*, 18, 3, 251-263. DOI: 10.1080/11926422.2012.741050.

Paltiel, Jeremy. (2012). Canada's China re-set: Strategic realignment or tactical repositioning? Re-energizing the strategic partnership. *Canadian Foreign Policy Journal*, 18, 3, 267-272. DOI: 10.1080/11926422.2012.737341.

Paltsev, Sergey. (2011, juillet). *Russia's Natural Gas Export Potential up to 2050*. MIT Center for Energy and Environmental Policy Research, 35 p.

Paranomov, Vladimir et Stokov, Aleksey. (2006, septembre). Russian-Chinese Relations: Past, Present & Future. *Defence Academy of the United Kingdom, Conflict Studies Research Centre, Russian Series*, 06/46E, 14 p.

Parfitt, Tom. (2007, 2 août). Russia plants flag on North Pole seabed. *The Guardian, World News*. Récupéré de

<http://www.theguardian.com/world/2007/aug/02/russia.arctic>

Park, Gary. (2013). Canada's oil, gas pipeline in flux. *Petroleum News*, 19, 18. Récupéré de <http://www.petroleumnews.com/pntruncate/806346302.shtml>

Park, Gary. (2014). Canada's Arctic mapping: Two icebreakers collecting data to bolster country's case for seafloor control. *Petroleum News*, 19, 33. Récupéré de <http://www.petroleumnews.com/pntruncate/27233869.shtml>

Paterson, Alex. (2013, mars, 7). Why "Asia - it's big!" won't cut it. *Canada 2020*. Récupéré de <http://canada2020.ca/rising-to-meet-the-asia-challenge/blog-why-asia-its-big-wont-cut-it/>

Pavlova, Elena et Chauvet, Victor. (2014, 28 mai). Russian Arctic development hampered by Moscow's strategic engagements. *The Arctic Journal*. Récupéré de <http://arcticjournal.com/opinion/637/russian-arctic-development-hampered-moscows-strategic-engagements>

Pedersen, Torbjorn. (2012). Debates over the Role of the Arctic Council. *Ocean Development & International Law*, 43, 146-156.

Perlez, Jane. (2014, 21 mai). China and Russia Reach 30-Year Gas Deal. *The New York Times, Asia Pacific*. Récupéré de http://www.nytimes.com/2014/05/22/world/asia/china-russia-gas-deal.html?hp&_r=1

Pettersen, Trude. (2014a, 14 mai). Western sanctions could curb Russian Arctic oil. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/energy/2014/05/western-sanctions-could-curb-russian-arctic-oil-14-05>

Pettersen, Trude. (2014b, 19 août). Murmansk economic zone is history. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/business/2014/08/murmansk-economic-zone-history-19-08>

Pettersen, Trude. (2013, 20 février). Russia launches program on Arctic development to 2020. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/arctic/2013/02/russia-launches-program-arctic-development-2020-20-02>

Pina-Guerassimoff, Carine. (2011). *La Chine dans le monde : Panorama d'une ascension*. Ellipses, 288 p. ISBN: 978-2-7298-6304-3.

- Pinchuk, Denis. (2014, 11 avril). Arctic gas project backs political strategy as Russia turns east. *Reuters*. Récupéré de <http://uk.reuters.com/article/2014/04/11/ukraine-crisis-russia-yamal-idUKL6N0N24ZV20140411>
- Poon, Daniel. (2012). China's move up the value chain: Implication for Canada. *Canadian Foreign Policy Journal*, 18, 3, 319-339. DOI: 10.1080/11926422.2012.737336.
- Potter, Robert. (2012, 7 septembre). The Importance of the Straits of Malacca. *E-International Relations*. Récupéré de <http://www.e-ir.info/2012/09/07/the-importance-of-the-straits-of-malacca/>
- Port Technology International. [2013, 7 juin]. *IMO to implement Arctic shipping code by 2016*. Récupéré de <http://www.porttechnology.org/news/imo-to-implement-arctic-shipping-code-by-2016/>
- President of the Russian Federation. (2009, 30 mars). *Russian Federation's Policy for the Arctic to 2020*. Récupéré de <http://www.arctis-search.com/Russian+Federation+Policy+for+the+Arctic+to+2020>
- Prime Minister of Canada. [s. d.] *Canada-China Joint Statement*. Récupéré de <http://pm.gc.ca/eng/news/2009/12/03/canada-china-joint-statement>
- Prime Minister of Canada. (2009, 3 décembre). *PM Statement Following Bilateral Meetings with President Hu and Premier Wen of China*. Récupéré de <http://pm.gc.ca/eng/news/2009/12/03/pm-statement-following-bilateral-meetings-president-hu-and-premier-wen-china>
- Prime Minister of Canada. (2010, 24 juin). *Canada and China Broaden Strategic Partnership*. Récupéré de <http://pm.gc.ca/eng/news/2010/06/24/canada-and-china-broaden-strategic-partnership-0>
- Prime Minister of Canada. (2012, 8 septembre). *PM announces signing of new investment agreement with China*. Récupéré de <http://www.pm.gc.ca/eng/node/21916>
- Prime Minister of Canada. (2014, 8 novembre). *Canada-China Joint List of Outcomes 2014*. Récupéré de <http://pm.gc.ca/eng/news/2014/11/08/canada-china-joint-list-outcomes-2014>
- Pugliese, David. (2014a, 5 mai). Operation NUNALIVUT 2014 Largest And Biggest Yet In Series Of High Arctic Operations. *Ottawa Citizen, News, Defence Watch*.

- Récupéré de <http://ottawacitizen.com/news/national/defence-watch/operation-nunavut-2014-largest-and-biggest-yet-in-series-of-high-arctic-operations>
- Pugliese, David. (2014b, 16 août). Canada sends two icebreakers to the High Arctic. *Ottawa Citizen*. Récupéré de <http://ottawacitizen.com/news/national/defence-watch/canada-sends-two-icebreakers-to-the-high-arctic>
- Pugliese, David. (2014c, 8 septembre). *Nanisivik naval facility was originally supposed to cost \$258 million but DND balked at price tag*. *Ottawa Citizen*. Récupéré de <http://ottawacitizen.com/news/national/defence-watch/nanisivik-naval-facility-was-originally-supposed-to-cost-258-million-but-dnd-balked-at-price-tag>
- Qiang, Su et Xiaokun, Li. (2010, 24 novembre). China, Russia quit dollar. *China Daily, Foreign and Military Affairs*. Récupéré de http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-11/24/content_11599087.htm
- Rainwater, S. (2012). Race to the North: China's Arctic Strategy and Its Implications. *Naval War College Review*, 66, 62-82.
- Ratner, Ely et Rosenberg, Elizabeth. (2014, 19 mai). China Has Russia Over a Barrel. *Foreign Policy, Argument*. Récupéré de http://www.foreignpolicy.com/articles/2014/05/19/china_has_russia_over_a_barrel_putin_oil_gas_energy
- Rerdon, Sara. (2013, 17 mai). China gains observer status on the Arctic Council. *NewScientist, Environment*. Récupéré de <http://www.newscientist.com/article/dn23553-china-gains-observer-status-on-the-arctic-council.html#.VIysVyuG8gE>
- Reuters. (2014, 14 août). Oil Giant Rosneft Requests Massive State Support to Withstand Sanctions. *The Moscow Times*. Récupéré de <http://www.themoscowtimes.com/business/article/oil-giant-rosneft-requests-massive-state-support-to-withstand-western-sanctions/505112.html>
- RIA Novosti. (2011, 4 octobre). *Medvedev privatizes Russian icebreaker fleet*. Récupéré de <http://arctic.ru/news/2011/10/medvedev-privatizes-russian-icebreaker-fleet>
- RIA Novosti. (2014a, 25 février). *Gaz: le chinois CNPC rachète 20% du projet russe Yamal LNG*. Récupéré de <http://fr.ria.ru/business/20140225/200587490.html>

- RIA Novosti. (2014b, 15 mars). *UN Declares Huge Part of Far Eastern Sea Russian Shelf*. Récupéré de <http://en.ria.ru/russia/20140315/188455689/UN-Declares-Huge-Part-of-Far-Eastern-Sea-Russian-Shelf.html>
- RIA Novosti. (2014c, 21 mai). *Russian Navy Plans New Expeditions to Arctic*. Récupéré de http://en.ria.ru/military_news/20140521/190006687/Russian-Navy-Plans-New-Expeditions-to-Arctic.html
- RIA Novosti. (2014d, 27 mai). *Russia to Build 2 More Emergency Rescue Centers on Arctic Coast*. Récupéré de <http://en.ria.ru/russia/20140527/190168924/Russia-to-Build-2-More-Emergency-Rescue-Centers-on-Arctic-Coast.html>
- RIA Novosti. (2014e, 28 mai). *Russia to Estimate Hydrocarbon Reserves Beyond Current Arctic Shelf Boundary*. Récupéré de <http://en.ria.ru/russia/20140528/190194904/Russia-to-Estimate-Hydrocarbon-Reserves-Beyond-Current-Arctic.html>
- RIA Novosti. (2014f, 31 juillet). *US Arctic Technologies Export Restrictions to Have No Great Impact on Russia - Analysts*. Récupéré de <http://en.ria.ru/analysis/20140731/191527730/US-Arctic-Technologies-Export-Restrictions-to-Have-No-Great.html>
- RIA Novosti. (2014g, 25 septembre). *Rosneft, Exxon to Finish Arctic Oil Well Drilling on Schedule - Russian Minister*. Récupéré de <http://arctic.ru/news/2014/09/rosneft-exxon-finish-arctic-oil-well-drilling-schedule-%E2%80%93-russian-minister>
- RIA Novosti. (2014h, 30 septembre). *Russia Capable of Arctic Drilling Without ExxonMobil - Deputy Energy Minister*. Récupéré de <http://arctic.ru/news/2014/09/russia-capable-arctic-drilling-without-exxonmobil-%E2%80%93-deputy-energy-minister>
- Rinna, Anthony V. (2014, 1^{er} juillet). *A China-Russia Strategic Alliance? Strategic Review, Web Exclusives, Commentaries*. Récupéré de <http://www.sr-indonesia.com/web-exclusives/view/a-china-russia-strategic-alliance>
- Robertson, Colin. (2011). *The China Question and Canadian Interests. Policy Options*, November 2011, 65-69.
- Rocha, Euan. (2013, 25 février). *CNOOC completes contentious \$15.1-billion acquisition of Nexen. Financial Post, Energy*. Récupéré de

- http://business.financialpost.com/2013/02/25/cnooc-completes-contentious-15-1-billion-acquisition-of-nexen/?__lsa=bca5-7ed9
- Roi, Michael L. (2010). Russia: The Greatest Arctic Power? *The Journal of Slavic Military Studies*, 23, 4, 551-573.
- Rosneft. [s. d.]. *Global Energy Company: Annual Report 2013*. 290 p. Récupéré de http://www.rosneft.com/attach/0/58/80/a_report_2013_eng.pdf
- Roux, Alain. (1998). *La Chine au XX^e siècle*. Campus, Histoire, SEDES, 192p. ISBN: 2-7181-9059-0.
- Roux, Alain. (2006). *La Chine au XX^e siècle*. Cursus, Armand Collin, 4^e édition, 248 p. ISBN: 2-200-26876-9.
- Roy, Denny. (1998). *China's Foreign Relations*. Rowman & Littlefield Publishers, 264 p.
- Rowell, Andy. (2014, 11 août). Exxon Starts 'Most Controversial Oil Rig in the World'. *EcoWatch, Offshore Oil Drilling*. Récupéré de <http://ecowatch.com/2014/08/11/exxon-controversial-oil-rig-russia-arctic/>
- RT. (2014, 18 mai). *Russia-China ties at highest level in history - Putin*. Récupéré de <http://rt.com/news/159804-putin-china-visit-interview/>
- Ruffilli, Dean. (2011, 21 juillet). *Arctic Marine and Intermodal Infrastructure: Challenges and the Government of Canada's Response*. Library of Parliament, In Brief, Publication N. 2011-77-E. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2011-77-e.pdf>
- Russia Today. (2014, 10 août). *Russia to deploy fifth-gen fighters, S-500 missiles in 2016*. Récupéré de <http://rt.com/news/179256-russia-deploy-s500-missiles/>
- Russian Energy Ministry. (2013a, 29 octobre). *Government Legislative Commission debates and approves Ministry of Energy draft law to regulate foreign trade activity of liquefied natural gas exporters*. Récupéré de http://government.ru/en/dep_news/7796
- Saideman, Steve. (2014, 1^e mai). Canada's Strategic Dilemma. *Canadian International Council*. Récupéré de <http://opencanada.org/features/blogs/roundtable/canadas-strategic-dilemma/>
- Sakhuja, Vijay. (2014). Russia and China: Icy Latitudes of Cooperation and Competition. *Valdai*. Récupéré de <http://valdaiclub.com/asia/66640.html>

- Sanchez Ramos, Belen. (2013). Strengthening the Capacity of the Arctic Council: Is the Permanent Secretariat a First Step? *Arctic Yearbook 2013*, 264-278.
- Sanders, Sir Ronald. (2013). The Commonwealth and China: Upholding Values, Containing the Dragon? *The Round Table: The Commonwealth Journal of International Affairs*, 102, 3, 223-234. DOI: 10.1080/00358533.2013.794581.
- Schofield, Clive. (2012). Over the Top? Retreating Sea Ice and the Prospects for Rising Navigation in the Arctic. *International Zeitschrift*, Vol. 8.1, 9-16.
- Service Canadien du Renseignement de Sécurité. (2013, septembre). Les Enjeux Sécuritaires Liées à Une Chine Influente. Points saillants de la conférence des 28 février et 1er mars 2013 à Ottawa. *Regards sur le monde : avis d'experts*, Service Canadien du Renseignement de Sécurité, 162 p.
- Silva, Cristina. (2014, 16 décembre). Russia Ruble Crisis 2014: Potential Economic Collapse, Panic Over Future of Banking System Follows Currency Tumble. *International Business Times*. Récupéré de <http://www.ibtimes.com/russia-ruble-crisis-2014-potential-economic-collapse-panic-over-future-banking-system-1760125>
- Sinha, Rohit et Nataraj, Geethanjali. (2013, 30 juillet). Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP): Issues and Way Forward. *The Diplomat, Pacific Money*. Récupéré de <http://thediplomat.com/2013/07/regional-comprehensive-economic-partnership-rcep-issues-and-way-forward/>
- Solli, Erik et Wilson, Elana et Lidgren, Wrenn Yennie. (2013). Coming into the cold: Asia's Arctic interests. *Polar Geography*, 36, 4, 253-270. DOI: 10.1080/1088937X.2013.825345.
- Sopinski, John. (2012, 3 décembre). Mary River: the most ambitious mining project in the Arctic. *The Globe and Mail, Industry News, Energy & Resources*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/mary-river-the-most-ambitious-mining-project-in-the-arctic/article5939723/?from=6010268>
- Spence, Peter. (2014, 16 décembre). Russian economic crisis: as it happened 16 December 2014. *The Telegraph*. Récupéré de <http://www.telegraph.co.uk/finance/economics/11296233/Russian-economic-crisis-live.html>
- Spohr, Alexandre Piffero, Höring, Jéssica da Silva, Cerioli, Luiza Gimenez, Lersch, Bruna et Alves Soares, Josua Gihad. (2013). The Militarization of the Arctic: Political, Economic and Climate Challenges. *UFRGS Modal United Nations*

Journal, 2013, 11-70. Récupéré de <http://www.ufrgs.br/ufrgsmun/2013/wp-content/uploads/2013/10/The-Militarization-of-the-Arctic-Political-Economic-and-Climate-Changes.pdf>

Staalesen, Atle. (2012, 24 avril). China strengthens Arctic cooperation with Iceland. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/arctic/china-strengthens-arctic-cooperation-iceland>

Staalesen, Atle. (2013, 28 octobre). Buying the world's best icebreaker builders. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/business/2013/10/buying-worlds-best-icebreaker-builders-28-10>

Staalesen, Atle. (2014a, 28 janvier). Oil companies eye licenses along Russian border. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/energy/2014/01/oil-companies-eye-licenses-along-russian-border-28-01>

Staalesen, Atle. (2014b, 28 janvier). More foreign money for Russian Arctic developments. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/energy/2014/01/more-foreign-money-russian-arctic-developments-28-01>

Staalesen, Atle. (2014c, 15 mai). Powering Russian Arctic outposts. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/arctic/2014/05/powering-russian-arctic-outposts-15-05>

Staalesen, Atle. (2014d, 27 mai). The «Sovetsky Soyuz» back in icy waters. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/arctic/2014/05/sovetsky-soyuz-back-icy-waters-27-05>

Staalesen, Atle. (2014e, 11 août). Kara Sea oilmen report to Kremlin. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/energy/2014/08/kara-sea-oilmen-report-kremlin-11-08>

Staalesen, Atle. (2014f, 12 août). Russia in the minus. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/business/2014/08/russia-minus-12-08>

Staalesen, Atle. (2014g, 15 août). Squeezed by sanctions, Rosneft asks government for help. *Barents Observer*. Récupéré de <http://barentsobserver.com/en/energy/2014/08/squeezed-sanctions-rosneft-asks-government-help-15-08>
<http://barentsobserver.com/en/energy/2014/08/squeezed-sanctions-rosneft-asks-government-help-15-08>

- Stemre, Turid. (2012, 19 avril). *IMO Polar Code*; Présentation de Turid Stemre à l'occasion du 13th Meeting of the International Ice Charting Group. 20 p. Récupéré de [http://nsidc.org/noaa/iicwg/presentations/IICWG-2012/Stemre IMO Polar Code](http://nsidc.org/noaa/iicwg/presentations/IICWG-2012/Stemre%20IMO%20Polar%20Code)
- Stephens, Hugh. (2013a, mars, 18). The Spectre of Sinophobia. *Canadian International Council*. Récupéré de <http://opencanada.org/features/the-think-tank/comments/the-spectre-of-sinophobia/>
- Stephens, Hugh. (2013b, 29 octobre). Canada and Chinese SOEs: Why We Shouldn't Turn them Away. *Canadian International Council*. Récupéré de <http://opencanada.org/features/the-think-tank/comments/canada-and-chinese-soes/>
- Stephens, Hugh. (2014, 7 novembre). Taiwan, China and the TPP. *Canadian International Council*. Récupéré de <http://opencanada.org/branch-news/victoria-news/taiwan-china-and-the-tpp/>
- Stokke, Olav Schram. (2011). Environmental security in the Arctic. *International Journal*. Autumn 2011, 835-848.
- Stokke, Olav Schram. (2013). «The Promise of Involvement: Asia in the Arctic», *Strategic Analysis*, Vol. 37 No. 4, 474-479, DOI: 10.1080/09700161.2013.802520.
- Storey, Ian. (2006). China's Malacca Dilemma. *Jamestown Foundation, ChinaBrief*, 6, No. 8.
- Struk, Doug. (2007, 7 août). Russia's Deep-Sea Flag-Planting at North Pole Strikes a Chill in Canada. *The Washington Post, World*. Récupéré de <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/08/06/AR2007080601369.html>
- Tencer, Daniel. (2014, 17 septembre). 7 Things Harper Doesn't Want You To Know About The China Trade Treaty (And A Few He Does). *The Huffington Post Canada*. Récupéré de http://www.huffingtonpost.ca/2014/09/17/canada-china-fipa-facts_n_5836348.html
- The Asia Factor. [s. d.]. *Canada*. Récupéré de <http://theasiafactor.ca/>
- The Associated Press. 2013. <http://www.cbc.ca/news/canada/north/arctic-council-grants-china-japan-observer-status-1.1375121>
- The BRICS Post. (2014, 5 décembre). *China to push strategic partnership with Russia: Foreign Ministry*. Récupéré de <http://thebricspost.com/china-to-push-strategic-partnership-with-russia-foreign-ministry/#.VPPpPfmG8gE>

The Canadian Encyclopedia. [s. d.]. *Henry Norman Bethune*. Personnes, Médecins et administrateurs, domaine de la santé. Récupéré de <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/norman-bethune/>

The Canadian Press. [s. d.]. *Canada-China Relationship improving, Baird says*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/politics/canada-china-relationship-improving-baird-says-1.983751>

The Canadian Press. (2013, 11 octobre). Arctic icebreaker delayed as Tories prioritize supply ships. *CBC News, Politics*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/politics/arctic-icebreaker-delayed-as-tories-prioritize-supply-ships-1.1991522>

The Canadian Press. (2014a, 14 mars). Russia's Ukraine moves not yet spilling into Arctic Council. *Regard sur l'Arctique*. Récupéré de <http://eyeontheartctic.rcinet.ca/russias-ukraine-moves-not-yet-spilling-into-arctic-council/>

The Canadian Press. (2014b, 16 avril). *Canada boycotts Arctic Council Moscow meeting over Ukraine*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/canada/north/canada-boycotts-arctic-council-moscow-meeting-over-ukraine-1.2611964>

The Canadian Press. (2014c, 31 mai). Stephen Harper attacks Vladimir Putin and 'evil' communism. *CBC News, World*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/world/stephen-harper-attacks-vladimir-putin-and-evil-communism-1.2660700>

The Canadian Press. (2014d, 7 octobre). Audit: Canada lacks vision for Arctic shipping-traffic growth. *Maclean's*. Récupéré de <http://www.macleans.ca/news/canada/audit-canada-lacks-vision-for-managing-arctic-shipping-traffic-growth/>

The Canadian Press. (2014e, 30 juin). TransPacific Partnership deal elusive as talks set for Ottawa. *CBC News, Business*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/business/transpacific-partnership-deal-elusive-as-talks-set-for-ottawa-1.2691997>

The Council of Canadians. [s. d.]. *TPP In Depth*. Récupéré de <http://canadians.org/tpp-info>

The Economist. [2013a, 20 novembre]. *Chinese and American GDP forecasts : Catching the eagle*. Récupéré de

<http://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2013/11/chinese-and-american-gdp-forecasts>

The Economist. [2013b]. *The new masters and commanders*. Récupéré de <http://www.economist.com/news/international/21579039-chinas-growing-empire-ports-abroad-mainly-about-trade-not-aggression-new-masters>

The Economist. (2014a, 5 avril). *Conscious uncoupling*. European energy security. Récupéré de <http://www.economist.com/news/briefing/21600111-reducing-europes-dependence-russian-gas-possible-but-it-will-take-time-money-and-sustained>

The Economist. The Economist explains. (2014b, 16 décembre). *What's gone wrong with Russia's economy*. Récupéré de <http://www.economist.com/blogs/economist-explains/2014/12/economist-explains-16>

The Economist. (2014c, 20 décembre). *Russia's rouble crisis: Going over the edge*. Récupéré de <http://www.economist.com/node/21636720>

The Economist. (2014d, 20 septembre). *The gasman cutteth*. Energy in Europe. Récupéré de <http://www.economist.com/news/business/21618885-europe-could-survive-cut-russian-gas-only-short-one-gasman-cutteth>

The Huffington Post. [s. d.]. *Cnooc Nexen Deal*. Récupéré de <http://www.huffingtonpost.ca/news/cnooc-nexen-deal/>

The International Expert Council on Cooperation in the Arctic. [s. d.]. *The development strategy of the Arctic zone of the Russian Federation*. Récupéré de <http://www.iecca.ru/en/legislation/strategies/item/99-the-development-strategy-of-the-arctic-zone-of-the-russian-federation>

The Moscow Times. (2014a). *Scientists Claim Mendeleev Ridge Is Russian Continental Shelf*. Récupéré de <http://www.themoscowtimes.com/news/article/scientists-claim-mendeleev-ridge-is-russian-continental-shelf/499207.html>

The Moscow Times. (2014b). *Oil giant Shell Halts Future Investments in Russia Over Ukraine Tensions*. Récupéré de <http://www.themoscowtimes.com/business/article/oil-giant-shell-halts-future-investments-in-russia-over-ukraine-tensions/499291.html>

- The Moscow Times. (2014c) *Ditched by Western Investors, Russian Firms Turn to Asia*. Récupéré de <http://www.themoscowtimes.com/business/article/ditched-by-western-investors-russian-firms-turn-to-asia/499218.html>
- The Moscow Times. (2014d). *China Refuses to Budge on Anti-Russia Sanctions*. Récupéré de <http://www.themoscowtimes.com/news/article/china-refuses-to-budge-on-anti-russia-sanctions/499050.html>
- The Russian Government. (2013a, 24 décembre). *On introducing for ratification the Agreement between the Government of the Russian Federation and the Government of the People's Republic of China on Expanding Crude Oil Trading Cooperation*. Récupéré de http://government.ru/en/dep_news/9492
- The Russian Government. (2013b, 31 décembre). *On signing the Agreement between the Government of the Russian Federation and the Government of the People's Republic of China on cooperation on the Yamal LNG project*. Récupéré de http://government.ru/en/dep_news/9507
- The Voice of Russia. (2014a, 1^{er} février). *Time to move from words to deeds in Russia-Canada cooperation in Arctic*. Récupéré de http://voiceofrussia.com/news/2014_02_01/Time-to-move-from-words-to-deeds-in-Russia-Canada-cooperation-in-Arctic-9973/
- The Voice of Russia. (2014b, 5 avril). *Russian paratroopers land at Barneo drifting station for research*. Récupéré de http://voiceofrussia.com/news/2014_04_05/Russian-paratroopers-land-at-Barneo-drifting-station-for-research-8067/
- The Voice of Russia. (2014c, 27 mai). *Russia to send application to UN to expend Arctic shelf*. Récupéré de http://voiceofrussia.com/news/2014_05_27/Russia-to-send-application-to-UN-to-expand-Arctic-shelf-9079/
- Thompson, Mark. (2014, 16 décembre). *Russia's slide toward economic crisis - and why it matters*. *CNN Money*. Récupéré de <http://money.cnn.com/2014/12/16/news/economy/russia-crisis-evolution/>
- Tiezzi, Shannon. (2014, 16 avril). *China, Russia Seek 'Enhanced Mutual Political Support'*. *The Diplomat*. Récupéré de <http://thediplomat.com/2014/04/china-russia-seek-enhanced-mutual-political-support/>
- Tomasik, Magdalena. (2012). *The 5th Chinese National Arctic Research Expedition*. Récupéré de <http://arcticportal.org/features/805-chinare5>

Tomasik, Magdalena. (2013). Polar Code Seen in Place by 2016. *Arctic Portal - The Arctic Gateway*. Récupéré de <http://arcticportal.org/news/21-shipping-news/1050-arctic-shipping-code-seen-in-place-by-2016->.

Toronto Star. (2011, 20 juillet). *Relations with China improving: Baird*. News, Canada. Récupéré de http://www.thestar.com/news/canada/2011/07/20/relations_with_china_improving_baird.html

Trading Economics. [s. d.]. *Russia Balance of Trade*. Récupéré de <http://www.tradingeconomics.com/russia/balance-of-trade>

Trading Economics. [s. d.]. *Russia Exports*. Récupéré de <http://www.tradingeconomics.com/russia/exports>

TransCanada. (2012). *Mackenzie Gas Project*. Récupéré de <http://www.transcanada.com/mackenzie-valley.html>

Trifunov, David. (2013, 4 décembre). Canada wants the North Pole for its own. *Global Post*. Récupéré de <http://www.globalpost.com/dispatch/news/regions/americas/canada/131204/canada-claim-north-pole-oil-riches-under-the-sea-it>

UBC News. (2014, 28 mai). *Making sense of the \$400 billion China-Russia gas deal*. Récupéré de <http://news.ubc.ca/2014/05/28/making-sense-of-the-400-billion-china-russia-gas-deal/>

United Nations. Oceans & Law of the Sea. Division for Oceans Affairs and the Law of the Sea. (2014, 1er mai). *Commission on the Limits of the Continental Shelf (CLCS). Outer limits of the continental shelf beyond 200 nautical miles from the baselines: Submissions to the Commission: Partial revised Submission by the Russian Federation*. Récupéré de http://www.un.org/depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_rus_rev.htm

United Nations. Oceans & Law of the Sea. Division for Oceans Affairs and the Law of the Sea. (2014b). *Chronological lists of ratifications of, accessions and successions to the Convention and the related Agreements as at 3 October 2014*. Récupéré de http://www.un.org/depts/los/reference_files/chronological_lists_of_ratifications.htm

- United Nations. Oceans & Law of the Sea. Division for Oceans Affairs and the Law of the Sea. (2013, 18 septembre). *Commission on the Limits of the Continental Shelf (CLCS)*. Récupéré de http://www.un.org/depts/los/clcs_new/clcs_home.htm
- United Nations. Oceans & Law of the Sea. Division for Oceans Affairs and the Law of the Sea. (2009, 30 juin). *Commission on the Limits of the Continental Shelf (CLCS). Outer limits of the continental shelf beyond 200 nautical miles from the baselines: Submissions to the Commission: Submission by the Russian Federation*. Récupéré de http://www.un.org/depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_rus.htm
- United States Census Bureau. [s. d.]. *Trade in Goods with China*. Récupéré de <https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c5700.html>
- University of the Arctic. (2013, 26 février). *The Arctic Development Strategy 2020 was approved by the President Vladimir Putin*. Récupéré de <http://www.uarctic.org/news/2013/2/the-arctic-development-strategy-2020-was-approved-by-the-president-vladimir-putin/>
- U.S. Energy Information Administration. (2013, juillet). *International Energy Outlook 2013*. 300 p.
- U.S. Energy Information Administration. (2014, 12 mars). *Russia*. 17 p. Récupéré de <http://www.eia.gov/countries/analysisbriefs/Russia/russia.pdf>
- USGS. (2001). World oil and gas potential 2000--Petroleum resources of the Arctic. *American Association of Petroleum Geologists Bulletin*. Ulmishek, G. F.
- USGS. (2008). Circum-Arctic Resource Appraisal: Estimates of Undiscovered Oil and Gas North of the Arctic Circle. USGS Fact Sheet 2008-3049.
- Vanderklippe, Nathan. (2013, 3 décembre). Nexen deal comes back to haunt CNOOC. *The Globe and Mail, International*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/international-business/asian-pacific-business/nexen-acquisition-hurting-cnoocs-performance/article15742860/>
- Verny, Jerome, Grigentin, Christophe. (2009). Container Shipping on the Northern Sea Route. *International Journal of Production Economics*, 122, 107-117.
- Vidal John. (2014, 1^{er} février). Russian Arctic city hopes to cash in as melting ice opens new sea route to China. *The Guardian*. Récupéré de <http://www.theguardian.com/world/2014/feb/01/arctic-city-new-route-china>

- Walker, Lauren. (2014, 15 septembre). New Treaty Allows China to Sue Canada to Change its Laws. *Newsweek*. Récupéré de http://www.newsweek.com/new-treaty-allows-china-sue-canada-change-its-laws-270751?piano_t=1
- Wang, Qian. (2014, 6 janvier). New icebreaker planned by 2016: officials. *China Daily*. Récupéré de http://www.chinadaily.com.cn/china/2014-01/06/content_17216579.htm
- Wearden, Graeme. (2014, 17 décembre). Rouble surges as Moscow fights back against financial crisis - as it happened. *The Guardian*. Récupéré de <http://www.theguardian.com/business/live/2014/dec/17/rouble-russia-crisis-greek-elections-uk-unemployment-fed-live>
- Weaver, Ray. (2013, 12 novembre). Russia building largest nuclear icebreaker. *The Arctic Journal*. Récupéré de <http://arcticjournal.com/politics/russia-building-largest-nuclear-icebreaker>
- Webster, David. (2010). Canada and bilateral human rights dialogues. *Canadian Foreign Policy Journal*, 16, 3, 43-63. DOI: 10.1080/11926422.2010.9687319.
- Williams, Carol J. (2014, 11 août). Canada on mission to map Arctic, lay claim to broader boundaries. *Los Angeles Times, Mexico & the Americas*. Récupéré de <http://www.latimes.com/world/mexico-americas/la-fg-canada-arctic-mission-20140811-story.html>
- Wilken, Canadian Army Captain Bonnie. (2014, 22 avril). *Operation Nunavut 2014: Bigger, more complex than ever*. 109th Airlift Wing. Récupéré de <http://www.109aw.ang.af.mil/news/story.asp?id=123408201>
- Wilson Rowe, Elana. (2009). Russia and the North. *The University of Ottawa Press*, 218 p.
- Wilson Rowe, Elana et Blakkisrud, Helge. (2014). A New Kind of Arctic Power? Russia's Policy Discourses and Diplomatic Practices in the Circumpolar North. *Geopolitics*, 19, 1, 66-85.
- Windeyer, Chris. (2010, 31 août). Canada lags on Arctic infrastructure, report says. *Nunatsiaq News, Nunatsiaq Online*. Récupéré de http://www.nunatsiaqonline.ca/stories/article/310810_canada_lags_on_arctic_infrastructure_report_says/
- Wohlberg, Meagan. (2014a, 11 octobre). ConocoPhillips could frack 10 more wells in Sahtu. *Northern Journal, Industry, Oil & Gas*. Récupéré de <http://norj.ca/2014/03/conocophillips-could-frack-10-more-wells-in-sahtu/>

- Wohlberg, Meagan. (2014b, 11 octobre). ConocoPhillips granted permits for further fracking. *Northern Journal, Industry, Oil & Gas*. Récupéré de <http://norj.ca/2014/08/conocophillips-granted-permits-for-further-fracking/>
- World Bank. [s. d.]. *GDP (current US\$)*. Récupéré de <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD>
- World Oil Online. (2014, 14 janvier). *Novatek closes sale of 20% Yamal LNG interest to CNPC*. Récupéré de <http://www.worldoil.com/NOVATEK-closes-sale-of-20-Yamal-LNG-interest-to-CNPC.html>
- Wright, David Curtis. (2011). The Dragon Eyes the Top of the World. Arctic Policy Debate and Discussion in China. Naval War College, *China Maritime Studies Institute*, 8, 55 p.
- WWF. [s. d.]. *ArkGIS*. Récupéré de <http://arkgis.org/>
- Xing, Li et Bertelsen, Rasmus Gjedssø. (2013). The Drivers of Chinese Arctic Interests: Political Stability and Energy and Transportation Security. *Arctic Yearbook*, 2013, 53-68.
- Young, Mary M. et Henders, Susan J. (2012). "Other diplomacies" and the making of Canada-Asia relations. *Canadian Foreign Policy Journal*, 18, 3, 375-388. DOI: 10.1080/11926422.2012.742022.
- Young, Oran. (2009). The Arctic in Play: Governance in a Time of Rapid Change. *The International Journal of Marine and Coastal Law*, 24, 423-442.
- Young, Oran R. (2010). Arctic Governance - Pathways to the Future. *Arctic Review on Law and Politics*, vol.1, 2/2010, 164-185.
- Young, Oran R. (2012). Arctic Politics in an Era of Global Change. *The Brown Journal of World Affairs*, Vol. 19.1, Automne/Hiver 2012, 165-178.
- Yuan, Jingdong. (2011). Sino-Russian relations: Renewal or decay of a Strategic Partnership? *European Dialogue*. Récupéré de <http://www.eurodialogue.eu/Sino-Russian-Relations-Renewal-or-Decay-of-a-Strategic-Partnership>
- Yukon Government. [s. d.]. *Operation NANOOK 2013*. Récupéré de http://www.community.gov.yk.ca/emo/op_nanook.html
- Zengerle, Patricia. (2013, 15 mai). China granted observer seat on Arctic governing council. *Reuters*, Kiruna, Suède. Récupéré de

<http://www.reuters.com/article/2013/05/15/us-arctic-council-idUSBRE94E0IJ20130515>

Zhang, Jian. (2011, juillet). China's Energy Security : Prospects, Challenges and Opportunities. *The Brookings Institution, Center for Northeast Asian Policy Studies*, 32 p.

Zhang, Z. X. (2011). China's energy security, the Malacca dilemma and responses. *Energy Policy*, 39, 7612–7615.

Zhang, Z. X. (2012). The overseas acquisitions and equity oil shares of Chinese national oil companies: A threat to the West but a boost to China's energy security?. *Energy Policy*, 48, 698–701.

Zolotukhin, A. et Gavrilov, V. (2011). Russian Arctic Petroleum Resources. *Oil & Gas Science and Technologie - Rev. IFP Energie Nouvelles*, 66, 6, 899-910.